

LE MOUVEMENT AUTONOME
EN ITALIE ET EN FRANCE
(1973-1984)

MEMOIRE DE MASTER I DE SOCIOLOGIE POLITIQUE

SOUS LA DIRECTION DE DANIEL LINDENBERG

Université Paris VIII – Septembre 2008

INTRODUCTION

I L'AUTONOMIE ITALIENNE (1973-1979)

1/ FONDEMENTS

Dimension historique et structure politique de l'Italie

Les collectifs de quartier

Les comités ouvriers

Les opéraïstes

2/ DYNAMIQUE

Le pouvoir ouvrier

Les squats

Les autoréductions

3/ ORGANISATION

Niveau national

Niveau local

4/ EXTENSION

Les « Cercles de jeunes prolétaires

Le mouvement étudiant de 1977

5/ LIMITES

L'abandon des lieux de travail

Caractère minoritaire et dimension générationnelle

6/ MILITARISATION

L'option militaire

L'héritage insurrectionnaliste

Le processus de militarisation

II L'AUTONOMIE FRANCAISE (1976-1984)

1/ FONDEMENTS

La culture soixante-huitarde

La crise de l'extrême-gauche

L'importation idéologique

La radicalisation

L'émergence de nouveaux terrains de lutte

2/ DYNAMIQUE

La montée en puissance

L'identité autonome

La dimension communautaire

3/ LIMITES

La marginalisation

La structure politique de l'extrême-gauche

Les divergences

L'explosion

La militarisation

4/ DECOMPOSITION

L'effondrement

L'autodestruction

Teppisme et dépolitisation

CONCLUSION

ENTRETIENS

UGO TASSINARI (Collectif Autonome Universitaire de Naples)

VINCENZO MILIUCCI (Comités Autonomes Ouvriers de Rome)

VALERIO MONTEVENTI (Comités Ouvriers autonomes de Bologne)

FRANCO BERARDI, dit « BIFO » (Radio Alice, Bologne)

BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION

Le mouvement autonome apparaît en Italie en 1973. On peut le définir comme la tendance extralégale de l'extrême-gauche. Rassemblant des idéologies assez variées, il se caractérise surtout par un ensemble de pratiques que l'on détaillera ici. La référence au concept d'autonomie est ancienne au sein des mouvements révolutionnaires. Comme le rappelle Serge Cosseron dans son *Dictionnaire de l'extrême gauche* [1], elle est en effet déjà présente dans *Le Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, dont l'édition allemande définit « le mouvement prolétarien » comme

« le mouvement autonome [*selbständig*] de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité » [2].

Les différentes définitions de l'autonomie tournent autour de deux questions : « autonomie de qui ? », et « autonomie par rapport à quoi ? ». Depuis le XIXe siècle, les différents courants révolutionnaires font le plus souvent référence à l'autonomie du « prolétariat » ou de la « classe ouvrière ». L'autonomie ouvrière sous-entend une autonomie par rapport à la classe antagoniste : autonomie par rapport à la bourgeoisie. Mais des interprétations relativement différentes se dessinent sur les modalités de cette autonomie du prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie. Cette autonomie prolétarienne sous-entend-elle une autonomie par rapport à l'Etat ? Par rapport aux institutions ? Par rapport aux lois ? Par rapport à l'économie ? Par rapport aux partis politiques ? Par rapport aux syndicats ? Et que signifie cette autonomie ? S'agit-il d'un simple volonté d'indépendance dans ses prises de décision, d'un refus de collaborer, d'un projet de sécession, ou d'une déclaration de guerre ?

On choisira de définir l'autonomie prolétarienne comme le fait pour le prolétariat de s'organiser dans sa lutte, à la fois en dehors des

structures institutionnelles, et en opposition avec le cadre légal imposé par l'Etat. Cependant, il ne s'agit pas ici d'étudier l'autonomie prolétarienne en tant que pratique de classe. On s'intéressera en effet à un autre sujet : le « mouvement autonome », compris comme identité politique historiquement datée. En effet, à partir de 1973, l'Autonomie désigne une tendance de l'extrême-gauche, qu'il faut impérativement distinguer de l'autonomie en tant que pratique de lutte. Cette tendance politique se réfère aux pratiques autonomes et la confusion est permanente. Certaines composantes de la tendance politique refusent d'apparaître en tant qu'identité politique et aspirent à fusionner avec les pratiques. Mais cette aspiration à l'invisibilité n'empêche pas ces composantes politiques de pouvoir être identifiées comme telles.

A partir de 1977, l'Autonomie devient également une tendance politique de l'extrême-gauche française. C'est aussi le cas pour l'extrême-gauche allemande à partir de 1980. Le mouvement s'étend à la même époque en Espagne, en Suisse, aux Pays-Bas, et au Danemark. On se concentrera ici sur les mouvement italien (1973-1979) et français (1976-1984). Dans les années 70, c'est surtout la référence à l'Autonomie qui permet de distinguer le mouvement autonome des autres tendances de l'extrême-gauche. A partir des années 80, le mouvement autonome se distingue plus par ses pratiques politiques du fait de l'abandon des pratiques extralégales par les autres composantes de l'extrême-gauche.

La problématique ici étudiée concerne la question de la dynamique du mouvement autonome : pourquoi apparaît-il en Italie puis en France ? Comment se développe-t-il ? Qu'est-ce qui fait sa force ? Quelles sont ses limites ? Pourquoi s'effondre-t-il en 1979 ? Pour répondre à ces questions, je m'appuierai sur le cadre théorique avancé en 1993 par Ruud Koopmans pour expliquer l'évolution des mouvements sociaux en Allemagne de l'Ouest [3]. Koopmans reprend en partie les travaux que Sabine Karstedt-Henke avait publiés en 1980 sur les processus de radicalisation [4]. Il convient d'expliquer plus en détail ce modèle théorique.

Pour Koopmans, les protestataires ont le choix entre trois stratégies : l'innovation, la « massification » (augmentation des effectifs), ou la radicalisation dans la violence. Dans une première phase, l'innovation permettrait de faire émerger un nouveau mouvement social. Dans une seconde phase, le nouveau mouvement bénéficierait de ses pratiques innovantes et entrerait dans une phase de « massification ». Mais avec le temps, la dimension innovatrice du mouvement aurait tendance à disparaître, les nouveaux répertoires d'action utilisés devenant de moins en moins « nouveaux ». Dans cette seconde phase, les militants entreraient en quelque sorte dans un processus de routine en privilégiant l'augmentation des effectifs. Enfin, dans une troisième phase, le mouvement aurait tendance à s'institutionnaliser et à disparaître. Dans cette dernière phase, les militants se professionnalisent et deviennent des spécialistes d'un secteur du mouvement social. Les participants sont de moins en moins nombreux. Ce processus d'institutionnalisation des mouvements sociaux s'accompagnerait parallèlement d'un autre processus, antagoniste, de radicalisation dans la violence des tendances les plus extrémistes du mouvement. Ce double processus d'institutionnalisation et de radicalisation entraînerait une chute accélérée des effectifs et à terme la disparition du mouvement.

Pour Koopmans et Karstedt-Henke, l'attitude des autorités joue un rôle dans cette évolution. Koopmans distingue quatre types de répertoires d'action : les actions légales, les actions de « confrontation » (illégales mais non-violentes), la violence émeutière, et la violence militaire. Selon Koopmans, les mouvements sociaux ont plus tendance à leurs débuts à développer des actions de confrontation, la dimension innovatrice du nouveau répertoire d'action utilisé étant généralement liée à son caractère illégal. Face aux mouvements sociaux, les autorités cherchent à réprimer les éléments les plus radicaux et à dialoguer avec les plus modérés. Mais lorsqu'un nouveau mouvement social apparaît, il est difficile pour les autorités de faire cette distinction. Selon Koopmans, la répression aurait plus tendance à s'abattre sur les actions de confrontation, les éléments violents étant plus difficiles à arrêter.

Ces actions étant plus réprimées, les protestataires auraient progressivement tendance à les abandonner, les plus modérés choisissant des formes d'action légales, et les plus radicaux choisissant des formes d'action violentes. Les autorités joueraient donc en ce sens un rôle décisif dans le processus d'institutionnalisation et de radicalisation des mouvements. A la fin du mouvement, la répression se concentrerait sur les formes d'action violentes. L'effet de cette répression entraînerait une radicalisation dans la violence, les éléments les plus extrémistes abandonnant progressivement les actions émeutières pour évoluer vers la clandestinité et la lutte armée. Cette escalade dans la violence et la répression entraînerait la mort du mouvement. On tentera donc de voir dans quelle mesure ce schéma peut s'appliquer au mouvement autonome en Italie et en France.

Plusieurs ouvrages ont été publiés sur le mouvement autonome. Les plus approfondis concernent le mouvement allemand. La plupart de ceux qui tournent autour du mouvement italien ne l'abordent qu'à travers le prisme très réducteur de la violence politique et des groupes armés. En ce qui concerne le mouvement français, le seul ouvrage traitant le sujet n'a été écrit qu'en 1978 [\[5\]](#), c'est-à-dire quasiment au moment de sa naissance.

Cette recherche n'a donc été possible qu'à partir d'une série d'entretiens que j'ai réalisés entre 2002 et 2005. Au total, vingt-trois personnes ont été interrogées (quinze Français et huit Italiens) : vingt anciens autonomes et trois Français ayant fréquenté la mouvance à la fin des années 70 et au début des années 80. Ces entretiens semi-directifs étaient surtout destinés à combler le peu d'éléments dont on peut disposer pour retracer l'histoire du mouvement autonome. J'ai donc le plus souvent demandé à ces personnes d'essayer de raconter leur parcours politique de manière chronologique. C'est à travers la combinaison de ces différents parcours qu'émergent les multiples questions que pose l'histoire du mouvement autonome sur les logiques de ses acteurs. En effet, les individus ont toujours une vision partielle du mouvement auquel ils participent : ils en cernent rarement tous les tenants et tous les aboutissants. Certaines composantes en ignorent d'autres.

Au cœur des conditions historiques, économiques, sociales, et culturelles, chaque individu a un parcours unique qui va déterminer sa situation et ses choix au sein d'un jeu de tensions entre des influences contradictoires. Dans ce jeu de tensions, deux types d'engagement peuvent être distingués : l'engagement déterminé par les conditions sociales, et l'engagement motivé par des logiques culturelles. Ces deux types d'engagement se confondent le plus souvent mais suivant les individus l'un domine généralement sur l'autre. On essaiera donc de distinguer ces deux facteurs.

Compte tenu des différences entre les situations italienne et française, il n'est pas possible de les traiter dans leur globalité. J'ai donc choisi de traiter les deux mouvements séparément. Leur différence est d'abord quantitative : alors que l'Autonomie italienne est un mouvement de masse, l'Autonomie française est groupusculaire. Pour cette raison, on traitera plus spécifiquement de la question de l'organisation du mouvement italien.

J'essaierai d'aborder le mouvement autonome en distinguant trois étapes de son évolution : ses fondements, sa dynamique, et son effondrement. Dans le cas italien, on distinguera la dynamique initiale enclenchée par les comités ouvriers à partir de 1973 de la seconde phase portée par le mouvement de 1977. Les processus d'effondrements prennent également des formes différentes : répression brutale en Italie et lente décomposition en France. En ce qui concerne l'Autonomie italienne, on s'intéressera donc plus spécifiquement à la militarisation qui conduit à cette répression. Pour la France, on s'attardera par contre sur les limites du mouvement.

[1] Serge Cosseron, « Mouvement autonome, au cœur du mouvement révolutionnaire », *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Larousse, 2007, p. 91.

[2] Karl Marx et Friedrich Engels, « Bourgeois und Proletarier », *Manifest der Kommunistischen Partei*, 1848. On remarquera cependant que dans l'édition française «selbständig » est traduit par « spontané ».

[3] Ruud Koopmans, « The Dynamics of Protest Waves : West Germany, 1965 to 1989 », *American Sociological Review* n° 58, 1993.

[4] Sabine Karstedt-Henke, « Theorien zur Erklärung terroristischer Bewegungen

», in Erhard Blankenburg, *Politik der inneren Sicherheit*, Suhrkamp, 1980.

[5] *L'Autonomie, le mouvement autonome en France et en Italie*, Spartacus, série B, n° 90, mars 1978.

1/ Les FONDEMENTS DE L'AUTONOMIE ITALIENNE

Dimension historique et structure politique de l'Italie

Le premier axe de ma réflexion vise à cerner les fondements du mouvement autonome en Italie. Le premier élément à prendre en compte concerne la dimension historique. L'Italie porte une tradition de violence politique plus affirmée qu'en France. La formation de l'Italie est beaucoup plus récente et le pays reste profondément marqué par une dichotomie entre un nord riche et industrialisé et un sud pauvre et rural où l'Etat a toujours eu du mal à s'imposer et qui reste dominé par la mafia. La culture politique de l'Italie porte encore au XXe siècle des traces de sa formation au milieu du XIXe siècle : les traces de son unification brutale par une conquête militaire, mais aussi des traces de traditions insurrectionnalistes. Cette forte culture de violence politique, déjà très vivace au début du XXe siècle, a de plus été alimentée par la période fasciste et par l'héritage de la Résistance. L'industrialisation de l'Italie est aussi beaucoup plus tardive qu'en France et les tensions avec la classe ouvrière en sont d'autant plus exacerbées.

A ces conditions économiques défavorables à l'Italie vient s'ajouter le poids de la structure politique. En Italie, la domination de la gauche par le Parti Communiste ne permet pas d'envisager l'alternance. La situation politique change en 1973 : la gauche est profondément marquée par le coup d'état d'Augusto Pinochet au Chili. Le Parti Communiste Italien (PCI), sous l'impulsion d'Enrico Berlinguer, s'engage dans la stratégie du « compromis historique », visant à former un gouvernement de coalition avec la Démocratie Chrétienne. Le PCI abandonne ainsi de fait sa fonction tribunitienne. Par conséquence, les luttes sociales vont tendre en Italie vers des formes révolutionnaires. C'est cette situation politique très particulière qui permet l'émergence du mouvement autonome en Italie. Le principal syndicat italien, la CGIL [\[1\]](#), est en effet contrôlé par le PCI, et la nouvelle ligne politique du parti fait perdre à la CGIL beaucoup de sa crédibilité.

Au-delà des causes structurelles, quel est le processus qui amène des individus à s'organiser de manière autonome ? Pour répondre à cette question, il faut s'intéresser aux formes d'autonomie qui apparaissent en Italie avant la cristallisation du mouvement autonome en identité politique. On peut observer l'apparition progressive de deux types de collectifs : d'une part des collectifs de quartier, et d'autre part des comités ouvriers.

Les collectifs de quartier

A Turin, les premiers comités de quartier apparaissent en 1960. Diego Giachetti et Marco Scavino notent que :

« Dans ces comités, « grandissait un climat diffus et généralisé d'aversion envers les formes traditionnelles de délégation » ; s'y retrouvaient à faire de la politique ensemble et de façon nouvelle des adhérents aux partis de gauche, des groupes de base paroissiaux, des sans parti et des dirigeants du Mouvement étudiant turinois. Turin aussi, comme d'autres villes d'Europe occidentale, était investie par ce phénomène qu'à l'époque les sociologues baptisèrent de mouvements urbains, mouvements qui avaient trouvé une impulsion dans la révolte des étudiants du supérieur et du secondaire avec la conviction qu'il fallait se battre contre le système capitaliste dans son ensemble, l'attaquer non seulement dans son organisation à l'usine, mais aussi dans toute la sphère de reproduction de la force de travail et dans les rapports sociaux. » [\[2\]](#)

Ces premiers comités ne peuvent pas être considérés comme des collectifs véritablement autonomes dans le sens où ils sont encore en partie contrôlés par l'Eglise ou le Parti Communiste. Cependant, ils possèdent déjà la structure de l'Autonomie, c'est-à-dire l'organisation en collectifs d'individus, sans existence légale. La présence en leur sein de militants de partis politiques fait que cette autonomie est relative. Mais, à partir de 1964, ces comités acquièrent une autonomie grandissante à l'égard des partis politiques avec l'organisation des premières grèves de loyers.

A Rome, les « Comités d'Agitation Banlieues » sont créés en 1967. Vincenzo Miliucci est alors âgé de 24 ans. Il milite au Parti Communiste et les Comités d'Agitation Banlieues sont pour lui un moment fondateur de son parcours politique :

« 1967, c'est mon année de naissance à la vie politique, quand à Rome il y a sept grand bidonvilles du même type que ceux que l'on trouve au Brésil : des conditions de vie avec des rats, des ordures partout, sans eau et sans électricité. Les problèmes de logement sont immenses. En 1967, je commence mon militantisme avec le Comité d'Agitation Banlieues. Ça commence avec des occupations de logements vides pour résoudre ce problème, avec tout de suite des affrontements et des

situations très tendues avec la police où il est arrivé qu'on se tire dessus et qu'il y ait des enfants qui meurent. C'est une situation de victime et d'impuissance où peuvent agir les paternalismes des partis, et notamment le paternalisme du Parti Communiste qui vient apporter la petite fontaine d'eau mais qui laisse la condition des gens telle qu'elle est. Dans la lutte pour le droit au logement naît quelque chose de nouveau. C'est une période d'incubation. » [3]

C'est dans ce contexte que s'ouvrent à Rome les premiers squats en 1969.

Les comités ouvriers

Sur les lieux de travail, les collectifs autonomes sont l'aboutissement de la rupture entre les syndicats et les travailleurs les plus engagés dans les luttes. Cette rupture avec les syndicats commence à se généraliser à partir de 1968, avec la création des Comités Unitaires de Base (CUB). A partir de 1969, les luttes ouvrières instaurent un nouveau rapport de forces dans les usines qui n'a plus rien à voir avec les luttes syndicales traditionnelles. La production est sabotée, les contremaîtres sont menacés, l'agitation est permanente et les ouvriers manifestent à l'intérieur même des usines.

Contrairement aux syndicats qui sont surtout implantés parmi les ouvriers qualifiés, plus âgés, anciennement installés et d'origine urbaine, les comités autonomes semblent être surtout composés d'ouvriers spécialisés, plus jeunes, nouvellement arrivés et d'origine rurale. En outre, dans les villes du nord, on peut observer que les syndicats sont surtout implantés parmi les ouvriers originaires du nord de l'Italie et que les ouvriers originaires du sud ont plus tendance à s'organiser spontanément en comités autonomes. Cette réalité est parfaitement décrite dans l'ouvrage de Diego Giachetti et Marco Scavino sur le mouvement de 1969 à Turin [4]. Ugo Tassinari confirme ces caractéristiques en ce qui concerne les ouvriers de Naples :

« Naples avait deux grandes usines : Italsider (sidérurgie) et l'Alfa Romeo de Pomigliano (banlieue Nord-Est). Les ouvriers de ces deux usines appartenaient à deux classes différentes. Ceux de l'Italsider faisaient partie de la vieille aristocratie ouvrière, et ceux de l'Alfa Romeo venaient de la paysannerie. Les ouvriers de Pomigliano n'étaient pas syndiqués mais étaient très combatifs. Le Parti Communiste et la CGIL étaient très puissants à l'Italsider : ils étaient très staliniens. Les ouvriers de l'Italsider étaient avec le PCI et les syndicats, ceux de l'Alfa Romeo étaient avec nous. » [5]

Les comités autonomes regroupent donc les ouvriers les plus combatifs dans un contexte de radicalisation des luttes où les ouvriers affirment de plus en plus leur pouvoir sur l'usine. Catherine Brice note ainsi à propos des suites des grèves de 1969 :

« Les résultats de cette lutte ne furent pas négligeables. Les salaires augmentèrent rapidement et en 1972 des heures de formation payée furent assurées. Mais surtout, en 1975, fut établie la *Cassa Integrazione Guadalupe* qui régula les licenciements économiques : 80 % du salaire étaient garantis aux ouvriers mis à pied. Les ouvriers licenciés pouvaient venir à l'usine, ne pas y travailler et repartir avec la quasi-totalité de leur salaire. Enfin, en 1975 fut également instaurée la fameuse *Scala mobile* qui indexait automatiquement les salaires au coût de la vie » [\[6\]](#).

En ce qui concerne les formes d'autonomie qui apparaissent sur les lieux de travail, on peut distinguer trois types de parcours politiques. Tout d'abord, des jeunes immigrés méridionaux qui s'organisent spontanément en dehors des syndicats, et ce dès le début des années 60. Ensuite, à partir de 1968, des syndicalistes qui créent eux-mêmes des collectifs autonomes. Enfin, des militants opéraïstes qui rejoignent par la suite les comités autonomes (surtout à partir de 1973).

En ce qui concerne les formes d'autonomie les plus spontanées, on peut prendre l'exemple des ouvriers de la Fiat de Turin. Cet exemple est particulièrement intéressant car il comprend la plus grande usine d'Europe, Mirafiori, qui compte alors 50 000 salariés, la Fiat employant au total 90 000 personnes à Turin en comptant les trois usines de la ville [\[7\]](#). En 1962, les ouvriers attaquent le siège de l'UIL [\[8\]](#), alors que celle-ci vient de signer de manière séparée le renouvellement de la convention collective. En 1969, les ouvriers de Turin jouent un rôle majeur dans la vague de grèves qui secouent le pays, là encore à l'occasion du renouvellement du contrat de travail.

Mais pour comprendre le rôle que jouent les jeunes immigrés méridionaux dans le mouvement de 1969, il faut souligner les conditions extrêmement précaires dans lesquelles se fait cet exode rural. Rongées par la corruption, le clientélisme, et la spéculation immobilière, les autorités italiennes ont manifestement largement négligé la construction de logements sociaux pour faire face à cet exode rural massif. Beaucoup d'ouvriers sont sans-abri ou vivent dans des bidonvilles. La plus grande partie des immigrés méridionaux vivent à plusieurs dans de très petits appartements, souvent insalubres et

dépourvus de sanitaires, parfois dans une seule pièce. Les ouvriers qui louent un appartement aux normes doivent faire face à un loyer qui ampute une grande partie de leur salaire, ce qui explique le développement des grèves de loyers [9].

Sous-payés car généralement non-qualifiés, les immigrés méridionaux constituent la catégorie la plus précaire de la classe ouvrière italienne. Les syndicats, engagés depuis l'après-guerre dans la cogestion, se sont montrés incapables d'intégrer cette catégorie d'ouvriers dont les besoins vont à l'encontre des logiques de rentabilité. Au contraire, les syndicats italiens regroupent les travailleurs les plus qualifiés, ceux que l'on appelle parfois « l'aristocratie ouvrière ». Les syndicats ayant fait le choix de défendre la valorisation salariale des travailleurs qualifiés au détriment des OS, on peut donc dire qu'ils portent la responsabilité politique de la non-syndicalisation des travailleurs immigrés. Mal défendus par les syndicats, les immigrés méridionaux vont devoir s'organiser en dehors, et donc de manière autonome.

Cependant, l'autonomie de ces travailleurs immigrés se heurte à des difficultés. Malgré leur nationalité italienne, ces ouvriers du sud subissent le racisme de certains Italiens du nord et vivent donc dans un environnement relativement hostile. Dans ces conditions, la lutte ne va pas de soi. Les OS vont donc devoir saisir une opportunité et attendre que les syndicats déclenchent une grève, à l'occasion du renouvellement quadriennal du contrat de travail. C'est ce qui se passe en 1962. Les syndicats organisent une grève mais, pour la première fois depuis l'après-guerre, ils sont débordés et la lutte se retourne contre l'UIL. En ce qui concerne la grève de 1969, Giachetti et Scavino remarquent que les OS ne sont pas les premiers à se mettre en grève lorsque le conflit démarre à la Fiat. Mais une fois la lutte commencée, les jeunes OS se montrent les plus combattifs. Cette « nouvelle classe ouvrière » déborde totalement les syndicats en ayant recours à des répertoires d'action sortant du cadre traditionnel.

En ce qui concerne les collectifs autonomes d'origine syndicale, on peut prendre l'exemple du collectif de la *Via dei Volsci* qui se constitue à Rome en 1972. Ce collectif est constitué par des militants qui

décident de quitter le groupe *Il Manifesto*. Pour comprendre la logique de ces militants, il est nécessaire de la resituer dans leur trajectoire politique.

Le *Manifesto* est d'abord un journal publié par les militants de l'aile gauche du Parti Communiste Italien (PCI). Le journal paraît pour la première fois en juin 1969. Le *Manifesto* dénonce de manière radicale l'intervention de l'armée soviétique en Tchécoslovaquie. Dès le mois de novembre 1969, le *Manifesto* est exclu du PCI. En 1971, *Il Manifesto* devient un groupe politique qui commence à avoir des intentions électorales. C'est cette évolution du *Manifesto* qui ne plaît pas aux militants qui créent le collectif de la *Via dei Volsci* [10]. Mais avant de créer le collectif des Volsci, ces militants se sont déjà organisés sur leur lieu de travail, en constituant en janvier 1971 le Comité Politique de l'ENEL (la compagnie nationale d'électricité), et en s'organisant dans le Collectif des Travailleurs et des Etudiants du Policlinico (le plus grand hôpital de Rome), issu du groupe catholique « Mani Tese » [11]. Le leader des Volsci, Vincenzo Miliucci, était jusqu'en 1970 secrétaire de section au PCI et faisait partie de la direction régionale de la CGIL-Electricité de Rome. Le collectif des Volsci s'est donc constitué à partir d'un noyau de militants déjà organisés dans des structures institutionnelles.

En ce qui concerne le Comité Politique de l'ENEL, on peut parler d'un passage du syndicalisme à l'Autonomie, le collectif autonome pouvant être ici considéré comme un dépassement de l'organisation syndicale, comme une structure plus efficace pour défendre les intérêts des travailleurs. La CGIL est ici débordée par sa propre base. Mais ce débordement du syndicat n'a pas qu'une dimension sociale. Il a aussi une dimension politique. Ce n'est pas seulement la CGIL qui est débordée, c'est aussi le PCI. Vincenzo Miliucci n'est pas un militant de base : il est à la fois un cadre du syndicat et un cadre du parti. Plus qu'un débordement de la base, il s'agit là d'une véritable scission de militants qui s'opposent à la ligne réformiste du parti.

Les opéraïstes

Enfin, l'Autonomie italienne ne peut être comprise sans prendre en compte le rôle qu'y ont joué les militants opéraïstes. Il est donc nécessaire de revenir sur l'origine de ce courant marxiste. L'opéraïsme se forge d'abord autour d'une revue : les *Quaderni Rossi*, fondés en 1961 par Raniero Panzieri. La revue rassemble des syndicalistes et des intellectuels. Certains sont membres du PCI, d'autres comme Toni Negri sont membres de l'aile gauche du Parti Socialiste Italien (PSI) [12]. Raniero Panzieri, quant à lui, a été exclu du PSI en 1959 pour s'être opposé à l'alliance du parti avec la Démocratie Chrétienne.

Raniero Panzieri est notamment influencé par *Socialisme ou Barbarie* [13]. Pour lui, les technologies et l'organisation de la production ne sont jamais neutres. Elles sont conçues pour assurer le maintien de la domination capitaliste et c'est en ce sens que doivent être compris le fordisme et le modèle keynésien [14]. Panzieri en tire la conclusion que plutôt que de lutter pour des augmentations salariales qui ne font que relancer l'économie capitaliste, les ouvriers doivent lutter pour accroître leur pouvoir sur leur lieu de travail et pour contrôler l'organisation de la production.

En janvier 1964, Mario Tronti publie un texte qui marque un tournant théorique majeur : « Lénine en Angleterre ». Mario Tronti y développe une nouvelle conception du marxisme qui inverse le rapport entre luttes ouvrières et développement des moyens de production. Pour Tronti, ce n'est pas le développement des moyens de production qui détermine les luttes ouvrières, mais au contraire les luttes ouvrières qui constituent le moteur du développement capitaliste. Oreste Scalzone se rappelle de la présentation de « Lénine en Angleterre » :

« C'était comme la découverte de la face cachée de la lune ! » [15]

La même année, Mario Tronti et Toni Negri rompent avec les *Quaderni Rossi* pour créer une nouvelle revue, *Classe Operaia*, qui prône l'intervention dans les luttes ouvrières et paraît jusqu'en 1967. Pour les opéraïstes, le socialisme n'est qu'une nouvelle forme du

développement capitaliste : les luttes ouvrières doivent s'orienter au contraire dans la constitution du pouvoir ouvrier, considéré comme construction immédiate du communisme [16]. Par la suite, l'influence des thèses opéraïstes entraîne la naissance de plusieurs groupes léninistes qui finissent par fusionner en 1969 en fondant Potere Operaio, qui rassemble alors un millier de militants. Ugo Tassinari décrit ainsi le fonctionnement et l'évolution de Potere Operaio :

« Potere Operaio, est organisée à ses débuts en trois tendances. L'aile droite de Potere Operaio est surtout constituée par les intellectuels opéraïstes les plus âgés. Le centre est réunie autour de Toni Negri et rassemble les groupes de la région de l'Emilie-Vénétie ainsi qu'une partie des jeunes de Milan. L'aile gauche est réunie autour d'Oreste Scalzone et Franco Piperno et rassemble les groupes insurrectionnalistes de Rome, Florence, et de la région méridionale. Au congrès de 1971, Potere Operaio se définit comme « parti de l'insurrection » et crée une structure clandestine, la commission « travail illégal » (en référence à une formule de Bertolt Brecht). » [17]

Les 3 et 4 mars 1973, vingt-huit collectifs ouvriers autonomes se réunissent à Bologne en coordination nationale [18]. La constitution de l'Autonomie ouvrière en force politique provoque une crise à l'intérieur de Potere Operaio :

« Les militants de Potere Operaio se divisent sur la question de la lutte armée. Negri veut dissoudre Potere Operaio dans les assemblées autonomes et attribuer la fonction militaire aux Brigades Rouges. » [19]

Au mois de mai, les négristes sont exclus de Potere Operaio au congrès de Rosolina. Regroupés autour du journal *Rosso*, ils vont désormais s'organiser au sein des « Collectifs Politiques Ouvriers » du nord de l'Italie.

[1] CGIL : Confédération Générale Italienne du Travail (trois millions d'adhérents).

[2] Diego Giachetti et Marco Scavino, *aux mains des ouvriers, l'automne chaud de 1969 à Turin*, Les Nuits rouges, 2005, p. 150-151.

[3] Entretien avec Vincenzo Miliucci.

[4] Diego Giachetti et Marco Scavino, op. cit.

[5] Entretien avec Ugo Tassinari (Collectif Autonome Universitaire).

[6] Catherine Brice, *Histoire de l'Italie*, Tempus n° 28, Perrin, 2002, p. 418.

[7] Diego Giachetti et Marco Scavino, op. cit., p. 11.

[8] UIL : Union Italienne du Travail (800 000 adhérents), syndicat de tendance laïque et socialiste.

[9] Diego Giachetti et Marco Scavino, op. cit., p. 139-142.

[10] « Intervista a Vincenzo Miliucci », in *Una Sparatoria tranquilla, per una storia orale del 77*, Odradek, 1997, p. 3.

[11] Mani Tese : « Mains tendues ». Entretien avec Vincenzo Miliucci.

[12] Né en 1933, secrétaire de section depuis 1955, Toni Negri est élu conseiller municipal en 1960.

[13] Revue conseilliste française fondée par Cornelius Castoriadis et Claude Lefort.

[14] Raniero Panzieri, « Capitalisme et machinisme », *Quaderni Rossi* n° 1, 1961.

[15] Entretien avec Oreste Scalzone.

[16] Cf. François Matheron, « Opéraïsme », in Georges Labica et Gérard Bensussan, *Dictionnaire critique du marxisme*, PUF, 1982.

[17] Entretien avec Ugo Tassinari.

[18] Sergio Bianchi et Lanfranco Caminiti, *Gli autonomi, Le Storie, le lotte, le teorie*, Volume I, DeriveApprodi, 2007, p.162.

[19] Entretien avec Ugo Tassinari.

2/ La dynamique de l'autonomie italienne

Au-delà des fondements et des origines de l'Autonomie italienne, il convient de s'interroger sur la dynamique qui lui permet de se développer.

Le pouvoir ouvrier

Vincenzo Miliucci décrit la forme que prend au quotidien l'affirmation du pouvoir ouvrier dans les usines :

« On posait concrètement le problème de la réduction de la fatigue : sur les chaînes de montage des fabriques de voitures, sur quatre voitures qui passaient, on en faisait qu'une seule. Naturellement, cela implique qu'il y ait un groupe d'ouvriers qui interviennent en cas de protestation des contremaîtres pour leur dire : « Laissez-nous tranquilles ! ». A Mirafiori (l'usine Fiat de Turin), il y avait des ouvriers qui portaient des foulards rouges : cela signifie que la police n'arrivait plus à contrôler l'usine, qu'elle n'avait plus aucun pouvoir sur l'usine. » [\[1\]](#)

Les comités autonomes renouent donc avec le sabotage ouvrier prôné par les syndicalistes-révolutionnaires du début du siècle. Une des formes d'intervention les plus radicales concerne la lutte contre le travail au noir :

« Il y avait aussi des actions contre le travail au noir. On faisait des rondes et on disait à chaque patron : « Soit tu régularises les gens qui travaillent là, soit on casse tout ». » [\[2\]](#)

Ugo Tassinari confirme ce rapport de forces qui s'établit dans les usines :

« Un nouveau code du travail entre en vigueur en 1970 : il limite le droit de licencier et accroît les droits des ouvriers. Mais ce nouveau code du travail ne change pas le fait que les ouvriers doivent continuer à se défendre par eux-mêmes. Quand un ouvrier est licencié pour insubordination, une manifestation est organisée pour le ramener dans l'usine. C'est à ce moment-là que naissent les groupes armés. Par conséquent, toute la structure organisationnelle de l'usine est en difficulté : les ouvriers sabotent la production et les dirigeants sont menacés. » [\[3\]](#)

Vincenzo Miliucci insiste sur la force que représentaient les collectifs ouvriers autonomes :

« Il s'agissait de structures de masse. Cela veut dire que dans les usines un collectif est assez puissant pour paralyser toute l'usine. Donc c'est des groupes qui élisent les délégués de manière autonome. Mais au moment où on négocie, c'est comme si tout le monde était délégué, parce que même si il n'y a que quatre personnes qui rentrent dans le bureau, il y a tout le monde qui reste dehors comme puissance présente, avec une très grande force ! » [\[4\]](#)

D'après Vincenzo Miliucci, le Comité Unitaire de Base (CUB) de Rome était par exemple capable de paralyser le réseau de transport ferroviaire.

Mais la principale force du mouvement autonome se situe en dehors des lieux de travail.

Les squats

L'un des principaux axes de lutte concerne la question du logement. A Rome, cette lutte prend une ampleur particulière en 1974, dans la commune de San Basilio, dans la banlieue Est de la ville. Au mois de février, plus de 5 000 appartements sont squattés en l'espace de trois semaines [\[5\]](#). Le mois suivant, les occupants sont expulsés par l'armée au cours d'affrontements particulièrement violents. Mais de nouveaux squats sont ouverts et en septembre 1 500 policiers interviennent à San Basilio pour expulser un groupe de 200 familles, entraînant à nouveau plusieurs jours d'émeutes :

« Au troisième jour, le 8 septembre, une femme prend le fusil de chasse de son mari et tire sur la police. La police ouvre le feu et tue un jeune de 19 ans de Tivoli, Fabrizio Ceruzzo. La réaction des habitants de San Basilio est immédiate : les réverbères sont abattus et jetés en travers des rues, plongeant ainsi tout le quartier dans le noir. La police se réfugie sur un terrain de football et là, vraiment, on lui tire dessus de tous les côtés ! Des policiers sont blessés. » [\[6\]](#)

Les squatters de San Basilio sont à nouveau expulsés. Mais Vincenzo Miliucci précise :

« la lutte pour le logement a continué jusqu'à aujourd'hui. Les occupations se sont poursuivies dans les nouveaux quartiers : Rome s'est développée comme ça. » [\[7\]](#)

Certaines spécificités du mouvement des squats italien doivent être remarqués. En particulier, le fait que les occupations se concentrent sur des immeubles neufs, en l'occurrence des ensembles construits par de grosses sociétés immobilières [8]. Il s'agit là d'un phénomène inverse à celui que l'on peut observer pour le mouvement parisien, où ce sont les immeubles promis à la destruction qui sont squattés.

Cette différence s'explique là encore par le retard économique de l'Italie qui fait que le marché immobilier des grandes villes italiennes est encore dans les années 70 dans une phase de développement extensif plutôt que dans une phase de renouvellement comme c'est le cas à la même époque à Paris. Le fait de concentrer les occupations sur de grands ensembles entraîne le regroupement des squatters dans un même quartier et modifie considérablement le rapport de forces en faveur des occupants. On peut s'interroger sur l'organisation de ces occupations rassemblant plusieurs milliers de familles dans un même quartier. En effet, il est ici difficile de faire la part entre ce qui relève du rôle que peuvent jouer les structures organisationnelles, les différents réseaux de sociabilité, et la spontanéité qui peut exister dans ce type de mouvement.

La solidarité entre occupants empêche la police italienne d'expulser un immeuble dans un quartier squatté et l'oblige par conséquent à expulser simultanément la totalité des squatters du quartier où sont concentrées ces occupations. Pour ce type d'opération, la police doit affronter des situations émeutières - voire insurrectionnelles - et déployer par conséquent un important dispositif. De leurs côtés, pour faire face à la police, les squatters et les militants qui les soutiennent organisent un système d'autodéfense. Ugo Tassinari en décrit le fonctionnement :

« Les leaders de chaque squat participaient aux réunions d'organisation de la défense militaire des squats. Pour défendre un squat, les militants fermaient le quartier en faisant des barricades dans les 150 à autour de la zone où vivaient les familles. Lorsqu'il n'était plus possible de tenir les barricades, les militants essayaient de s'échapper et ne restaient pas à l'intérieur du squat. Si la police entraît dans le squat, les femmes jetaient des objets sur les policiers et se servaient des enfants au moment de l'entrée de la police. Les hommes participaient aux affrontements avec les

militants puis s'échappaient avec eux car s'ils étaient photographiés ils risquaient d'être arrêtés. Mais les policiers n'arrêtaient pas les femmes. »
[\[9\]](#)

On remarquera dans ce dispositif le partage des rôles entre hommes, femmes, et enfants, dans lequel les hommes conservent leur rôle de guerrier, où les femmes restent assignées à la garde du foyer et des enfants, et où les enfants sont utilisés comme boucliers humains. Ce dispositif révèle également la séparation existant entre squatters et militants, les militants jouant ici un rôle de soutien et d'organisation. Ugo Tassinari note à ce sujet :

« Il existait des comités militants pour organiser les squats. Il y avait aussi des assemblées de squats. Mais il était très difficile d'organiser les familles de squatters : tout le monde voulait les appartements les plus grands et beaucoup ne voulaient pas faire le ménage... » [\[10\]](#)

D'après Ugo Tassinari, les squatters qui n'étaient pas expulsés au bout de quelques semaines pouvaient facilement rester dans les lieux pendant plusieurs années :

« Parfois les municipalités de gauche négociaient avec les propriétaires et permettaient aux squatters de rester. » [\[11\]](#)

A Naples, les militants ont également développé une tactique qui leur permet d'inscrire le mouvement des squats dans la durée :

« A chaque expulsion, les squatters allaient occuper l'école d'architecture avec des militants afin de préparer et d'organiser une nouvelle ouverture de squat. Cela permettait aux gens de rester unis. » [\[12\]](#)

Un autre aspect du mouvement des squats italien concerne la construction illégale de « Maisons Populaires » dans certains bidonvilles, comme celui de Casal Bruciato à Rome ou à Acerra dans la banlieue Nord-Est de Naples où les occupants ont obtenu de pouvoir rester dans les lieux [\[13\]](#).

Les autoréductions

C'est dans ce contexte que s'étendent les « autoréductions ». Ce terme d'« autoréduction » apparaît pour désigner le fait pour un groupe d'usagers ou de consommateurs de refuser de payer une partie ou la totalité du prix d'un produit ou d'un service. A Rome, les autoréductions d'électricité sont organisées par le Comité Politique de l'ENEL [\[14\]](#). D'après Vincenzo Miliucci, le comité de l'ENEL rassemblait en 1974 entre 200 et 300 personnes et était capable de mobiliser 4 000 ouvriers en cas de grève. L'autoréduction est théorisée comme un moyen pour les ouvriers de socialiser le rapport de forces conquis sur les lieux de travail (en l'étendant à l'extérieur de l'usine) et d'empêcher que les gains acquis en terme de hausse de salaires ne soient perdus dans l'inflation [\[15\]](#). Le mot d'ordre de l'autoréduction s'étend au-delà de la question des loyers à partir de 1969. Ce mot d'ordre d'autoréduction généralisée est d'abord popularisé par le PSIUP (Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne) [\[16\]](#), qui à Turin appelle à faire en sorte que l'insigne des ouvriers de la Fiat soit considéré comme une « carte de ravitaillement » [\[17\]](#). Les autoréductions sont donc antérieures au mouvement autonome. Ce qui change avec le mouvement autonome, c'est surtout la radicalisation de ce répertoire d'action.

La lutte sur la question du tarif de l'électricité débute au printemps 1972, à Rome, dans le quartier situé autour de la Via Montecuccoli (banlieue Est) [\[18\]](#). L'assemblée de Montecuccoli dénonce la différence de tarif existant entre les particuliers et les entreprises, le prix de l'électricité pour les particuliers étant environ cinq fois supérieur à celui payé par les entreprises. Les habitants du quartier décident de ne plus payer l'électricité et d'organiser le 13 juillet une manifestation devant le siège de l'ENEL. Le 13 juillet, le siège de l'ENEL est occupé à l'issue de la manifestation, et les habitants de Montecuccoli obtiennent un étalement des versements. Dans les semaines qui suivent, le collectif de Montecuccoli change de stratégie. Les habitants décident de payer leurs factures mais seulement au tarif d'entreprise. Environ 200 familles participent au mois d'août à cette autoréduction

collective. Les mois suivant, le mouvement s'étend progressivement à d'autres quartiers de Rome. Les Romains « *autoréduisent* » aussi alors leurs factures de gaz. On peut remarquer une corrélation entre l'extension des squats et celle des autoréductions de gaz et d'électricité, les squatters devenant en quelque sorte le moteur du mouvement. Le fait de ne pas payer de loyer constitue ici une prédisposition pour refuser de payer l'électricité.

La compagnie nationale d'électricité italienne, l'ENEL, est totalement impuissante face au mouvement. D'un côté, ses employés refusent de couper l'électricité aux mauvais payeurs. De l'autre, la législation en vigueur en Italie ne lui permet ni de faire appel à la police ni de recouvrer ses créances (la loi étant particulièrement protectrice en ce domaine pour les foyers modestes). L'autoréduction d'électricité constitue donc dans ce contexte un répertoire d'action particulièrement efficace. Le refus des travailleurs de l'ENEL de procéder à des coupures de courant est entériné en novembre 1973 au cours d'une réunion des différents syndicats de la compagnie.

Le mouvement des autoréductions d'électricité s'étend à toutes les grandes villes italiennes en 1974 et dure jusqu'en 1985 [19]. D'après Vincenzo Miliucci, 35 000 foyers pratiquent en Italie l'autoréduction d'électricité durant cette période. Selon Moulier et Randal, ce nombre aurait atteint les 100 000 en 1975 [20]. L'extension du mouvement au niveau national est due à l'engagement des syndicats à la fin 1974. Au mois de septembre, les trois syndicats de l'ENEL se prononcent pour une réduction de 50 % du tarif de l'électricité destiné aux particuliers. Toute l'extrême-gauche italienne et même l'aile gauche du PCI participent au mouvement. La direction du PCI refuse de soutenir les autoréductions d'électricité mais hésite à s'y opposer ouvertement. Dans la plupart des villes, les autoréductions d'électricité sont menées par des collectifs autonomes.

Moulier et Randal soulignent bien la divergence de perspectives qui divise l'extrême-gauche italienne sur la manière de concevoir les autoréductions :

« Pour certains (syndicalistes de la FLM [21], cadres dissidents du PCI, PDUP [22]-Manifesto),

les autoréductions doivent se limiter à l'électricité, être organisés à partir des usines, et conduire à une négociation dont le but sera la baisse des tarifs ; à cette occasion se posera la question de rembourser les impayés. Mais pour d'autres (*Lotta Continua*, autonomie ouvrière), les autoréductions, loin d'être une forme de grève pression sur un secteur particulier, doivent s'étendre à tous les éléments de la vie quotidienne, être l'occasion d'une auto-organisation des travailleurs aussi bien sur la base du quartier que de l'usine, et devenir un phénomène permanent, construction d'un « pouvoir ouvrier » sur toute la société. Entre les uns et les autres le débat sera ininterrompu, mais le phénomène déterminant reste la pression « de la base » qui emporte toutes les réticences et semble vouloir s'installer dans les autoréductions de manière définitive. » [\[23\]](#)

Ugo Tassinari explique également à propos du mouvement des chômeurs qui se déclenche à Naples dès 1973 :

« Les autoréductions avaient le plus souvent lieu dans les quartiers où il y avait un fort taux de chômage. Les militants disaient : « Nous devons payer l'électricité au même prix que les usines, à huit lires le kilowatt-heure », mais les chômeurs, eux, ne voulaient plus payer du tout. La différence à Naples c'est qu'il n'y avait jamais de coupures d'électricité car ils craignaient des réactions violentes. Dans les autres villes, au contraire, les militants organisaient des groupes d'autodéfense pour empêcher les coupures. » [\[24\]](#)

[\[1\]](#) Entretien avec Vincenzo Miliucci (Comités Autonomes Ouvriers de Rome).

[\[2\]](#) Ibid.

[\[3\]](#) Entretien avec Ugo Tassinari (Collectif Autonome Universitaire).

[\[4\]](#) Entretien avec Vincenzo Miliucci.

[\[5\]](#) Ibid.

[\[6\]](#) Ibid.

[\[7\]](#) Ibid.

[\[8\]](#) Entretien avec Ugo Tassinari.

[\[9\]](#) Ibid.

[\[10\]](#) Ibid.

[\[11\]](#) Ibid.

[\[12\]](#) Ibid.

[\[13\]](#) Ibid.

[\[14\]](#) Le Comité Politique de l'ENEL prend en 1974 le nom de Comité Autonome Ouvrier.

- [15] Yann Moulier-Boutang (sous le pseudonyme de Yann Collonges) et Pierre-Georges Randal, *Les Autoréductions, grèves d'usagers et luttes de classes en France et en Italie (1972-1976)*, Bourgois, 1976.
- [16] PSIUP : formation alliée au Parti Communiste Italien (PCI) et issue de la scission en 1964 de l'aile gauche du Parti Socialiste.
- [17] Diego Giachetti et Marco Scavino, *aux mains des ouvriers, l'automne chaud de 1969 à Turin*, Les Nuits rouges, 2005, p. 149.
- [18] Yann Collonges et Pierre-Georges Randal, op. cit., p. 101.
- [19] Entretien avec Vincenzo Miliucci.
- [20] Yann Collonges et Pierre-Georges Randal, op. cit., p. 113.
- [21] FLM : Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de la mécanique. La FLM regroupe les syndicats affiliés aux trois principales confédérations (CGIL, CISL, et UIL).
- [22] Parti D'Unité Proletarienne : fondé en 1972 et issu du PSIUP et du MPL (Mouvement Politique des Travailleurs, catholiques de gauche).
- [23] Yann Collonges et Pierre-Georges Randal, op. cit., p. 106.
- [24] Entretien avec Ugo Tassinari.

3/ ORGANISATION DE L'AUTONOMIE ITALIENNE

Niveau national

Au niveau national, l'Autonomie italienne est très peu structurée.

Ugo Tassinari explique ainsi :

« Il n'a jamais existé de véritable coordination nationale de l'Autonomie. Il n'existait aucune organisation nationale présente dans toute l'Italie. Il y avait cependant des coordinations spécifiques, pour les étudiants et les chômeurs par exemple. Mais il n'y avait pas pour le mouvement autonome de forme organisée de démocratie au niveau national : il n'existait pas de système de délégation ou de mandatement. La coordination nationale de l'Autonomie ouvrière n'était pas un comité central ou une direction nationale. Parfois tous les collectifs y participaient, parfois certains n'y participaient pas. A une période il a existé une coordination plus stable entre *Rosso* et les *Volsci*. Le rôle principal de la coordination nationale était d'organiser des campagnes. Par exemple, elle avait fait une fois une campagne contre le travail au noir. Une usine particulièrement connue pour avoir recours au travail au noir avait été attaquée de différentes manières. La coordination nationale décidait du thème et de la durée de la campagne. Les coordinations locales organisaient les actions. » [\[1\]](#)

La seule véritable coordination nationale semble donc être celle qui unit les Collectifs Politiques Ouvriers liés à *Rosso* (implantés dans le nord de l'Italie et proches de Toni Negri) et les Comités Autonomes Ouvriers des *Volsci* (à Rome). Mais cette alliance entre ces deux collectifs est cependant très fragile. Le leader des *Volsci*, Vincenzo Miliucci, décrit ainsi la relation entre les *Volsci* et Toni Negri :

« Il y a une polémique avec Negri : une polémique qui tourne autour de la critique de son attitude sectaire. Pour les *Volsci*, Negri continue à traîner avec lui cette tendance sectaire. La conception que Negri se fait de sa relation avec les collectifs ouvriers de l'Alfa, de Sit-Siemens, et de Pirelli n'est pas celle d'une relation égalitaire. Negri conçoit les ouvriers comme une masse de manœuvre. Mais les ouvriers de l'Alfa, de Sit-Siemens, et de Pirelli n'étaient pas du tout de la masse de manœuvre : c'était des gens qui avaient des épaules bien larges, qui avaient un cerveau, et qui savaient ce qu'ils voulaient. De toute façon, même s'il y a un rapport critique avec Negri, il y a en tous cas une relation avec lui. Cette relation avec Negri prend fin au printemps ce moment-là, les collectifs de la Via dei *Volsci* considèrent qu'ils n'ont même plus de perspective commune avec Negri. L'année 1977

arrive : c'est la révolte des précaires et des chômeurs, qui se produit surtout à Rome. Et Negri ne comprend pas ce mouvement de précaires. Il ne comprend pas les *achats prolétaires* : les pillages. » [2]

A partir de 1975, une organisation politique est cependant structurée au niveau national : le Comité Communiste pour le Pouvoir Ouvrier (CoCoPO), dirigé par Oreste Scalzone et issu de l'autodissolution de Potere Operaio en décembre 1974, auquel se joint une scission de Lotta Continua. D'après Ugo Tassinari,

« Le CoCoPO est un groupe très élastique : les militants y participent de manière éphémère avec d'autres petits groupes armés, ce qui donne naissance à de nouveaux groupes plus ou moins liés au CoCoPO. » [3]

Ugo Tassinari précise également qu'en 1977 le CoCoPO serait devenu la principale organisation d'extrême-gauche dans toutes les grandes villes italiennes. Le CoCoPO constitue cependant un cas particulier au sein du mouvement autonome. L'organisation du mouvement doit donc avant tout être recherchée dans ses réalités locales. Outre le CoCoPO, l'implantation des Collectifs Politiques Ouvriers liés à *Rosso* dépasse également le cadre local, avec une structure régionale, le Collectif Politique de Vénétie, et des groupes dans différentes villes, le plus important d'entre eux étant celui de Milan. La trajectoire de Franco Berardi atteste de la présence de *Rosso* à Bologne [4]. Les négristes sont donc surtout présents dans le nord de l'Italie. Ugo Tassinari remarque cependant qu'à Naples :

« Il y avait un groupe négriste d'environ 25 militants qui étaient implantés dans le quartier bourgeois de Vomero où ils habitaient. » [5]

Le fait de présenter les négristes napolitains comme des habitants d'un quartier bourgeois n'est bien sûr pas anodin puisqu'il tend à les discréditer. Dans ce sous-entendu, c'est la légitimité politique des militants qui est en jeu. Mais Ugo Tassinari semble s'inclure lui-même dans cette figure de « l'étudiant bourgeois négriste ». D'une part, il précise qu'il était lui-même sympathisant de *Rosso*. D'autre part, il mentionne également le fait que le quartier où il habitait à l'époque, Posillipo, était le plus riche de Naples. Et enfin, il présente le « Cercle de Jeunes Prolétaires » dont il faisait partie comme un groupe

« à moitié étudiants-bourgeois, à moitié hooligans » [6].

Le témoignage de Valerio Monteventi, membre des Comités Ouvriers autonomes de Bologne, tend également, comme celui de Vincenzo Miliucci, à présenter les négristes comme des intellectuels cherchant à diriger les ouvriers.

Niveau local

A partir de 1977, les comités ouvriers autonomes de Bologne éditent un journal, *Il Correspondente operaio*, qui prend le nom d'*Il Fondo del barile* en 1979 [7]. Ces comités ouvriers autonomes apparaissent à Bologne en 1973. L'un de ces comités est implanté à la fabrique de motos Ducati. Valerio Monteventi faisait partie du comité ouvrier autonome de Ducati. Militant de Potere Operaio, il travaille chez Ducati à partir de 1974. D'après lui, ces comités ouvriers autonomes de Bologne se distinguent de *Rosso* et des collectifs proches de Toni Negri :

« Ce n'était pas une adhésion à un groupe politique mais plutôt ce qu'on appelle l'autonomie. C'était pas l'Autonomie Ouvrière organisée au sens de Negri, c'était plutôt la coordination des groupes ouvriers autonomes. »

[8]

Les propos de Valerio Monteventi illustrent ici la rivalité qui oppose les deux principaux leaders intellectuels de l'Autonomie ouvrière, Toni Negri et Oreste Scalzone, tous les deux issus de Potere Operaio. Ces deux tendances de Potere Operaio semblent s'être opposés à l'origine sur la question de la lutte armée. En effet, d'après Ugo Tassinari, Toni Negri souhaitait attribuer la fonction militaire aux Brigades Rouges [9]. A l'opposé, Oreste Scalzone et Franco Piperno auraient représenté la tendance « insurrectionnaliste » de Potere Operaio, partisane d'un exercice direct de l'action militaire. Après l'exclusion de Toni Negri en 1973, la tendance insurrectionnaliste maintient Potere Operaio jusqu'en décembre 1974, date à laquelle Potere Operaio s'autodissout pour former le CoCoPO en fusionnant avec le Comité Communiste Autonome issu de Lotta Continua.

On peut remarquer que les militants proches d'Oreste Scalzone ne mentionnent jamais son rôle d'intellectuel et ne l'accusent jamais d'avoir voulu diriger les ouvriers. On peut supposer qu'en interrogeant des ouvriers négristes, Toni Negri aurait été a contrario présenté comme un leader légitime et Oreste Scalzone comme un « récupérateur ». Oreste Scalzone ne cache d'ailleurs pas aujourd'hui avoir joué un rôle dirigeant [10]. Le témoignage de Toni Negri est par contre beaucoup plus ambigu puisqu'il tend à nier le caractère autoritaire du léninisme :

« L'Autonomie, c'est la forme la plus raffinée du léninisme : c'est l'idée d'avant-garde. La classe ouvrière n'était pas majoritaire dans la société. Ce sont les avant-gardes qui font les révolutions, les avant-gardes matérielles, c'est-à-dire l'élite de la classe ouvrière. Et quand je dis l'élite de la classe ouvrière, ce n'est pas l'élite politique mais l'élite professionnelle de la classe ouvrière : les ouvriers qui sont capables de conduire le processus de production, de prendre la place du patron. Lénine considérait qu'à la dictature de la bourgeoisie il fallait substituer la dictature des ouvriers. » [11]

D'après Valerio Monteventi, le comité autonome de Ducati regroupait une quarantaine d'ouvriers. Sur ces quarante ouvriers, une dizaine participent aux réunions de coordination des différents comités ouvriers autonomes de Bologne. Une partie des membres du Comité Ouvrier autonome de Ducati sont syndiqués, notamment à la FLM, la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie qui regroupe les syndicats de la métallurgie de la CGIL, de la CISL [12], et de l'UIL. La FLM joue à cette époque un rôle particulier dans le paysage syndical italien puisqu'il est possible d'en être membre sans adhérer aux confédérations syndicales. Valerio Monteventi et Franco Berardi soulignent cette particularité de la FLM :

Valerio Monteventi :

« La FLM était une conséquence des luttes ouvrières. »

Franco Berardi :

« De toute façon, il y avait une relation entre la FLM et les comités autonomes. C'était une relation polémique, avec des moments d'alliance et des moments de conflit, mais il y avait une relation. La FLM a été l'expérience la plus avancée dans l'histoire syndicale italienne. »

Valerio Monteventi :

« Probablement même dans l'histoire syndicale

européenne... » [\[13\]](#)

La FLM semble donc avoir été un enjeu particulier dans la lutte entre les autonomes et les directions syndicales. L'expérience de la FLM est d'ailleurs concomitante de celle de l'Autonomie : créée en 1973, la FLM s'autodissout en 1984. On peut donc dire qu'elle est le produit d'un rapport de forces entre les ouvriers et les syndicats, rapport de forces dans lequel s'affrontent d'un côté la volonté des confédérations syndicales de contrôler le mouvement ouvrier, et de l'autre l'aspiration des ouvriers à s'auto-organiser de manière unitaire, en faisant abstraction des divisions syndicales. Syndicat unitaire, la FLM représente une position intermédiaire entre le syndicalisme et l'autonomie ouvrière. La FLM déborde les directions syndicales par ses revendications qui vont bien au-delà de ce que défendent les trois confédérations italiennes.

En plus d'être syndiqué, Valerio Monteventi est aussi délégué du personnel. On peut donc constater une tendance à l'institutionnalisation au sein de l'Autonomie italienne, ce qui signifie que le processus de radicalisation n'avait rien d'inéluctable : les comités autonomes auraient pu se transformer en syndicats dès les années 70, comme ce fût le cas dans les années 80 avec les COBAS (« Comités de Base »). Ce que Robert Michels appelait « la loi d'airain de l'oligarchie » [\[14\]](#), la tendance à l'oligarchie et à l'institutionnalisation, s'applique aussi au mouvement autonome.

Toutefois, ce statut de délégué du personnel n'empêche pas Valerio Monteventi d'être arrêté en octobre 1980 sous l'accusation d'appartenance à Prima Linea [\[15\]](#) et d'être incarcéré jusqu'en juin 1981. Valerio Monteventi note à ce sujet :

« Après mon arrestation en 1980, la FLM a eu une attitude ambiguë : j'ai été suspendu mais en même temps la FLM a déclaré que les accusations portées contre moi n'étaient pas très sérieuses. Finalement, j'ai décidé de quitter la FLM. »

Le témoignage d'Ugo Tassinari offre une évaluation quantitative de la structure organisationnelle de l'Autonomie napolitaine. Outre le collectif universitaire dont il faisait partie, Ugo Tassinari mentionne l'existence de six groupes de quartiers (deux en centre-ville et quatre

en banlieue) et d'une cinquantaine de groupes lycéens. Au total, Ugo Tassinari estime à 4 000 le nombre d'autonomes à Naples. Ugo Tassinari fait cependant une distinction entre les « militants autonomes » et les « autonomes non-militants », c'est-à-dire entre les membres les plus actifs et les participants occasionnels. Sur ces 4 000 autonomes napolitains, Ugo Tassinari considère que seuls 200 d'entre eux pouvaient être considérés comme des « militants ». Il précise aussi la capacité de mobilisation des autonomes napolitains en manifestation. Il estime ainsi que les manifestations à Naples pouvaient rassembler jusqu'à 10 000 personnes et que, sur ces 10 000 manifestants, les autonomes étaient capables d'en réunir jusqu'à 2 000 dans leur cortège,

« dont 400 organisés pour la guérilla urbaine
avec des lance-pierres et des cocktails Molotov »
[\[16\]](#).

[\[1\]](#) Entretien avec Ugo Tassinari (Collectif Autonome Universitaire de Naples).

[\[2\]](#) Entretien avec Vincenzo Miliucci.

[\[3\]](#) Entretien avec Ugo Tassinari.

[\[4\]](#) Entretien avec Franco Berardi (fondateur de Radio Alice).

[\[5\]](#) Entretien avec Ugo Tassinari.

[\[6\]](#) Ibid.

[\[7\]](#) Entretien avec Valerio Monteventi (Comité Ouvrier de Ducati).

[\[8\]](#) Ibid.

[\[9\]](#) Entretien avec Ugo Tassinari.

[\[10\]](#) Entretien avec Oreste Scalzone.

[\[11\]](#) Entretien avec Toni Negri.

[\[12\]](#) CISL : Confédération Italienne des Syndicats de travailleurs. Syndicat de tendance catholique (deux millions d'adhérents).

[\[13\]](#) Entretien avec Valerio Monteventi et Franco Berardi.

[\[14\]](#) Robert Michels, *Les Partis politiques*, 1914.

[\[15\]](#) Prima Linea : principale organisation armée de l'Autonomie italienne. Issue à l'automne 1976 du CoCoPO et implantée à l'origine à Milan.

[\[16\]](#) Entretien avec Ugo Tassinari.

4/ L'EXTENSION DU MOUVEMENT

Dépassant le cadre de l'Autonomie ouvrière, d'autres formes de collectifs autonomes apparaissent progressivement à partir de 1975 : des « *cercles de jeunes prolétaires* » (regroupant essentiellement des jeunes chômeurs), des collectifs étudiants, des collectifs féministes, et des groupes rattachés à l' « *Autonomie désirante* » [1]. C'est cette seconde composante du mouvement autonome italien qui est à l'origine du mouvement de 1977, dans lequel on retrouve les thématiques libertaires déjà exprimées en France en 1968. Ce second mouvement autonome constitue « une extension du domaine de la lutte » et correspond à ce que plusieurs sociologues désignent sous le concept de « Nouveaux Mouvements Sociaux » (NMS) [2]. Les NMS sortent du cadre économique et traduisent selon Ronald Inglehart l'émergence de valeurs post-matérialistes, déplaçant ainsi l'axe de la lutte dans la sphère politique ou culturelle, comme l'illustrent notamment le mouvement écologiste, le mouvement homosexuel, les mouvements anti-autoritaires luttant contre les prisons ou la psychiatrie, ou encore le mouvement des radios libres.

Les « Cercles de jeunes prolétaires »

Pour illustrer un exemple de l'un de ces collectifs de jeunes autonomes, je m'appuierai ici sur le cas du collectif du quartier de la Barona à Milan. L'histoire de ce collectif est en effet relaté dans un article paru dans le numéro 21 de la revue *Primo Maggio* (printemps 1984), traduit depuis en français [3]. D'après Paolo Farnetti et Primo Moroni, le Collectif Autonome Antifasciste de la Barona (CAAB) a été créé en novembre 1974 par deux jeunes de 14 et 15 ans, Umberto Lucarelli et son ami Fabio. Il s'agit donc à l'origine d'un groupe de collégiens. Umberto Lucarelli décrit ainsi les débuts du collectif de la Barona :

« On se retrouvait dans un « scantinato » [local peu salubre en sous-sol], dans un café, ou même dans la rue et on parlait de nous-mêmes, et de ce que nous réservait l'avenir, c'était le temps du Collectif autonome antifasciste de la Barona, un groupuscule de gars qui sans chercher le moindre

appui ni s'aligner sur les positions de partis ou de mouvements politiques existants voulaient essayer de construire politiquement quelque chose de neuf dans le quartier. Nous étions nés tout seuls et nous voulions tout faire nous-mêmes. » [4]

Le choix du nom du collectif n'est pas à l'origine une référence au mouvement autonome. Le fait de qualifier le groupe d' « autonome » semble plus correspondre à une volonté d'indépendance à l'égard des organisations politiques déjà existantes. On a là la démonstration que le terme d' « autonomie » se diffuse avant que les protagonistes aient connaissance du mouvement autonome :

« le collectif se définissait avant tout comme « autonome », sans aucune référence à cette autonomie ouvrière qui, à la même époque, s'exprimait dans le journal *Rosso*, et était encore inconnue à la Barona » [5]

L'extension du mouvement ne passe donc pas nécessairement par la rencontre. Le mouvement s'étend aussi par la diffusion d'une culture politique, en l'occurrence ici d'un vocabulaire. Il en va de même de la référence à l'autonomie et de la référence à l'antifascisme :

« Dans l'autre définition que se donnait le groupe, « anti-fasciste », il y avait aussi bien un écho de la culture de ces années, où tout était anti-fasciste » [6].

Le collectif de la Barona se compose d'un noyau dur d'une dizaine de militants et sa capacité de mobilisation est évaluée par Farnetti et Moroni à une quarantaine de garçons. Farnetti et Moroni ne précisent pas plus les effectifs exacts du collectif :

« il était composé d'une dizaine de militants très actifs, capables d'entraîner selon l'initiative envisagée, vingt ou trente autres gars qui constituaient ou fréquentaient le groupe » [7].

Le processus de politisation du groupe confirme le rôle que jouent la sphère culturelle et les rencontres individuelles. Progressivement, la bande d'Umberto Lucarelli est touchée par les échos de la culture révolutionnaire. Le groupe est réceptif à cette culture révolutionnaire parce qu'il vit dès le départ dans un environnement où prédomine une culture communiste, ce qui fait dire à Farnetti et Moroni que :

« Le passage à l'engagement politique de ce qui était un groupe, ou une bande de quartier eut lieu peu à peu, et presque naturellement. » [8]

La rencontre avec les squatters de Viale Famagosta est la première étape de la politisation du groupe de la Barona. Rapidement, le Collectif

Antifasciste Autonome de la Barona change de nom pour devenir le « Collectif Autonome de la Barona » (CAB). Dans le même temps, le CAB s'oppose dès ses débuts au PCI. Il est également l'objet de sollicitations des organisations d'extrême-gauche qui essayent de recruter les jeunes de la Barona. Les membres du CAB ne se reconnaissent pas dans les thèmes portés par les organisations d'extrême-gauche, comme l'anti-impérialisme, qui leur semblent beaucoup trop éloignés de leurs préoccupations quotidiennes. Leur première campagne est axée sur la question des transports en commun, avec des revendications pour de meilleures liaisons et contre la hausse des tarifs. A partir de septembre 1976, le CAB édite le journal *Revolucion*, puis entre en contact avec *Rosso*. N'ayant pas reçus de formation intellectuelle, les membres du CAB sont incapables de s'intégrer au groupe négriste. Farnetti et Moroni écrivent ainsi à propos du journal des Collectifs Politiques Ouvriers :

« Ils ne réussirent jamais à lire plus de deux articles par numéro et les trouvèrent trop difficiles. Même la tentative de lire collectivement *Proletaires et Etat* de Toni Negri s'arrêta à la première page et le livre disparut, probablement brûlé dans le poêle. » [\[9\]](#)

Le CAB concentre donc ses activités sur le quartier. Dans la tradition des groupes d'extrême-gauche, les membres enquêtent sur les différents problèmes qu'ils perçoivent :

« l'exploitation, la vie chère, le logement, l'héroïne, le travail au noir » [\[10\]](#).

C'est à partir de ces enquêtes que le CAB construit son intervention, en organisant notamment des expositions devant un supermarché ou en manifestant contre le travail au noir à l'intérieur des petites usines du quartier. Rapidement, le CAB bénéficie d'une forte popularité locale :

« Même les commerçants collaboraient de bon gré aux collectes de fond qui alimentaient les maigres finances du collectif. » [\[11\]](#)

A partir de 1977, le CAB dispose de ses propres locaux en occupant deux bâtiments du quartier.

Les militants du CAB correspondent à ce que les autonomes italiens appellent le « prolétariat juvénile » :

« Il s'agissait de définir une nouvelle figure sociale qui n'était ni étudiant, ni travailleur, ni

chômeur. Ces groupes de jeunes prolétaires participaient à la vie sociale, à la lutte, et aux occupations sans être militants. Et donc, dans certains quartiers, il y avait ce qu'on appelait des « *cercles de jeunes prolétaires* » : des groupes de copains, des bandes de jeunes, des étudiants qui étudiaient peu, des petits dealers, des hooligans... D'ailleurs, à Milan, le principal groupe de supporters du club de football s'était appelé les « *Brigades Rouges et Noires* », en référence aux Brigades Rouges et aux couleurs de l'équipe de Milan (rouge et noir)... Certains travaillaient de manière occasionnelle. C'était les jeunes prolétaires qui faisaient le plus d'autoréductions : les pillages de magasins, les entrées en force dans les concerts... » [12]

C'est dans ce contexte que se développent des formes d'autoréductions s'étendant à toutes les activités économiques :

« Le plus souvent, les pillages de supermarché étaient faits par des groupes de quinze ou vingt personnes : il y en avait sept ou huit qui prenaient les marchandises pendant que les autres surveillaient. Si un vigile arrivait, les autres pouvaient intervenir. Mais normalement les vigiles des supermarchés n'intervenaient pas par peur de dégâts matériels. Pour les concerts, une centaine de jeunes se présentaient à l'entrée : si on ne les laissait pas rentrer, ils lançaient des cocktails Molotov. Une fois, des cocktails Molotov ont même été lancés sur la scène pendant un concert de Carlos Santana et Francesco De Gregori. Dans les restaurants, il y avait deux méthodes. Les plus sauvages déclenchaient une fausse bagarre et en profitaient ensuite pour partir sans payer. Les plus civilisés payaient 10 % de l'addition et s'en allaient simplement. » [13]

Dans les manifestations, les pillages de magasin prennent une forme différente : les vitrines sont cassées et les autonomes volent en priorité des produits de luxe dans un but démonstratif [14]. Ugo Tassinari évoque également la fraude dans les transports en commun :

« C'était une des formes de l'illégalité diffuse qui n'était pas réprimée. Il devait y avoir au moins un groupe dans chaque ville spécialisé dans la fabrication de faux billets de train. » [15]

Le mouvement étudiant de 1977

Avec le mouvement étudiant de 1977, l'Autonomie italienne va atteindre son apogée. Le mouvement étudiant débute à la suite du vote de la loi Malfatti qui prévoit alors de limiter les inscriptions dans les universités. Un événement précipite l'escalade dans la violence. Le 1^{er} février, à l'université de Rome, les étudiants réunis en assemblée

générale sont attaqués par une centaine de militants néo-fascistes qui ouvrent le feu et blessent grièvement l'un d'entre eux [16]. Le lendemain, les manifestants romains échangent des coups de feu avec la police. A partir du 8 février, les universités sont occupées. Le 17 février, une émeute éclate à l'intérieur même de l'université de Rome à l'occasion de la venue du secrétaire général de la CGIL, Luciano Lama. Symbole de la politique de « compromis historique » du PCI, Luciano Lama est expulsé de l'université par les autonomes. La grève étudiante débute le 18 février. Le 5 mars, plusieurs étudiants et policiers sont blessés par balle à l'université de Rome, entraînant sa fermeture. Le 11 mars, un militant de Lotta Continua, Francesco Lorusso, est tué par la police au cours d'une émeute à Bologne.

Le mouvement de 1977 atteint son apogée au cours de la journée du samedi 12 mars, durant laquelle environ 100 000 personnes participent à la manifestation étudiante organisée à Rome. La journée du 12 mars 1977 peut être considérée comme la plus importante émeute dans l'histoire de l'Italie des années 70. Il n'y a cependant aucun mort, mais on frôle l'insurrection. En effet, outre les échanges de coups de feu entre policiers et émeutiers, la manifestation du 12 mars est la seule au cours de laquelle des armureries sont pillées. Les manifestants s'emparent de fusils et de revolvers mais la plupart d'entre eux ne sont pas prêts à les utiliser et choisissent finalement de jeter ces armes dans le Tibre plutôt que de risquer un affrontement meurtrier avec les carabinieri [17].

Plusieurs communiqués sont diffusés à la suite de la manifestation du 12 mars. L'un de ces communiqués, rédigé dans le style de la subjectivité radicale [18] qui caractérise l'Autonomie désirante, illustre l'ambiguïté qui entoure les motivations des émeutiers ayant pillé les armureries de Rome :

« Eh, bourgeois ! Etat-patron-flic, je veux la vie, tu me donnes la mort, je veux ta mort. J'ai attaqué l'armurerie, quel calibre, comment qu'on la charge (...) Pan-pan, tu tires mais derrière toutes ces têtes je ne te vois pas. Putain il est lourd, il est lourd pour courir, il est lourd pour fuir. Espèce de con, jette-le, jette-le. Plouf, dans le Tibre. Ce sera pour une autre fois, ce sera pour toujours, ce n'était pas le moment, j'ai eu peur (...) Je crois que j'ai choisi la lutte armée. » [19]

A travers cet évènement, la mythologie révolutionnaire de l'insurrection armée rencontre la réalité. En ce sens, cet évènement est unique dans l'histoire de l'Europe occidentale de l'après-68. Cet évènement est révélateur d'une hésitation : les émeutiers prennent des armes mais n'osent pas s'en servir. C'est toute la question du rapport à la violence qui est ici posée. A travers cette question du rapport à la violence, c'est finalement celle du rapport à la vie et à la mort qui est en jeu. Contrairement aux insurgés de 1920 qui avaient l'expérience de la guerre, la plupart des autonomes des années 70 ne sont pas prêts à mourir pour leur combat. Seule une minorité d'entre eux vont rejoindre un groupe armé. Ceux qui ne sont pas prêts à aller jusqu'à l'affrontement militaire sont cependant portés par la mythologie révolutionnaire qui leur fait prendre les armes, les plaçant ainsi dans une situation qu'ils sont incapables d'assumer.

Le 13 mars, Bologne est occupée par l'armée. Le 15 mars, l'université de Rome est rouverte sous occupation policière. Mais le 21 avril, les étudiants romains réoccupent à nouveau leur université. La police intervient, les autonomes ouvrent le feu et tuent un policier. Le 30 avril, les autonomes sont mis en minorité au sein de la coordination nationale étudiante. Le 14 mai, un second policier est abattu par les autonomes au cours d'une manifestation à Milan.

Derrière ce pic de violence représenté par le mouvement de 1977, le témoignage d'Ugo Tassinari illustre le quotidien du Collectif Autonome Universitaire de Naples (CAU) :

« Le CAU passait plus de temps à fumer des joints qu'à faire des réunions : il n'y avait pas grand-chose à discuter, l'important c'était l'action. A la fac, on volait tout ce qu'on pouvait : les livres, les machines, tout le matériel de l'université... On revendait tout, et avec l'argent on achetait de l'essence pour fabriquer des cocktails Molotov. » [\[20\]](#)

[\[1\]](#) Autonomie désirante : tendance libertaire du mouvement autonome implantée à Bologne et inspirée par la philosophie de Félix Guattari. Autour de Radio Alice et du journal *A-Traverso*, l'Autonomie désirante cherche à dépasser les luttes de classe en prenant en compte les désirs des individus et les questions culturelles (mouvements hippies, féministes, homosexuels, punks, antipsychiatrie...). Cf. Franco Berardi, « La specificità desiderante nel movimento

dell'autonomia », in Sergio Bianchi et Lanfranco Caminiti, *Gli autonomi*, volume I, DeriveApprodi, 2007.

[2] Erik Neveu, « De « nouveaux » mouvements sociaux ? », *Sociologie des mouvements sociaux* (1996), La Découverte, 2002 ; Ronald Inglehart, *The Silent Revolution, Changing Values and Political Styles Among Western Democracies*, Princeton University Press, 1977 ; Alberto Melucci, *L'invenzione del presente, Movimenti sociali nelle società complesse*, Il Mulino, 1982.

[3] Paolo Bertella Farnetti et Primo Moroni, *Fragments d'une histoire impossible, le Collectif autonome de la Barona (Milan)*, S@botage.

[4] Umberto Lucarelli, *Sei giorni troppo lunghi...*, p. 92, cité dans Paolo Bertella Farnetti et Primo Moroni, op. cit., p. 7.

[5] Paolo Bertella Farnetti et Primo Moroni, op. cit., p. 9.

[6] Ibid.

[7] Ibid., p. 10.

[8] Ibid., p. 8.

[9] Ibid., p. 13.

[10] Ibid.

[11] Ibid, p. 14-16.

[12] Entretien avec Ugo Tassinari (Collectif Autonome Universitaire de Naples).

[13] Ibid.

[14] Ibid.

[15] Ibid.

[16] Fabrizio Calvi, *Italie 77, le Mouvement, les intellectuels*, Seuil, 1977.

[17] Ibid., p. 107.

[18] Sur le concept de « subjectivité radicale », voir Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, 1967.

[19] Fabrizio Calvi, op. cit., p. 107-108.

[20] Entretien avec Ugo Tassinari.

5/ Les limites de l'Autonomie italienne

L'abandon des lieux de travail

En Italie, la marginalisation du mouvement est surtout le fait de sa militarisation croissante. A partir de 1977, la quasi-totalité des collectifs autonomes créent chacun leur propre groupe armé. L'investissement dans des structures clandestines se fait au détriment de l'engagement dans les luttes sociales. Les autonomes italiens commencent alors à perdre progressivement leur assise sociale. Mais au-delà de cette tendance à la militarisation, il y a bien une faille fondamentale dans la stratégie révolutionnaire de l'Autonomie. Le refus du travail constitue son principal axe de lutte. Les autonomes conçoivent la révolution comme un communisme immédiat, c'est-à-dire comme une abolition des rapports marchands et comme l'instauration d'une économie fondée sur la gratuité et l'activité bénévole. Par leurs actions, les autonomes mettent en pratique de manière très concrète ce communisme immédiat. Ils inventent une nouvelle façon de vivre : ils arrêtent de travailler, ils ne payent plus leurs loyers, ils ne payent plus leurs factures d'électricité, ils pillent les supermarchés, ils prennent le train sans payer, ils vont à des concerts et au cinéma sans payer. Mais en arrêtant de travailler, les autonomes deviennent aussi des marginaux qui se coupent du reste de la population.

Progressivement, le mouvement autonome s'étend au-delà du monde travail : on voit apparaître des groupes de chômeurs, des groupes d'étudiants, des collectifs féministes, des groupes qui luttent sur le terrain culturel... Dans le même temps, les comités ouvriers axent leur lutte sur le terrain des autoréductions, c'est-à-dire en dehors de leur lieu de travail, sur la question du logement et de la consommation. Ce déplacement du terrain de lutte n'est pas anodin : il correspond à la stratégie théorisée par les opéraïstes. Il correspond aussi à la situation de crise économique qui commence en 1973. Si cette extension du mouvement en dehors des lieux de travail est la principale force du mouvement autonome, elle est aussi révélatrice des limites que le mouvement rencontre sur les lieux de travail.

Le mouvement autonome n'est pas le seul à se heurter à la conjoncture économique. Les syndicats rencontrent les mêmes difficultés à défendre les travailleurs dans un contexte où se développe le chômage de masse. Ce qui fait une des spécificités du mouvement autonome, c'est notamment sa perception de la crise économique. Contrairement aux syndicats et au Parti Communiste, les autonomes ne perçoivent pas la crise comme une difficulté pour organiser la défense du prolétariat. Pour le mouvement autonome, la crise est l'occasion révolutionnaire pour le prolétariat d'acquérir son autonomie en s'affranchissant du travail et en se réappropriant la production. La faiblesse de la stratégie autonome tient à la question des moyens de production. Le mouvement autonome parvient par les squats et les autoréductions à se réappropriier la production capitaliste. Mais contrairement aux courants syndicalistes-révolutionnaires, il ne pose jamais la question de la réappropriation des moyens de production. Le syndicalisme-révolutionnaire a théorisé au début du siècle cette question de la réappropriation des moyens de production [1]. Il l'a même mise en pratique durant la guerre d'Espagne [2]. Pour les syndicalistes-révolutionnaires, c'est la grève générale qui doit permettre aux travailleurs de se réappropriier les moyens de production et de mettre en place un système économique autogestionnaire. Cette perspective de la grève générale est absente du discours des autonomes.

Caractère minoritaire et dimension générationnelle

Pourtant, en terme de capacité de grève, le mouvement autonome italien semble avoir eu une force non négligeable. D'après Vincenzo Miliucci, à Rome, le comité de l'ENEL pouvait mobiliser 4 000 employés et celui du Policlinico entre 5 et 10 % des employés de l'hôpital. A la gare de Rome, le Comité Unitaire de Base (CUB) ne regroupait qu'une cinquantaine de militants, mais c'était suffisant pour bloquer tout le trafic ferroviaire de la capitale et donc aussi par conséquent d'une grande partie de l'Italie [3].

On peut comparer le mouvement autonome aux principales forces du mouvement social. Le mouvement autonome rassemble

probablement autour de 100 000 personnes [4]. En 1976, les effectifs des trois grands syndicats s'élevèrent à trois millions d'adhérents pour la CGIL, deux millions pour la CISL, et 800 000 pour l'UIL. Les effectifs du Parti Communiste Italien (PCI) sont estimés à 1 600 000 adhérents [5]. Le mouvement autonome est donc minoritaire au sein du mouvement social. Le PCI constitue la clef de voûte de la gauche italienne. Cette comparaison permet de relativiser la force du mouvement autonome et de faire apparaître une de ses caractéristiques essentielles : si le mouvement autonome rassemble une grande partie de la jeunesse italienne, ce n'est pas le cas pour le reste de la population. On peut donc en conclure que, plus que l'expression d'une crise économique ou d'une crise politique, l'Autonomie italienne est avant tout une expression de la crise générationnelle qui secoue les sociétés libérales dans les années 60 et 70, l'avènement de la société de consommation produisant une nouvelle culture en décalage avec les conditions de vie réelles.

L'Autonomie italienne peut donc être interprétée comme ce que Ted Gurr appelle un phénomène de « frustration relative » [6]. La culture de la consommation s'oppose à la culture du travail, et cela partout en occident, au moment où la société industrielle est à son apogée. Cette culture hédoniste qui refuse le travail est difficilement compréhensible pour les générations plus âgées qui ont connu la guerre, le fascisme, des conditions de vie plus spartiates, et pour qui le travail est une nécessité, voire un devoir ou une raison de vivre. On comprend mieux alors pourquoi ces générations plus âgées ne se sont pas reconnues dans le mouvement révolutionnaire des années 60 et 70, et donc notamment en Italie dans le mouvement autonome. Cette problématique est bien illustrée par Diego Giachetti et Marco Scavino au sujet de la grève de 1969 à la Fiat de Turin :

« La « révolution culturelle » mise en pratique par les ouvriers spécialisés avec les luttes de 1969 bouleversa la mentalité et les styles de comportement de nombreux travailleurs qui, sans être nécessairement esclaves des chefs ou hostiles à la lutte syndicale, jugeaient excessives certaines manifestations d'agressivité, l'exaspération des oppositions, l'hostilité de principe aux règles de travail et à la discipline. Des travailleurs qui ne discutaient pas les effets positifs de l'action

collective, en termes de meilleures conditions de travail, de rythmes moins lourds et d'un climat plus favorable ; et qui, toutefois, ne se reconnaissaient ni dans certaines formes de luttes jugées trop violentes ni – encore moins – dans cet ensemble d'attitudes qui caractérisait nombre d'OS, surtout les plus jeunes et les plus combatifs : contestation permanente de l'autorité, refus du travail, mépris pour toute forme d'engagement professionnel, usage permanent des absences pour maladie, etc. Un ouvrier hautement spécialisé, affecté à la construction des presses et ensuite ajusteur à Mirafiori, acteur des luttes « épiques » de l'après-guerre raconte : « J'étais sous la presse avec des jeunes qui devaient avoir entre 18 et 20 ans. L'un d'entre eux, après m'avoir regardé un moment, me lança : « Dis-moi un peu, tu es presque à la retraite, non ? - Oui. - Mais pourquoi tu travailles encore comme ça ? – Je travaille comme ça parce que j'ai besoin de travailler... Oh, laisse tomber ! ». C'était vraiment une autre mentalité. Pour nous, le travail, c'était une chose vraiment nécessaire, un devoir même. On comprenait que pour les jeunes le monde était en train de changer. » » [7]

[1] Cf. L. Mercier-Vega et V. Griffuelhes, *Anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire*, Spartacus, Série B, n° 97, septembre-octobre 1978.

[2] Cf. Gaston Leval, *Espagne libertaire (36-39)*, Editions du Monde Libertaire, 1983.

[3] Entretien avec Vincenzo Miliucci.

[4] Entretien avec Ugo Tassinari (Collectif Autonome Universitaire de Naples).

[5] Dominique Grisoni et Hugues Portelli, *Luttes ouvrières en Italie de 1960 à 1976*, Aubier-Montaigne, 1976, p.15-16.

[6] Ted Gurr, *Why Men Rebel?*, Princeton University Press, 1970. Pour une analyse de l'Autonomie italienne, le paradigme de la frustration est repris dans l'ouvrage de Paolo Persichetti et Oreste Scalzone : *La Révolution et l'Etat, insurrections et « contre-insurrection » dans l'Italie de l'après-68 : la démocratie pénale, l'Etat d'urgence*, Dagomo, 2000, p. 256.

[7] Diego Giachetti et Marco Scavino, *La Fiat aux mains des ouvriers, l'automne chaud de 1969 à Turin*, Les Nuits rouges, 2005, p. 195-196.

6/ LA MILITARISATION DE L'AUTONOMIE ITALIENNE

L'option militaire

En 1977, le mouvement autonome italien atteint son apogée. Les groupes se radicalisent et entrent alors dans un processus de militarisation qui leur sera fatal. Yann Moulier-Boutang explique ainsi ce processus :

« Au moment du mouvement lui-même de 1977 et les suites, c'est-à-dire la répression, il va se produire quelque chose qui ne s'était pas produit en 1969 en Italie, c'est-à-dire une immense chambre de décompression, comme il y a eu en 1969 en France. Les gens après 1968 ont vécu pendant six mois et puis après, boum : ils sont retombés sur la réalité, et ça a été assez dur. Et il se produit un peu la même chose en Italie, c'est-à-dire qu'à partir de l'automne 1977 il y a une ligne de clivage qui sépare assez fortement. D'un côté, une partie des gens estiment que le mouvement de 1977 n'a pas réussi à gagner parce qu'il n'était pas assez organisé, et d'autres pensent au contraire qu'il était trop organisé. Et en fait, quand je dis que c'est un clivage à l'intérieur du mouvement italien, c'était y compris un clivage à l'intérieur de l'Autonomie. Et ça va se traduire par le fait que le critère sur lequel les gens vont discuter, qui va leur servir d'approuver cette décision-là, c'est les questions militaires, les questions de violence. Les autonomes inorganisés, ou partisans du spontanéisme dirais-je, les « *chiens sans collier* », eux, sont comme le mouvement de 1968 : c'est-à-dire ils pensent que le mouvement a ses échéances, c'est pas la peine de les forcer, elles sont violentes, elles sont pas violentes... Donc ce sont des gens qui sont à la fois beaucoup plus violents spontanément, et beaucoup moins violents dans l'organisation. De l'autre côté, il y a toute une partie du mouvement qui plonge carrément dans la dépression, la déprime, et la schizophrénie. C'est-à-dire les gens perdent leur confiance dans un mouvement de masse, et c'est les mêmes qui sont complètement déprimés du point de vue du mouvement qui vont quelque fois s'engager dans les groupes armés. Et ça c'est un phénomène qui va toucher tout le monde. C'est-à-dire il va y avoir non seulement les Brigades Rouges qui font un pas décisif en tuant le juge Coco à Gênes, en 1976. Ce qui fait évidemment un truc terrible... C'est leur premier assassinat, ce qui évidemment provoque un truc... Ce qui du coup attire, d'ailleurs, va les faire fleurir... Et de l'autre côté, dans l'Autonomie, qui ne s'entend pas du tout avec les Brigades Rouges, on va voir naître des tas de groupes violents sur le modèle militaire. Alors, Prima Linea, et des tas... Il y a le mouvement des NAP (Noyaux Armés

Prolétariens), qui sont nés du mouvement des prisons, etc... Il va naître une pléthore de groupes armés ! Mais incroyable ! Enfin, je veux dire, à une échelle... Des centaines de groupes armés ! C'est-à-dire il n'y a pas de collectif qui n'ait pas son groupe armé ! Ce qui fait une situation... Et alors, face à ça, ce qui reste des cadres politiques de Potere Operaio qui essayent en fait de tenir une espèce de balance... C'est-à-dire qu'ils pensent qu'il y a un besoin d'une violence extraordinairement fort dans le mouvement, une incapacité très puissante à assumer cette possibilité parce que ça suppose des niveaux organisationnels épouvantables... Et donc ils vont tenter ce que moi j'ai exprimé d'une célèbre phrase : « Pas de collectif sans bâton, mais pas de bâton sans collectif ». Il y a ceux qui ont pensé qu'il y a un bras armé : le parti. Ce bras armé est nécessairement clandestin, ce qui veut dire que s'il est clandestin personne ne sait, personne ne le contrôle, il n'y a pas de contrôle public, il n'y a pas de contrôle politique. Et puis ceux qui vont dire : « Ce qu'il faut arriver à faire, c'est que s'il y a expression de violence, elle soit complètement liée à un contrôle politique », alors après ça peut être le contrôle ou d'un parti, ou d'un groupe, ou un contrôle populaire, ou directement des collectifs. A partir du moment où vers 1975-1976 le niveau de répression va monter progressivement partout (en Italie les lois Real), c'est les « militaires » qui vont gagner la partie parce que les niveaux d'organisation qui ne sont pas strictement clandestins sont les plus exposés à la répression. Avec évidemment des conséquences qui sont très embêtantes : c'est les militaires qui paraissent efficaces. Les autres paraissent futoirs, pagailleux, etc... Ca va donner incontestablement ce qu'on va trouver en 1978-1979, c'est-à-dire que la grande opération du 7 avril 1979 va littéralement décapiter l'Autonomie. Parce que toutes ces questions, c'est des questions qui sont posées dans le background, et puis qui vont mettre du temps. Entre les mouvements de jambisation dans les universités où les groupes armés étudiants se mettent à tirer dans les jambes des profs, aux collectifs de quartier, aux hold-up... C'est tout ce continuum qu'il faut bien voir : c'est la violence diffuse. C'est-à-dire c'est un côté où vous avez une espèce de continuité de génération ou de luttes extrêmement fortes qu'il n'y avait pas eu en France. » [\[1\]](#)

Ugo Tassinari tente une estimation quantitative de cette militarisation du mouvement :

« En 1977, on peut dire que le mouvement autonome devait rassembler environ 100 000 personnes, dont probablement un millier étaient armées, et environ 10 000 organisées pour la guérilla urbaine. Mais c'est une estimation très approximative. Pour un groupe autonome, il pouvait y avoir une ou deux personnes qui étaient armées, plus huit ou quinze personnes qui n'étaient pas armées. Par exemple, le Collectif

Autonome Universitaire de Naples regroupait 25 personnes organisées. Il y avait un, deux, ou trois militants armés d'un autre groupe qui étaient à la disposition du collectif pour les actions les plus dures, par exemple si la police ouvrait le feu. » [2]

L'estimation de « 10 000 personnes organisées pour la guérilla urbaine » renvoie au nombre d'autonomes ayant recours à des actions militaires clandestines. Ugo Tassinari remarque également que certains collectifs autonomes ne disposaient pas de structure militaire clandestine (comme par exemple les comités ouvriers des Volsci à Rome). A Padoue, le collectif est doté d'une branche clandestine organisant des attentats mais n'utilisant pas d'armes à feu [3]. Il faut donc comprendre l'estimation d'« un millier d'autonomes armés » comme « un millier de militants équipés d'armes à feu et prêts à s'en servir ». On peut d'ailleurs relever le fait que cette estimation correspond approximativement au nombre de personnes accusées d'appartenance à Prima Linea [4]. Vincenzo Miliucci parle quant à lui de « 5 000 personnes pratiquant la lutte armée en Italie » [5]. Compte tenu de la composition de l'extrême-gauche italienne, on peut supposer que cette évaluation doit être environ divisée par deux pour obtenir une estimation du nombre d'autonomes pratiquant ce type d'actions. Si l'on interprète cette estimation en terme de militants équipés d'armes à feu, on obtiendrait ainsi un chiffre de 2 500 militants, soit un peu plus du double de l'estimation d'Ugo Tassinari.

L'héritage insurrectionnaliste

Différentes théories ont été avancées pour expliquer la militarisation de l'Autonomie italienne. L'une de ces théories est celle de l'antifascisme. Selon cette théorie abondamment relayée par la gauche française, l'Italie des années 70 aurait été en proie à une menace fasciste. Cette théorie fait beaucoup rire Ugo Tassinari :

« Il est faux de dire, comme l'ont écrit certains, que les fascistes étaient plus nombreux que les militants d'extrême-gauche ! A Milan, par exemple, les militants d'extrême-gauche étaient dix fois plus nombreux que les fascistes ! » [6]

A ce sujet, Oreste Scalzone confirme de manière catégorique les propos d'Ugo Tassinari [7]. Plus vraisemblablement, on peut expliquer la militarisation du mouvement par deux raisons principales. D'une

part, la situation politique et économique spécifique à l'Italie, qui est à l'époque le régime libéral dans lequel les contradictions sociales sont les plus exacerbées. D'autre part, une raison d'ordre idéologique, à savoir l'insurrectionnalisme du mouvement révolutionnaire italien. L'insurrectionnalisme est une stratégie révolutionnaire qui domine le mouvement autonome mais qui n'est pas propre à tous les courants d'extrême-gauche. L'insurrectionnalisme est ainsi par exemple intrinsèquement lié à certains courants de l'anarchisme ou du maoïsme, mais n'est par contre pas compatible avec le trotskisme, le syndicalisme-révolutionnaire, ou le conseillisme [8].

Il existe en Italie une culture insurrectionnaliste dont les traces sont manifestement plus prégnantes que dans d'autres pays. A contrario, la France est marquée depuis 1871 par une longue tradition de pacification républicaine qui n'a été que brièvement interrompue par les deux guerres mondiales. La monarchie italienne semble avoir plutôt attisé les tensions sociales et la violence politique, avec une répression particulièrement dure du mouvement ouvrier. Mais surtout, le fascisme a condamné pour longtemps les tentatives d'intégrer le socialisme dans le système politique italien. L'insurrectionnalisme italien a donc été largement entretenu par l'expérience du fascisme et de la Résistance.

A cela s'ajoute une tradition insurrectionnelle plus spécifique au sud de l'Italie. Que ce soit sur le plan économique, politique, ou social, l'Etat italien n'a jamais réussi à achever l'intégration du sud du pays. La conquête du sud, en 1860, est suivie pendant plusieurs années par une période de guérilla durant laquelle une partie de la population locale oppose une résistance militaire à l'Etat italien. Les organisations mafieuses sont l'expression de ce refus d'intégration local. Deux raisons principales sont généralement avancées pour expliquer cette résistance des méridionaux. D'une part le clivage culturel avec le nord du pays, et d'autre part le fait que le sud de l'Italie soit exclu du développement économique. Ces raisons sont donc similaires à celles que l'on trouve dans les pays colonisés. La revendication d'une indépendance de l'Italie méridionale n'a cependant jamais émergé de manière significative. On peut toutefois remarquer que cette

revendication indépendantiste s'est cristallisée dans les années 1970, au sein du mouvement autonome, avec la création en 1976 des Comités Communistes pour le Sud, qui sont issus du Comité Communiste pour le Pouvoir Ouvrier (CoCoPO) et qui progressivement ne se réclament plus de l'Autonomie ouvrière mais de l' « *Autonomie méridionale* » [9].

Le clivage culturel entre le nord et le sud de l'Italie s'explique par l'inégalité économique des deux régions. Le nord est fortement urbanisé et le sud reste une région à dominante rurale. Alors que l'industrialisation se développe dans le nord à la fin du XIXe siècle, le sud conserve jusqu'à aujourd'hui une économie essentiellement agricole. Le sud de l'Italie reste donc une société fondée sur le pouvoir des propriétaires terriens et où le catholicisme est par conséquent profondément enraciné. La question religieuse est d'ailleurs cruciale dans l'histoire politique de l'Italie puisque pendant longtemps la papauté ne reconnaît pas l'Etat italien. Alors que le pape Léon XIII reconnaît la république française en 1890, les catholiques italiens ne sont officiellement autorisés à participer aux élections qu'en 1919. Le suffrage universel masculin ne date d'ailleurs que de 1912. L'expérience de la démocratie représentative ne commence donc véritablement pour les Italiens qu'en 1946, après la chute de Mussolini.

Les militants qui créent les Brigades Rouges en 1970 font partie de la première génération d'Italiens à n'avoir connu que la démocratie. On a donc un phénomène similaire à ce qui se produit à la même époque en Allemagne avec la Fraction Armée Rouge (RAF), ou au Japon avec l'Armée Rouge Japonaise [10]. Si l'on compare les différentes expériences militaires de l'extrême-gauche des années 70 en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord, et au Japon, on voit bien que moins la démocratie est ancrée et plus les réactions révolutionnaires sont violentes. Ainsi, par exemple, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, le Weather Underground [11] et l'Angry Brigade [12] se sont principalement contentés de faire des dégâts matériels et n'ont quasiment pas cherché à s'attaquer à des personnes physiques.

En Italie, la tradition de violence politique est antérieure au fascisme. En 1896, un attentat a lieu contre le roi Humbert Ier alors

que le pays est traversé par une vague de révoltes. En 1898, l'Italie méridionale est placée sous la loi martiale après l'écrasement d'une nouvelle révolte. La même année, à Milan, l'armée fait une centaine de morts en réprimant les émeutes ouvrières. En 1900, Humbert Ier est finalement assassiné par un militant anarchiste [13]. Après 1945, c'est l'héritage de la Résistance qui entretient cette culture de violence politique chez les militants d'extrême-gauche. Dans les années 1970, cette culture de violence politique est aussi encore présente chez les militants d'extrême-droite qui se réclament toujours de Mussolini.

Quant à la tradition de révolte plus spécifiquement méridionale, elle reste elle aussi encore vivace dans les années 70, comme en témoignent les émeutes de Battipaglia (au sud de Naples), en avril 1969, et la révolte de Reggio di Calabria, qui dure plusieurs mois et fait trois morts l'année suivante [14]. La section italienne de l'Internationale Situationniste écrit au sujet de la révolte de Reggio di Calabria :

« Reggio di Calabria est le premier exemple d'une ville qui, au cœur de l'exploitation capitaliste, s'est mutinée pendant plus de trois mois, en s'administrant elle-même. Isolée par une grève générale et par un état de siège non déclaré, elle a courageusement défendu la liberté qu'elle avait conquise, en ouvrant même plusieurs fois le feu sur les forces de police et en construisant des barricades avec des lignes à haute tension. » [15]

Ugo Tassinari explique quant à lui à propos de cette révolte :

« C'était une insurrection. Pendant six mois, les quartiers de Santa Caterina et Sbarre se sont proclamés « république autonome » : la police ne pouvait y rentrer qu'avec des chars. » [16]

Pour Ugo Tassinari, la possession d'armes à feu par les habitants de Reggio di Calabria s'explique par la présence de la N'Drangheta, la mafia calabraise. Selon lui, l'attentat du 22 juillet 1970 qui fait dérailler un train près de la gare de Gioia Tauro (provoquant la mort de six passagers) aurait été une action de soutien à la révolte de Reggio di Calabria organisée par le groupe d'extrême-droite Avanguardia Nazionale (néo-fascistes) [17].

De manière plus globale, l'insurrectionnalisme de l'extrême-gauche italienne est également un héritage du PCI, dans lequel subsiste encore une tendance insurrectionnaliste dans les années 60 et 70. Cette tendance stalinienne, représentée par le sénateur Pietro Secchia

[18], comprend des anciens résistants ayant combattu durant la seconde guerre mondiale dans l'idée d'instaurer un régime communiste après la chute de Mussolini. L'abandon de la lutte armée en 1945 est vécu par ces militants comme une trahison à l'époque où Tito s'empare du pouvoir en Yougoslavie. Contrairement à ce qui se passe en France, la plupart des staliniens italiens ne rejoignent pas dans les années 60 les organisations maoïstes et maintiennent leur tendance à l'intérieur du PCI. Ces anciens résistants ont conservé leurs dépôts d'armes. En 1968, certains stocks d'armes sont confiés aux jeunes militants qui vont créer les Brigades Rouges [19].

Le processus de militarisation

Au-delà des raisons structurelles et historiques se pose la question du processus de militarisation de l'Autonomie italienne. Comme on l'a vu, ce processus est en grande partie alimenté par le mouvement de 1977. Ce processus de militarisation confirme le modèle de Koopmans en ce qui concerne le phénomène de radicalisation. On peut en effet observer une escalade de la violence qui mène progressivement les militants à un usage « professionnel » de la violence. Cette professionnalisation de la violence prend forme dans le choix des armes utilisés par les militants, et en particulier dans le passage du cocktail Molotov au revolver.

Cependant, il faut rappeler que les autonomes ne sont pas les premiers militants d'extrême-gauche à utiliser des moyens militaires. En effet, en ce qui concerne l'Italie, pour la période postérieure à 1945, les premiers attentats d'extrême-gauche datent de 1966, soit sept ans avant l'apparition du mouvement autonome [20]. Outre les attentats incendiaires, on peut notamment citer la tentative d'assassinat d'Alberto Farioli (dirigeant du Parti Libéral), en 1967, par des jeunes de la Fédération Anarchiste [21]. D'après Oreste Scalzone, dans les années 60 et 70, les principales organisations d'extrême-gauche italiennes pratiquaient toutes la lutte armée de manière clandestine tout en affirmant officiellement y être opposées [22]. La situation change en 1970 avec l'apparition de deux nouvelles organisations marxistes-léninistes qui revendiquent leurs actions militaires : les

Groupes d'Action Partisane et les Brigades Rouges. L'année suivante, Potere Operaio se définit comme « parti de l'insurrection » et se dote d'une structure clandestine [23]. Les attentats ne sont pas la seule forme que prennent ces actions clandestines. Les militants d'extrême-gauche pratiquent également des hold-up pour financer leur organisation.

C'est donc dans ce cadre que doit être resitué l'action militaire des autonomes. Rien n'indique en effet que les autonomes ont eu plus recours à ces formes d'action que les autres composantes de l'extrême-gauche italienne. Si l'on prend en compte les différentes formes d'action militaire pratiquées par l'extrême-gauche italienne avant l'apparition du mouvement autonome, on peut dire que la militarisation de l'Autonomie ne semble pas tant résider dans un recours à des moyens de plus en plus violents, mais plutôt dans un accroissement quantitatif de l'usage de ces moyens militaires.

Pour illustrer ce processus de militarisation du mouvement, on peut reprendre l'exemple du collectif des jeunes du quartier de la Barona, à Milan. D'après Paolo Farnetti et Primo Moroni, les membres du collectif de la Barona (CAB) semblent avoir subi ce processus de militarisation contre leur gré. Farnetti et Moroni expliquent ainsi la manière dont les membres du CAB perçoivent ce processus à travers l'accélération des événements au cours de l'année 1977 :

« Au début de l'année, ils s'engagèrent dans des interventions contre le travail au noir, conjointement avec le Collectif autonome de Romana-Vittoria, dans lequel Marco Barbone se faisait remarquer pour son agressivité. Ils constatèrent à cette occasion des tendances explicites à évoluer dans la direction de *Rosso* et s'éloignèrent de cette expérience à la suite des manipulations dans les cortèges armés comme celle de Via De Amicis qui se termina par le meurtre de l'agent Custrà, où ils s'étaient aperçus que des personnages comme Barbone cherchaient à provoquer des heurts armés à l'insu de la majeure partie des camarades participant à la manifestation. » [24]

Le CAB a pour particularité d'être un collectif autonome éloigné des groupes armés :

« Par le « téléphone arabe » du mouvement, les coordinations et les situations collectives étaient pleines de rumeurs et de cris, les idées de formation telles que les Brigades Rouges ou Prima Linea [groupes armés] semblaient avoir des

partisans ici et là, mais le cadre était extrêmement confus, on y entendait seulement des voix et des discours rapportés, jamais des propositions directes. Le CAB se sentit cependant étranger à ces formes d'organisation : il était passé de la sympathie pour les premières activités non sanguinaires des Brigades Rouges, et des slogans provocateurs (en faveur de ces dernières) à la distanciation politique après les salves de coups de feu. » [25]

On peut regrouper les actions militaires clandestines des autonomes en six catégories : attentats incendiaires, attentats à l'explosif, vols à main armée, libérations de prisonniers, « jambisations » (tirs d'armes à feu dans les jambes), et meurtres. Alors que les trois premières formes d'action relèvent du quotidien, les trois dernières sont exceptionnelles. En ce qui concerne les meurtres, il s'agit généralement de policiers tués au cours de fusillades [26]. Les attentats et les vols à main armée sont par contre un phénomène de masse. Si la pratique de l'attentat peut receler une certaine forme d'amateurisme la rendant facilement praticable par un grand nombre de personnes, le vol à mains armées constituent par contre probablement la clef du processus de militarisation. En effet, l'usage d'armes à feu suppose déjà un certain niveau de professionnalisme. Contrairement aux attentats, le vol à main armée entraîne souvent des fusillades avec la police, ouvrant ainsi la voie à l'enchaînement de violences et à l'escalade militaire pouvant aller jusqu'au meurtre. Le hold-up est donc la pratique décisive : l'opération qui fait définitivement basculer le militant politique dans l'action militaire. Ugo Tassinari explique comment évolue la conception politique du hold-up :

« Au début, les vols à main armée servaient à financer la logistique des organisations révolutionnaires. Mais à partir d'un moment, quand ont pris fin les luttes dans les usines, beaucoup d'ouvriers d'avant-garde ont décidé que leur manière de continuer leur discours de refus du travail était d'abandonner l'usine pour vivre du vol à main armée. Plus tard, les militants se sont aperçus qu'ils avaient en fait le même discours que la bande à Bonnot en France ou que les *anarchistes-expropriateurs* en Espagne. Dans ce discours, le vol à main armée n'est plus une action criminelle mais une manière pour le prolétariat de commencer à exproprier la bourgeoisie, et donc une action révolutionnaire. » [27]

Les autonomes ne sont pas les seuls militants d'extrême-gauche à avoir recours en Italie aux actions militaires clandestines. Les Brigades

Rouges sont la principale organisation armée. Elles ne font pas partie du mouvement autonome et sont sur des positions stalinienne. Mais les actions des Brigades Rouges ont cependant un impact considérable sur la situation politique italienne, en particulier l'enlèvement d'Aldo Moro en mars 1978 puis son assassinat le 9 mai. Représentant de la tendance de la Démocratie Chrétienne prête à former un gouvernement de « compromis historique » avec le PCI, Aldo Moro symbolisait à lui tout seul la politique que combattait les Brigades Rouges. La répression qui s'ensuit paralyse toute l'extrême-gauche italienne, comme en témoigne Vincenzo Miliucci :

« La première conséquence, ça a été l'armée dans la rue. La police a essayé de faire fermer tous les endroits où l'on pouvait se réunir. Au mois d'août, il y a eu huit jours de manifestations sur les questions écologiques. Une grève était prévue pour l'anniversaire de Hiroshima, le 6 août. Et ce jour-là, l'armée est intervenue rien que pour une petite manifestation. Ça démontrait à quel point l'armée était hyper-présente et comment elle pouvait s'en prendre à quiconque passait dans la rue. Après l'enlèvement d'Aldo Moro, toute l'extrême-gauche était assimilée aux Brigades Rouges. Notre slogan c'était « *Ni avec l'Etat ni avec les Brigades Rouges* ». On a lutté pour la libération d'Aldo Moro car on était contre l'exécution des prisonniers : on considérait que c'était à la fois inutile, absurde, et indigne. » [28]

Paolo Farnetti et Primo Moroni utilisent une métaphore pour illustrer la situation de l'Autonomie italienne en 1978 : celle d'« un étau répression / lutte armée en train de se resserrer » [29]. Ugo Tassinari explique quant à lui :

« Avec le temps et le développement de la lutte armée, les groupes politiques perdaient des militants. Souvent, des conflits apparaissaient au sein des collectifs car les groupes armés portaient en eux un état d'esprit de division et d'individualisme. » [30]

En ce qui concerne le collectif de la Barona de Milan, ses efforts pour se distancier des groupes armés ne l'empêchent pas d'être frappé de plein fouet par la répression en 1979. Suite à l'assassinat de Pier Luigi Torregiani (connu pour avoir tué l'assaillant d'un hold-up) revendiqué par les PAC (Prolétaires Armés pour le Communisme), les membres du CAB sont accusés. Le 7 avril, la police italienne procède à une gigantesque rafle dans toute l'Italie : 12 000 militants d'extrême-gauche appartenant principalement au mouvement autonome sont

arrêtés, dont les principaux leaders, Toni Negri et Oreste Scalzone. Dans le cas du CAB, les militants n'ayant pas été arrêtés fusionnent avec un autre collectif pour former le CASBA (Comité Autonome San Ambrogio-Barona). Mais d'après Farnetti et Moroni, dans les mois qui suivent, les autonomes de la Barona sont totalement débordés par les groupes armés :

« Peu de temps après la libération des interpellés, un policier du quartier, Campagna, fut tué exactement devant le siège de l'ex-CAB. L'action, récemment revendiquée par les PAC, fut alors suivie d'un tract qui accusait la victime d'être un tortionnaire. L'influence négative de cet acte éclipsa les efforts faits pour prendre ses distances par rapport à celui-ci, et en dénoncer l'absurdité. Des graffitis Brigades Rouges commencèrent à apparaître sous les habitations des membres du collectif, et on trouva des tracts recruteurs de ces mêmes Brigades Rouges dans les boîtes aux lettres où les gens du CAB avaient eu l'habitude de déposer les leurs. Des tracts revendiquant l'homicide de Torregiani apparurent dans les écoles et les assemblées où les membres libérés du collectif venaient pour participer à des débats sur leur affaire ou sur les tortures subies. Contre ce martèlement continu de fantasmes, ils ne surent quelle attitude adopter, sinon de s'énerver dans le vide et s'enfoncer dans le malaise. Au début de 1980, la Colonne « Walter Alasia » des Brigades Rouges tua trois policiers, dans la Barona. La revendication de cette action fut faite sur le quartier. Les journaux sortirent avec des entrefilets qui désignaient les autonomes de la Barona comme les commanditaires.» [31]

Face à cette situation, la plupart des derniers autonomes de la Barona choisissent de renoncer à leur activité politique, entraînant ainsi l'autodissolution du collectif :

« Le cordon ombilical avec le quartier étant coupé, se trouvant assimilé à la pratique des groupes armés, amoindri par suite de soupçons et de la peur, cible permanente de la DIGOS [32] et de la questure [33], le collectif dut renoncer à cette extraordinaire volonté de lutter qui l'avait fait vivre. (...) A la fin de 1980, de fait le collectif n'existe plus. Mises à part des initiatives sporadiques de la part de tel ou tel. Ceux qui sont demeurés étrangers aux mésaventures judiciaires s'en sont allés ou se sont dépolitisés ; même les liens d'amitié ont pour beaucoup disparu. » [34]

Au total, entre 1979 et 1983, environ 25 000 militants d'extrême-gauche sont emprisonnés. Ce niveau de répression entraîne la

disparition de la quasi-totalité des collectifs autonomes. Plusieurs centaines de militants choisissent de s'exiler à l'étranger, principalement en France et en Amérique du Sud. En ce qui concerne la principale organisation armée issue de l'Autonomie italienne, Prima Linea, elle s'autodissout en 1981 du fait des arrestations. Certains de ses militants créeront un dernier groupe armé, les COLP (Communistes Organisés pour la Libération Prolétarienne), qui durera jusqu'en 1984.

[1] Entretien avec Yann Moulier-Boutang (Camarades).

[2] Entretien avec Ugo Tassinari (Collectif Autonome Universitaire de Naples).

[3] Entretien avec Ugo Tassinari.

[4] « Breve storia di Prima Linea », in *Settantasette*, Chaosmaleont Produktion, <http://web.tiscali.it/settanta7/primaleina.htm>

[5] Entretien avec Vincenzo Miliucci (Comités Autonomes Ouvriers de Rome).

[6] Entretien avec Ugo Tassinari.

[7] Entretien avec Oreste Scalzone (Comités Communistes Révolutionnaires).

[8] Conseillisme : courant communiste antiléniniste se référant aux conseils ouvriers apparus en Allemagne en 1918 (appelé aussi « ultra-gauche » ou « communisme de conseils »). Cf. Christophe Bourseiller, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Denoël, 2003.

[9] Entretien avec Ugo Tassinari.

[10] Cf. Michaël Prazan, *Les Fanatiques, Histoire de l'Armée Rouge Japonaise*, Seuil, 2002.

[11] Cf. Jacobs Ron, *The Way the wind blew : a history of the Weather Underground*, Verso, 1997.

[12] Cf. Tom Vague, *Anarchy in the UK, The Angry Brigade*, AK Press, 1997.

[13] Catherine Brice, *Histoire de l'Italie*, Tempus n°28, Perrin, 2002, p. 334.

[14] Laurent Chollet, *L'Insurrection situationniste*, Dagorno, 2000, p. 225-226.

[15] Section italienne de l'Internationale Situationniste, « Les ouvriers d'Italie et la révolte de Reggio di Calabria », *Ecrits complets*, Contre-Moule, 1988, cité dans Laurent Chollet, op. cit., p. 226-227.

[16] Entretien avec Ugo Tassinari.

[17] Journaliste, Ugo Tassinari a publié plusieurs ouvrages sur l'extrême-droite, dont notamment *Fascisteria : i protagonisti, i movimenti e i misteri dell'eversione nera in Italia, 1965-2000*, Castelvechi, 2001.

[18] Pietro Secchia (1903-1973) était également l'un des principaux dirigeants du PCI. Entretien avec Oreste Scalzone.

[19] Alberto Franceschini et Giovanni Fasanella, *Brigades Rouges, l'histoire*

secrète des BR racontée par leur fondateur, Panama, 2005, p. 56-58.

[20] Entretien avec Oreste Scalzone.

[21] Alberto Franceschini et Giovanni Fasanella, op. cit., p. 52. Exclue de la Fédération Anarchiste, ces militants participeront à la création des Brigades Rouges après avoir rejoint le PCI.

[22] Entretien avec Oreste Scalzone.

[23] Entretien avec Ugo Tassinari.

[24] Paolo Bertella Farnetti et Primo Moroni, *Fragments d'une histoire impossible, le collectif autonome de la Barona (Milan)*, *Primo Maggio* n°21, 1984, S@botage, p. 18-19.

[25] Ibid., p. 19.

[26] Entretien avec Ugo Tassinari.

[27] Ibid.

[28] Entretien avec Vincenzo Miliucci.

[29] Paolo Farnetti et Primo Moroni, op. cit., p. 23.

[30] Entretien avec Ugo Tassinari.

[31] Paolo Farnetti et Primo Moroni, op. cit., p. 27-28.

[32] DIGOS : police antiterroriste.

[33] Questure : police nationale.

[34] Paolo Farnetti et Primo Moroni, op. cit., p. 29-30.

II L'AUTONOMIE FRANCAISE (1976-1984)

1/ LES FONDEMENTS DE L'AUTONOMIE FRANCAISE

La culture soixante-huitarde

L'Autonomie française repose avant tout sur la culture révolutionnaire issue de mai 1968. C'est ce qui fait véritablement son fondement structurel. Un autonome des années 80 offre un témoignage très illustratif de cette culture :

« Dans la fin des années 70, il y a une politisation générale. Dans tous les lycées, il y a des comités de lutte, il y a des grèves, tout le temps : même les gens qui ne veulent pas s'impliquer se retrouvent impliqués là-dedans. Il y a un niveau de politisation bien plus fort que maintenant. Quand je suis arrivé au lycée, quinze jours après, c'était la grève : on se mettait pas en grève pour des gommes et des crayons. » [\[1\]](#)

Interrogé sur les raisons de son engagement, il explique :

« Moi, c'est particulier, j'ai toujours fait de la politique, même quand j'avais huit ans. C'est un truc de l'époque, toute la mystique sur 68 : la barricade, la baston, l'émeute ! Quand j'ai commencé à faire de la politique, j'avais douze-treize ans, c'était aux Jeunesses Communistes. Pour moi, au départ, c'est un truc de purs fantasmes. C'est surtout l'incohérence des autres : il y avait le même discours révolutionnaire de partout : « flics-salops, CRS-SS... » On parle de révolution et quand les flics sont là, on s'assoit par terre ! C'est incohérent, c'est absurde : « CRS-SS », on fout la main dans la gueule, c'est plus logique, non ? Il y avait des manifs tout le temps : je faisais une baston par semaine, affrontements avec les flics toutes les semaines. Quand j'étais même, c'était mon activité : tous les mercredis, tous les samedis. Les gens, quand ils faisaient de la politique, ils avaient une volonté de faire la révolution : tu faisais pas de la politique pour montrer des désaccords ou quoi que ce soit, on était encore dans une logique révolutionnaire. Moi, je pensais que je faisais la révolution. Je pense que les gens, tout ce qu'ils faisaient, et même les gauchistes, même le PC, même le mec de base du PC, ils pensaient qu'ils allaient faire la révolution. Pas forcément que c'était immédiatement proche, mais qu'en tout cas, à moyen terme, il y avait des possibilités de renverser le système, de changer le système. »

Quand on lui demande s'il pensait à cette époque « qu'il allait vivre la révolution », Bruno répond :

« J'en étais sûr et certain ! C'est même pas que je pensais que j'allais la vivre, je pensais que je la faisais ! Il y avait des grèves ouvrières, la marche des sidérurgistes : les sidérurgistes, tous les jours ils tiraient sur les flics avec des armes à feu ! Ils avaient incendié les locaux de la CGT, ils étaient des dizaines de milliers ! Il y avait des luttes antinucléaires à Plogoff... T'avais un journal comme *Libération* : c'était un journal révolutionnaire jusqu'en 1979... Quand les autonomes occupent *Libération* en 1977, ils occupent *Libé* parce que c'est le journal du mouvement, parce que c'est le journal de l'agence de presse *Libération*, qui est écrit par ses lecteurs, par des gens en lutte partout en France : c'est des ouvriers en lutte qui écrivent les articles... *Libé*, c'est le journal révolutionnaire quotidien dans les kiosques ! Il y a des comités de lutte... Moi, j'arrive au lycée, il y a un comité de lutte, des panneaux d'affichage où l'administration n'a pas le droit de toucher aux affiches que tu mets parce que c'est ton droit et que tu mets ce que tu veux, t'affiches ce que tu veux... La manif du 23 mars 1979, c'est des dizaines de milliers de personnes qui mettent Paris à feu et à sang, les sidérurgistes et les autonomes coude à coude, c'est l'attaque du siège du PC, de *L'Humanité*, des barricades de dix heures du matin jusqu'à quatre heures du matin le lendemain... Et puis il y a aussi cette logique individuelle quand tu rentres pour faire de la politique et que tu te dis révolutionnaire, ben tu te dis révolutionnaire ! C'est-à-dire que tu rentres dans une logique où tu sais que l'emploi des armes va être inévitable et incontournable. Si t'es révolutionnaire, tu penses ou tu dis : « Moi je vais finir en taule, ou mort, ou je vais gagner »... Mais même le connard qui rentrait dans un groupe trotskiste, je pense qu'il avait ça dans le crâne. C'était une évidence : la révolution, ça se fait comme ça. A la LCR, il y avait encore l'entraînement paramilitaire, ils avaient des pseudos, des caches d'armes... Et même au PC, je pense qu'ils avaient encore des armes. Tu te disais pas révolutionnaire si tu savais pas faire un cocktail Molotov, si tu savais pas faire des explosifs, si t'es pas capable avec trois copains d'aller faire une action directe.»

Même si le témoignage de Bruno comprend une part de mythologie, il est révélateur d'une culture qui subsiste en France à la fin des années 70.

La crise de l'extrême-gauche

Cependant, depuis 1973, l'extrême-gauche française est entrée comme en Italie en phase de décomposition. Le mouvement autonome est le produit de cette décomposition. Pour une militante du Comité de Soutien aux Prisonniers de la RAF [2], les autonomes sont « les

fossoyeurs de l'extrême-gauche » [3]. Cette expression n'est pas tout à fait appropriée car elle supposerait une disparition totale de l'extrême-gauche française, ce qui n'est pas le cas. L'expression sous-entend surtout que les autonomes auraient joué un rôle actif dans l'effondrement de l'extrême-gauche, voire qu'ils en porteraient la responsabilité. Si l'apparition du mouvement autonome en France s'est incontestablement faite au détriment de d'autres tendances de l'extrême-gauche, on ne peut pas dire pour autant que l'Autonomie française soit responsable de l'effondrement de ces autres courants. Le maoïsme est le seul courant qui se soit véritablement effondré. Mais cet effondrement a lieu en 1973, c'est-à-dire quatre ans avant l'apparition du mouvement autonome en France. L'Autonomie n'est pas la cause de cet effondrement mais la conséquence. En ce qui concerne les organisations trotskistes ou libertaires, il ne semble pas que les autonomes aient joué un rôle quelconque dans la chute de leurs effectifs.

Cependant, l'Autonomie correspond bel et bien à une crise de l'extrême-gauche française. Cette crise, c'est avant tout la crise du mouvement issu de mai 1968. Comme en Italie, la crise de l'extrême-gauche française éclate en 1973, année du choc pétrolier, année du coup d'Etat du général Pinochet, année du début de la crise économique, année tournant qui annonce les transformations de la société et au cours de laquelle les organisations politiques se repositionnent. La crise de l'extrême-gauche française confirme le modèle de Koopmans, puisqu'on a bien un double processus d'institutionnalisation et de radicalisation, le mouvement autonome étant l'expression de cette radicalisation. En plus de ce phénomène de radicalisation, deux autres processus sont à l'œuvre dans l'émergence du mouvement autonome en France : d'une part un phénomène d'importation idéologique, et d'autre part un phénomène d'émergence de nouveaux terrains de lutte.

L'importation idéologique

Le groupe Camarades, constitué en 1974 sous l'impulsion de Yann Moulier-Boutang, correspond à ce phénomène d'importation idéologique. L'importation en France de l'opéraïsme italien est antérieure à la création de Camarades. Une anthologie des *Quaderni Rossi* paraît en 1968 aux éditions Maspero, mais d'après Yann Moulier cette anthologie aurait été l'œuvre de la tendance proche de Raniero Panzieri, faisant ainsi abstraction des thèses de Mario Tronti dont se réclament les militants de Potere Operaio [4]. Yann Moulier rencontre les militants de Potere Operaio en 1970. Un militant de Potere Operaio, Giuseppe Bezza, lui propose de traduire un recueil de textes de Mario Tronti paru en italien en 1966 sous le titre *Ouvriers et Capital*. Yann Moulier publiera cette traduction en 1977. C'est autour de lui que se forme à l'Ecole Normale le groupe *Matériaux pour l'intervention*, en 1971, avec notamment des militants issus de *Socialisme ou Barbarie* et de la « Gauche Marxiste », c'est-à-dire de l'ultra-gauche [5]. Yann Moulier vient d'ailleurs lui aussi de l'ultra-gauche, puisqu'il participait à l'époque à *Informations et Correspondances Ouvrières* (ICO). *Matériaux pour l'intervention* se réapproprie les thèses de Potere Operaio, puis se rapproche de Toni Negri en 1973 avant d'aboutir à la création de *Camarades* [6].

Les principes théoriques de *Matériaux pour l'intervention* sont notamment résumés dans le dernier numéro de la revue, publié en février 1973 :

« Plus que jamais il est temps de renverser le vieux schéma hérité de la pratique du vieux mouvement ouvrier dans lequel la classe ouvrière possédait la tactique de ses mouvements (syndicats, lutte économique et spontanéité), et le parti, la stratégie révolutionnaire (la continuité de l'organisation, l'affrontement contre l'Etat et le pouvoir global du capital, bref la lutte politique). (...) En fait la classe ouvrière est stratégiquement révolutionnaire et tactiquement réformiste. A long terme elle est irréductiblement opposée à la programmation capitaliste. Dans un cycle donné, elle finit toujours par reconquérir son homogénéité et son autonomie. Alors se trouve menacé de mort le pouvoir du capital dans un cycle qui comprend comme un tout spécifiquement donné, un niveau technologique donné, une organisation du travail (stade de la

division du travail, composition organique du capital) et une certaine classe ouvrière. Dans ces moments se pose pour les capitalistes le problème du saut technologique, de redistribuer les cartes de façon plus favorable pour eux. Ce sont des moments où ce qui devient déterminant, capable d'ouvrir dans la répétition indéfinie des cycles capitalistes la rupture, la faille, bref le point final à la domination du capital sur les individus, c'est la tactique. Là le moindre retard dans la réalisation des échéances peut se répercuter en chaîne. La tactique devient alors la capacité de choisir les points névralgiques de cette opération, d'anticiper sur un nouveau cycle programmé par le capital, de le devancer sur un chemin par lequel il doit lui-même passer ou être battu. (...) A l'organisation politique révolutionnaire la tâche d'être l'instrument tactique décisif sous la direction stratégique de la classe ouvrière comme classe. (...) Pour que la classe des ouvriers devienne la force dominante dans le rapport de production, qu'elle réduise le capital à n'être plus dans un premier temps que la donnée subalterne et secondaire, la construction d'une initiative politique qui se place d'emblée sur le terrain de l'Europe est à l'ordre du jour. » [7]

Les militants issus du groupe « Révolution ! » sont eux aussi influencés par le mouvement italien, mais à travers un parcours différent de celui de *Matériaux pour l'intervention*. Le groupe « Révolution ! » est à l'origine une scission de la Ligue Communiste datant de 1971. Ses militants rompent avec le trotskisme pour se rapprocher des positions maoïstes. Mais à travers cette évolution, les militants de « Révolution ! » s'inspirent en réalité des thèses développées à la même époque en Italie par Avanguardia Operaia, qui suit un parcours similaire à partir de 1969 [8]. Alain Pojolat, après avoir milité à la Ligue Communiste puis à « Révolution ! », rejoint Camarades en 1976 lorsque « Révolution ! » fusionne avec la Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP) pour donner naissance à l'OCT (Organisation Communiste des Travailleurs) :

« Quand arrive l'OCT, il y a la partie la plus radicale de « Révolution ! » qui se tire. Donc, il y a entre autres des gens qui après vont faire un journal qui s'appelle *Parti pris*. Il y a de tout dedans : la recomposition est pas mécanique, elle se fait un peu au fil des expériences, des confrontations d'expériences... Et puis la situation italienne va nous intéresser énormément bien sûr. On est un certain nombre qui ont quitté « Révolution ! » et qui sont très intéressés par la situation en Italie, par à la fois

l'autonomie ouvrière de la situation italienne, et par aussi la montée des groupes armés. Qui nous importaient parce que c'est des groupes qui viennent pas du ciel : leurs premières interventions c'est les interventions dans les entreprises, c'est le mouvement des « Foulards rouges » à la Fiat, l'Alfa Romeo, c'est les collectifs de l'Alfa, c'est tout ça : une immense richesse du point de vue des interventions dans les entreprises, c'est cent fois plus avancé que ce qui a jamais pu être réalisé en France. » [\[9\]](#)

La radicalisation

Deux groupes correspondent plus spécifiquement au processus de radicalisation : *La Cause du Peuple* et l'Organisation Communiste Libertaire (OCL). Les militants de *La Cause du Peuple* refusent l'autodissolution de la Gauche Prolétarienne décidée en novembre 1973. Leur parcours va les mener du maoïsme à l'Autonomie à travers une logique de plus en plus spontanéiste qui abandonne les références staliniennes. Ces militants participent en novembre 1976 à la création du Collectif d'Agitation proposé par *Camarades*.

L'OCL, quant à elle, est le produit de la scission qui se produit en juin 1976 au sein de l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste (ORA). Cette scission aboutit à la création de deux organisations : l'OCL et l'UTCL (Union des Travailleurs Communistes Libertaires). Alors que l'OCL veut privilégier les luttes autonomes, les militants qui créent l'UTCL défendent une conception plus partidulaire du processus révolutionnaire, axée sur le syndicalisme et la phase de transition socialiste.

Dans le cas de *La Cause du Peuple* comme dans celui de l'OCL, le processus de radicalisation confirme le modèle de Koopmans, puisqu'on peut observer dans les deux cas une rupture entre deux tendances, l'une qui s'institutionnalise, et l'autre qui se radicalise. Parallèlement à la radicalisation d'une partie de la base issue de la Gauche Prolétarienne, on peut voir en effet à la même époque bon nombre de jeunes intellectuels abandonner progressivement la référence à la Chine Populaire pour se rapprocher du Parti Socialiste.

On peut donc se demander si le clivage institutionnalisation/radicalisation recoupe un clivage de classe

intellectuels/ouvriers. Le parcours de plusieurs militants semble en tous cas confirmer cette hypothèse. Les cas de Jean-Paul [\[10\]](#) et de Guy Dardel illustrent ainsi la radicalisation de la base ouvrière issue de la Gauche Prolétarienne qui évolue alors vers l'Autonomie. Cependant, à ce clivage de classe se superpose aussi un clivage générationnel. On peut en effet aussi observer que les anciens maoïstes qui s'intègrent dans les institutions sont issus du mouvement de 1968, et qu'à contrario ceux qui se radicalisent sont des militants plus jeunes qui n'avaient qu'une dizaine d'années en 1968 et qui n'ont donc pas pu y participer. Guy Dardel avait seize ans en 1973, au moment de l'autodissolution de la Gauche Prolétarienne :

« On avait des groupes de jeunes maos constitués sur Paris, fédérés autour de la fac de Jussieu, et on a continué à fonctionner de 1973 à 1975. On a mené des activités antifascistes assez violentes, des activités de solidarité internationale, et on intervenait sur les quartiers où on vivait... Assez rapidement, on a été séduits par l'activité des Autonomes italiens. Ils posaient théoriquement, bien avant la France, la question de l'autonomie ouvrière qui s'ancrait dans des luttes depuis le début des années 60. Nous-mêmes, on arrivait sur le marché du travail, et la seule idée d'aller bosser, de se plier à l'usine, qui attendait la plupart d'entre nous, formés en CET [\[11\]](#), ne correspondait pas du tout à nos envies. On se situait donc dans une attitude de refus du travail, tout en conservant une identité de classe. Toute une frange s'est ainsi mise en place dans l'autonomie parisienne, séduisante aussi par ses comportements quotidiens, qui représentaient pour nous une certaine nouveauté : la suppression de la hiérarchie de l'organisation, la capacité à agir de manière autonome sans en référer à un centre, et en même temps toute une théorisation de la question de la violence diffuse, loin du spectaculaire. » [\[12\]](#)

Les Noyaux Armés Pour l'Autonomie Populaire (NAPAP), qui assassinent le 23 mars 1977 l'ancien vigile de Renault Jean-Antoine Tramoni [\[13\]](#), constituent l'élément le plus exacerbé de ce processus de radicalisation issu de la Gauche Prolétarienne.

L'émergence de nouveaux terrains de lutte

Parallèlement à ces processus d'importation idéologique et de radicalisation, le mouvement autonome trouve également son origine

en France dans l'émergence de nouveaux terrains de lutte. Le groupe Marge, fondé en 1974 par Jacques Lesage de La Haye et Gérald Dittmar, correspond plus particulièrement à ces nouveaux axes de lutte.

Né en 1938, élevé dans un milieu aristocrate et royaliste de l'ouest de la France, Jacques Lesage de La Haye rompt avec sa famille à l'âge de 15 ans. A 17 ans, il s'engage avec son frère et une bande d'amis dans le banditisme professionnel et commence une série de hold-up, avant d'être emprisonné au bout d'un an, en 1957. En prison, Jacques Lesage de La Haye participe à plusieurs mutineries et prend conscience de la nécessité de créer un syndicat de prisonniers. Après sa libération en 1968, il reste animé par cet objectif politique [\[14\]](#). En prison, Jacques Lesage de La Haye a fait des études. Il a obtenu son baccalauréat ainsi qu'une licence de lettres. Il a également fait une psychanalyse. Ce travail intellectuel lui permet à sa sortie de prison de devenir psychothérapeute et d'entamer des études de psychologie. En 1972, Jacques Lesage de La Haye devient chargé de cours en psychologie à l'université de Vincennes. La même année, il rejoint le Groupe d'Information sur les Prisons (GIP) créé par Michel Foucault et Pierre Vidal-Naquet, puis le Comité d'Action des Prisonniers (CAP) en 1973.

Jacques Lesage de La Haye crée ensuite le groupe Marge en 1974 après avoir fait la connaissance de Gérald Dittmar. Marge a pour but de fédérer tous les marginaux. Le groupe apparaît en même temps que la Fédération des Luttes et Actions Marginales (FLAM). La FLAM tente alors de regrouper une dizaine d'organisations déjà existantes luttant sur des terrains considérés comme marginaux (Mouvement de Libération des Femmes, CAP, Comité de Lutte des Handicapés, Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire, *Cahiers pour la folie*, Comité Unitaire Français-Immigrés...). De ces deux organisations concurrentes, seul Marge va subsister, ce qu'explique ainsi Jacques Lesage de La Haye :

« Tous ces mouvements-là n'ont pas réussi à créer la FLAM, et en fait, chose marrante, c'est le mouvement spontané « Marge » qui a démarré... Un peu comme si la volonté de réunification des

mouvements des luttes de l'époque a échoué, et seul un mouvement spontané pouvait jaillir... Ca devait faire partie des courants sociologiques de l'époque... Et cette émergence de tous les groupes marginaux, usagés eux-mêmes mais libertaires, a été une convergence qui a donné Marge et qui a fait qu'à côté de ça la FLAM, trop construite, n'a pas pu... Parce qu'il y a eu conflit entre leaders... C'était des conflits entre les marxistes et des anarchistes... Ils se sont tous foutus sur la gueule... La FLAM a pas pu marcher à cause de ça. Les conflits entre leaders ont fait échouer les expériences. La FLAM n'a tenu que quelques mois. Par contre , Marge a tenu... » [\[15\]](#)

[\[1\]](#) Entretien avec Bruno (pseudonyme, Collectif Prolétaire Territorial).

[\[2\]](#) RAF : Fraction Armée Rouge.

[\[3\]](#) Entretien avec Cécile (pseudonyme).

[\[4\]](#) Yann Moulier-Boutang, « Matériaux pour l'intervention », <http://multitudes.samizdat.net/spip.php?rubrique484> , 2004.

[\[5\]](#) Cf. Christophe Bourseiller, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Denoël, 2003, p. 430.

[\[6\]](#) Entretien avec Yann Moulier-Boutang.

[\[7\]](#) Matériaux Pour l'Intervention, *La Stratégie du refus* n° 8, février 1973, p. 50-51.

[\[8\]](#) Entretien avec Alain Pojolat (collectif de la BNP). Un article sur le groupe *Révolution !* a été publié sur le Forum des Marxistes Révolutionnaires : <http://revolution.celeonet.fr/index.php?showtopic=9840>

[\[9\]](#) Entretien avec Alain Pojolat.

[\[10\]](#) Entretien avec Jean-Paul (pseudonyme).

[\[11\]](#) CET : Collège d'Enseignement Technique.

[\[12\]](#) « Autoportrait: Guy Dardel », in Jean-Christophe Brochier et Hervé Delouche, *Les nouveaux Sans-culottes, Enquête sur l'extrême gauche*, Grasset, 2000, p. 193.

[\[13\]](#) Jean-Antoine Tramoni avait tué en février 1972 le militant de la Gauche Prolétarienne Pierre Overney au cours d'une attaque maoïste à l'usine de Boulogne-Billancourt.

[\[14\]](#) Entretien avec Jacques Lesage de La Haye.

[\[15\]](#) Ibid.

2/ La dynamique de l'AUTONOMIE française

La montée en puissance

J'essaierai ici de m'interroger sur ce qui fait la force du mouvement autonome français à la fin des années 70. Pour étudier la dynamique du mouvement, il faut tout d'abord mentionner ses éléments déclencheurs. C'est ici qu'intervient l'influence de l'extrême-gauche italienne, à travers le groupe *Camarades* et le parcours de Yann Moulrier-Boutang. C'est le premier élément déclencheur, avec la création du Collectif d'Agitation, en novembre 1976. La création du Collectif d'Agitation est en quelque sorte la première amorce. Le second élément déclencheur est la manifestation anti-nucléaire qui se déroule à Creys-Malville les 30 et 31 juillet 1977. Il s'agit là d'un évènement fédérateur. Enfin, le troisième évènement déclencheur est l'annonce de la mort en Allemagne des prisonniers de la Fraction Armée Rouge (RAF), le 18 octobre suivant. C'est ce troisième évènement qui constitue véritablement l'étincelle qui va provoquer « l'explosion » et faire apparaître le mouvement autonome en France. Les « autonomes » se regroupent alors autour d'une identité. Cette identité politique se constitue autour de l'idée que les différentes organisations d'extrême-gauche ont abandonné le combat révolutionnaire et la violence politique.

Ce processus de construction identitaire se rapproche des concepts de « montée en conscience », de « montée en puissance », et de « polarisation » proposés par Eric Hirsch en 1990 [\[1\]](#). En effet, les six premiers mois de l'année 1977 correspondent à ce phénomène de « montée en conscience ». C'est durant cette période que le mouvement italien retentit à Paris et qu'une mythologie de l'Autonomie italienne commence à s'y construire. Durant ces premiers mois, seul le groupe *Camarades* fait référence à ce concept d'« Autonomie » qui apparaît alors en France comme quelque chose de nouveau. Marge et l'OCL ne s'identifient pas encore au mouvement autonome. Cependant, contrairement à la théorie d'Eric Hirsch, dans le cas de l'Autonomie française, la polarisation précède la montée en puissance. La

manifestation de Creys-Malville constitue l'évènement au cours duquel se constitue cette polarisation [2]. C'est la violence de masse générée par cette manifestation qui provoque la rupture avec les organisations d'extrême-gauche et entraîne durant l'été la création de groupes autonomes antinucléaires.

La naissance de cette identité politique entraîne immédiatement après la mort des prisonniers de la RAF la création d'une structure organisationnelle : l'Assemblée Parisienne des Groupes Autonomes (APGA). Trois tendances difficilement conciliables cohabitent à l'intérieur de cette structure : Camarades, l'Organisation Communiste Libertaire (OCL), et les « *désirants* » (rassemblés autour du groupe *Marge*). Les différents politiques font que l'APGA disparaît au printemps 1978 pour laisser la place à ces trois groupes concurrents.

Le mouvement autonome français atteint ensuite son apogée à l'occasion de la manifestation des sidérurgistes qui se déroule à Paris le 23 mars 1979. Je n'aborderai pas ici la question des limites du mouvement autonome et les raisons de son effondrement à partir du mois de mai de la même année. J'étudierai uniquement ici la dynamique qui le porte jusqu'à cette date-là : ce qui fait sa force et lui permet de se développer.

L'identité autonome

La force de l'Autonomie française réside probablement dans son identité, et plus précisément dans le caractère extrêmement flou de cette identité, puisque toutes sortes d'idéologies s'y croisent, du maoïsme à l'anarchisme individualiste. Cependant, malgré les antagonismes idéologiques qui y cohabitent, le mouvement autonome reste axé sur deux grands principes intangibles : l'autonomie par rapport à l'Etat, et l'autonomie par rapport au capitalisme. Ce sont ces deux principes qui assurent la cohérence et la cohésion du mouvement. L'autonomie par rapport à l'Etat sous-entend le refus des pratiques politiques encadrées par la loi (participations électorales, syndicalisme, associations déclarées en préfecture...). L'autonomie par rapport au capitalisme sous-entend le refus des rapports marchands, la pratique du vol, de l'expropriation, et de la gratuité.

Plus qu'une idéologie, l'Autonomie constitue avant tout un ensemble de pratiques. Parmi ces pratiques, on peut distinguer les actions publiques (autoréductions, squats, et émeutes) ou clandestines (hold-up, escroqueries, sabotages, et violence militaire). L'Autonomie est aussi une forme d'organisation. Chaque groupe est lui-même autonome par rapport à l'ensemble du mouvement. Les groupes autonomes des années 70 semblent avoir fonctionné le plus souvent de manière relativement démocratique. La démocratie directe est la règle, la démocratie représentative est l'exception. Ce principe n'empêche cependant pas les phénomènes de leadership et les comportements autoritaires. Yann Moulier-Boutang reconnaît ainsi aujourd'hui avoir joué un rôle de leader à Camarades [3]. Au groupe Marge, Jacques Lesage de la Haye, bien qu'anarchiste, défendait à l'époque la notion de « *chef de bande* » :

« Dans une bande il faut quelqu'un pour assurer la sécurité du groupe et ce quelqu'un sera forcément le plus capable, c'est-à-dire le plus rapide à assumer une situation. Mais ce dont je suis sûr, c'est que ce pouvoir est divisible, c'est-à-dire que chaque membre du groupe a la tranche du pouvoir qu'il prendra selon ses capacités à faire avancer l'ensemble. Je ne peux actuellement être contre la conception de chef provisoire par rapport à une situation répressive et dangereuse (par exemple Makhno et Durruti [4]). Mais dans beaucoup de ces groupes, les chefs varient selon la spécificité du moment (hold-up, fuite, procès). Le moment « chaud » passé, les chefs disparaissent de gré ou de force. » [5]

La violence des conflits entre autonomes est la marque des comportements autoritaires. Les désaccords internes semblent se régler souvent par la force. Les réunions en assemblée générale restent cependant le lieu officiel des prises de décision collectives. Les collectifs les plus organisés comme Camarades et l'Organisation Communiste Libertaire (OCL) fonctionnent parfois avec un système de délégation.

Un autre élément important de l'identité autonome est sa culture : jeune, urbaine, et occidentale, la culture autonome est intimement liée au mouvement punk, au rock alternatif, et à la culture « underground » qui se développe dans les squats des grandes villes.

Toutes ces caractéristiques font la force du mouvement autonome : une pratique radicale alliée à une forme de démocratie directe, une idéologie extrêmement souple, et une osmose culturelle avec une partie de la jeunesse. Cette identité est aussi la principale faiblesse de l'Autonomie française, qui reste avant tout un ghetto parisien : constitué essentiellement d'étudiants et de marginaux, le mouvement ne parvient pas à se développer dans le monde du travail. L'Autonomie française ne parvient à fédérer que deux collectifs de travailleurs : le collectif de la BNP et le Collectif des Travailleurs Mauriciens, qui ne réunissent à eux deux qu'une cinquantaine de personnes, au sein de Camarades. Ces deux collectifs ne semblent avoir duré que quelques mois. Au bout d'un an, la plupart des membres du collectif de la BNP quittent l'entreprise pour se mettre au chômage et habiter en squat [6]. C'est notamment le cas de Nathalie Ménigon, qui fait la rencontre de Jean-Marc Rouillan et s'engage ensuite dans l'action militaire clandestine au sein d'Action Directe. On peut donc parler d'une véritable « allergie » des autonomes au travail. On touche ici à la principale contradiction du mouvement. Par ses pratiques, l'Autonomie tend à la marginalité. Cette tendance l'empêche d'avoir un véritable enracinement dans la société, et donc de se développer. Par conséquent, son potentiel révolutionnaire semble condamné d'avance.

Pour revenir au concept de « montée en puissance » avancé par Eric Hirsch, dans le cas de l'Autonomie parisienne cette période de montée en puissance débute en août 1977 et prend fin en mars 1979. Mais au cours de cette période, l'Autonomie parisienne semble plus portée par une série d'évènements que par une véritable assise sociale. La seule assise sociale du mouvement parisien se cristallise sur deux terrains politiques particulièrement fragiles : d'une part le terrain universitaire, et d'autre part le terrain des squats. La fragilité de ces deux terrains tient essentiellement au caractère éphémère des situations sociales dont ils sont porteurs : la condition étudiante et la condition de squatter.

Le terme de « montée en puissance » pour la période août 1977 – mars 1979 est à relativiser. En effet, dès le mois d'avril 1978, l'Assemblée Parisienne des Groupes Autonomes (APGA) s'autodissout

du fait des profonds désaccords qui opposent Camarades, Marge, et l'OCL. Dès le printemps 1978, l'Autonomie parisienne, confrontée au caractère artificiel de son existence politique, est en crise. L'identité politique de l'Autonomie parisienne peut en effet être considérée comme « artificielle » dans le sens où, comme l'écrit l'OCL en 2004, elle est le produit de l'importation d'un modèle « plaqué » sur une réalité locale différente [7]. L'Autonomie parisienne semble s'être maintenue au cours de cette période au gré de l'actualité, entrecoupée par quelques initiatives plus ou moins spectaculaires. Ainsi, après la mobilisation contre l'extradition de l'avocat Klaus Croissant à l'automne 1977, un rassemblement est organisé à Strasbourg au mois de janvier contre l'espace judiciaire européen, puis une campagne d'autoréductions durant l'été 1978. A l'automne 1978, les autonomes parisiens semblent subitement préoccupés par l'agitation universitaire avant de prendre fait et cause au mois de mars 1979 pour les sidérurgistes.

Cette addition de différents axes de lutte ne peut se comprendre que dans la logique d'un affrontement global contre l'Etat et l'économie capitaliste. Contrairement au mouvement italien, les autonomes parisiens ne construisent pas d'assise sociale mais se contentent principalement de « suivre l'actualité » des luttes sociales, voire si cette actualité fait défaut, de créer un évènement éphémère pour pallier cette carence de l'actualité sociale. C'est ce qui fait ressembler l'Autonomie parisienne à une sorte de fuite en avant permanente où il s'agit coûte que coûte de surenchérir à tout prix dans la violence pour être à la hauteur de l'objectif révolutionnaire, objectif nécessitant à chaque fois de franchir une nouvelle étape et donc de passer à un niveau de violence supérieur. C'est ce processus qui aboutit à la création d'Action Directe au lendemain de la manifestation des sidérurgistes du 23 mars 1979.

La dimension communautaire

Si les relations entre les différents groupes autonomes sont particulièrement conflictuelles, la dimension communautaire des groupes de squatters permet cependant d'expliquer une certaine

cohésion à l'intérieur de ces groupes. Le mouvement autonome est en effet le seul courant politique dont une grande partie des membres vivent en communauté. Cet élément est particulièrement important car il transforme complètement la pratique militante. Contrairement aux autres militants, les autonomes qui vivent en squat sont mobilisables en permanence. Le mode de vie communautaire abolit la séparation entre vie privée et vie publique. Par certains aspects, si elle est couplée avec des pratiques autoritaires, cette forme d'organisation peut se rapprocher des structures de type totalitaire. Dans l'ensemble, le fonctionnement des squats autonomes semble cependant avoir été plus proche de l'anarchie que du totalitarisme, les personnes conservant de très larges libertés individuelles à l'intérieur de leur lieu d'habitation.

Outre leur forte capacité de mobilisation, les squatters autonomes sont également liés par des intérêts économiques qui dépassent la question du logement. Le squat autonome est en effet défini comme un lieu de mise en pratique du communisme, ce qui sous-entend une mise en commun des ressources. On peut cependant s'interroger sur la mise en pratique de ce principe. Dans quelle mesure les individus partagent-ils réellement leurs ressources financières ? Il y a en tous cas à l'intérieur de ces squats un partage des ressources alimentaires, comme l'atteste le fait de prendre ses repas en commun [8]. On peut supposer que le degré de partage a varié suivant les différents squats, mais la pratique collective des autoréductions induit nécessairement un partage à peu près égalitaire du butin. La question de la toxicomanie permet aussi de relativiser cette pratique du partage dans la mesure où elle tend à entraîner des comportements individualistes.

Le mode de vie communautaire modifie également le fonctionnement de ce qu'Erving Goffman appelle les « cadres de perception » des individus [9]. En effet, on peut penser que l'individu qui vit en communauté a tendance à percevoir le monde à travers le prisme de son groupe d'appartenance, c'est-à-dire à ne plus raisonner de manière individuelle mais surtout de manière collective. Il s'agit là du mode de raisonnement que l'on peut observer dans les groupes sectaires. Bien sûr, ce mode de raisonnement est relatif et il est rare

que des individus perdent totalement leur liberté individuelle dans leur manière de penser. Inversement, l'individu vivant en société est toujours lui aussi influencé par les personnes qui l'entourent. Mais incontestablement, le mode de vie communautaire entraîne un saut qualitatif dans la tendance à raisonner de manière collective. On peut donc parler d'un « cadre de perception communautaire » qui s'oppose à un « cadre de perception sociétal ».

Par certains aspects, le cadre de perception communautaire se rapproche de celui des forces politiques capables de contrôler aussi bien la vie professionnelle que la vie privée de leurs militants, comme ce put être le cas pour le Parti Communiste Français dans les années 50. En ce qui concerne les squatters autonomes, l'emprise de la communauté sur les individus est d'autant plus forte que la plupart de ceux-ci ne travaillent pas. On rejoindra donc ici Charles Tilly dans l'importance qu'il accorde au facteur de sociabilité dans l'engagement militant [10]. Aux concepts de sociabilité volontaire (*netness*) et de sociabilité professionnelle (*catness*) qu'avait proposé Tilly, il conviendrait d'ajouter celui de « sociabilité résidentielle ». La « sociabilité communautaire » pourrait ainsi être considérée comme une forme particulière de cette sociabilité résidentielle.

L'organisation de la mouvance autonome peut également être comparée à celle des organisations de type mafieuses. Au sens strict, la mouvance autonome ne peut pas être considérée comme une organisation mafieuse dans le sens où elle refuse d'infiltrer les structures institutionnelles. La mouvance autonome constitue cependant un réseau de délinquance - voire de banditisme - organisé. Cette délinquance organisée est revendiquée en particulier par Marge et les « Fossoyeurs du Vieux Monde ».

[1] Eric Hirsch, "Sacrifice for the Cause: Group Processes, Recruitment, and Commitment in a Student Social Movement", *American Sociological Review* n° 55-2, avril 1990, pp. 244-245.

[2] *L'Autonomie, le mouvement autonome en Italie et en France*, *Spartacus* n° B-90, mars 1978, p. 20.

[3] Entretien avec Yann Moulier-Boutang.

- [4] Makhno et Durruti : leaders anarchistes des révolutions russe et espagnole.
- [5] Jacques Lesage de la Haye, « Le mouvement Marge existe », in Jacques Desmaison et Bob Nadoulek, *Désobéissance civile et luttes autonomes*, *Alternatives* n° 5, Editions Librairies Alternatives et Parallèles, 1978, p. 114.
- [6] Entretien avec Alain Pajolat (collectif de la BNP).
- [7] Organisation Communiste Libertaire, « L'OCL, trente ans d'anarchisme révolutionnaire », <http://oclibertaire.free.fr/trenteans.html> , 2004.
- [8] Entretien avec Nicole Fontan (groupe Marge).
- [9] Cf. Erving Goffman, *Les Cadres de l'expérience* (1974), Minuit, 1991.
- [10] Cf. Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, Random House, 1978.

3/ Les limites de l'Autonomie française

La marginalisation

A Paris, en 1976, le principal collectif autonome de travailleurs est celui de la BNP. Ce collectif réussit à mener une grève qui dure deux mois et permet d'obtenir une cinquième semaine de congés payés. Pourtant, l'année suivante, les militants décident de quitter l'entreprise pour se mettre au chômage et aller vivre dans les squats parisiens. Cet exemple est révélateur de cette tendance de l'Autonomie à la marginalisation. On peut observer exactement le même phénomène chez les étudiants. Pour les autonomes, le chômage est la voie de la radicalité.

Les autonomes parisiens auraient pu tenter, comme l'a fait le mouvement alternatif, de populariser leur mode de vie dans les quartiers où ils étaient implantés. Mais ce n'était pas leur volonté. Les autonomes parisiens de la fin des années 70 sont dans une stratégie insurrectionnelle, ce qui là encore les marginalise. Le squat autonome ne semble être conçu ni comme un endroit à rendre confortable ni comme un lieu ouvert sur un quartier. Le squat autonome parisien semble plus être conçu comme une base insurrectionnelle, au sens militaire du terme. A ce sujet, une habitante du squat de la rue Raymond Losserand, dans le 14^e arrondissement, témoigne à propos de ce squat :

« Une fois il avait été mis à sac par des autonomes du squat de la rue Lahire (13^e) qui nous traitaient de squat bourgeois parce que pour eux un squat n'était pas une manière de se loger pour se rendre la vie plus agréable, c'était forcément des bastions militants : il n'y avait pas cette aspiration au bien-être. » [\[1\]](#)

Dans les faits, le squat autonome parisien est un endroit réservé à deux milieux très fermés : le milieu autonome et le milieu du rock alternatif.

La structure politique de l'extrême-gauche

Encore plus qu'en Italie, le mouvement autonome reste en France un mouvement générationnel regroupant quasi-exclusivement des

jeunes. Mais surtout, le mouvement français est plus un phénomène de mode qu'un mouvement reposant sur une véritable assise sociale. Alors qu'en Italie, le mouvement autonome est directement issu du mouvement ouvrier de 1969. La différence entre les deux mouvements est donc originelle. En Italie, il se situe dès le départ dans le prolongement d'un mouvement de masse. En France, il s'agit d'une initiative groupusculaire. Pourtant, en 1968, la France a été le seul pays du monde à être paralysé pendant plusieurs semaines par une grève générale sauvage. Le mouvement ouvrier de 1968 aurait pu en France être le prélude à un mouvement autonome de masse. Cela n'a pas été le cas et il convient donc d'en rechercher les raisons.

Dans la France de l'après-68, la Gauche Prolétarienne aurait pu être à l'origine d'un mouvement autonome de masse sur le modèle de Potere Operaio en Italie. Les deux organisations ont une existence concomitante (1969-1973) et des effectifs comparables, autour de 3 000 militants [2]. Mais si les militants de Potere Operaio se sont dissous dans l'Autonomie, Potere Operaio n'est pas à proprement parler à l'origine du mouvement autonome italien, dans le sens où les militants opéraïstes ont rejoint en 1973 un mouvement qui s'était formé indépendamment d'eux. La principale cause de la faiblesse originelle de l'Autonomie française ne réside donc pas dans la structure de l'extrême-gauche mais dans la faiblesse du mouvement ouvrier.

La force du mouvement ouvrier italien des années 70 peut s'expliquer par l'ampleur que prend la crise économique en Italie et qui, d'une certaine façon, rend la situation ingérable pour les autorités. La France, plus riche, est non seulement mieux armée pour affronter la crise, mais dispose en outre d'une importante main d'œuvre étrangère qui, de par son statut, peut difficilement se révolter. Les conditions économiques qui font apparaître le mouvement autonome en Italie au début des années 70 n'existent donc pas en France à la même époque. C'est la principale raison qui explique la faiblesse du mouvement français.

Mais au-delà des conditions économiques, il faut aussi s'interroger sur la structure de l'extrême-gauche française. Car en effet, au sein même de l'extrême-gauche, le mouvement autonome occupe en

France une position minoritaire : moins d'un militant sur dix contre un militant sur deux en Italie [3]. L'extrême-gauche française est dominée par le trotskisme. Dans l'extrême-gauche italienne, le trotskisme est un courant marginal. On a donc une situation inversée. On peut donc se demander pourquoi le trotskisme a une si grande importance en France et si peu en Italie.

Ce qui fait la spécificité de l'extrême-gauche italienne, c'est l'influence de l'opéraïsme, courant spécifiquement italien. Pour comprendre cette différence entre les deux pays, il convient de remonter aux années 60. C'est dans les années 60 que des courants à gauche des partis communistes officiels émergent un peu partout dans le monde. En France, passé la mode du maoïsme, ce sont surtout les courants trotskistes qui subsistent. Cette spécificité trotskiste de la France est ancienne, puisque c'est en France qu'a été fondée la IVe Internationale en 1938. Trotsky lui-même a d'ailleurs vécu pendant quatre ans en France : de 1914 à 1916 puis de 1933 à 1935 [4]. L'implantation du trotskisme en France a donc des raisons historiques qui n'existent pas en Italie (on voit mal d'ailleurs comment Trotsky aurait pu séjourner en Italie à l'époque de Mussolini).

Alors qu'une tendance trotskiste se développe en France dans les années 60 au sein de l'Union des Etudiants Communistes (UEC), l'opéraïsme fait son apparition à la même époque en Italie. Ce point est fondamental car l'opéraïsme a dans les années 70 une grande influence sur toute l'extrême-gauche italienne. La théorisation de l'autonomie ouvrière est d'ailleurs comprise dans l'opéraïsme. Le mouvement autonome en est la suite logique. Oreste Scalzone emploie d'ailleurs cette expression en parlant du courant opéraïste :

« L'Autonomie, on s'est jetés dedans comme un poisson à la mer ! » [5]

Ugo Tassinari explique ainsi l'origine du discours sur l'autonomie :

« En 1962, des ouvriers non-syndiqués de Turin accusent l'UIL d'être un syndicat jaune. Ces ouvriers sont des jeunes émigrés du sud de l'Italie. Ils attaquent le siège de l'UIL situé sur la Piazza Statuto. Le discours sur l'autonomie ouvrière et les luttes ouvrières non-contrôlées par les partis et les syndicats naît à la suite de cet évènement. » [6]

L'opéraïsme italien ne théorise donc pas l'autonomie ouvrière par hasard : il se fonde sur une réalité politique locale, à savoir l'autonomie en tant que pratique de lutte des ouvriers italiens. Cette radicalité des ouvriers italiens peut s'expliquer par la fragilité économique de l'Italie et par la dureté des conditions de vie qui en découlent.

Les divergences

Au-delà des limites liées à la situation française, les autonomes se heurtent en France à des limites organisationnelles. Les autonomes parisiens se montrent en effet incapables de se fédérer de manière durable. L'Assemblée Parisienne des Groupes Autonomes (APGA) éclate ainsi en avril 1978 après seulement cinq mois d'existence. Il semble que les divergences idéologiques entre les militants de Marge et ceux de Camarades n'aient pas permis à ces deux groupes de cohabiter dans une même structure. Jacques Le Sage de La Haye, leader de Marge, explique ainsi à propos des militants de Camarades :

« Ils discutaient pas : ils vociféraient, ils te laissaient pas parler, si tu disais quelque chose qu'allait pas dans leur sens c'était terrifiant ! C'était un rouleau compresseur de eux, c'était vraiment incroyable ! » [\[7\]](#)

Et de son côté, Alain Pojolat, militant de Camarades, affirme à propos des membres de Marge :

« L'Autonomie désirante, nous on n'est pas du tout branché là-dessus, pas du tout. Ils nous font chier plutôt qu'autre chose. C'est eux qui sabotent le meeting de la Mutualité. Je pense qu'on doit beaucoup le sabotage du projet autonome à l'irresponsabilité de certains. C'est mai 68 qui est pas encore fini : on pique sa crise d'adolescence, on se croit obligé de mettre son ego devant tout le monde ! Donc il y avait un abus de la démocratie qui était invraisemblable ! Quand il y a une AG qui doit prendre des décisions par rapport à des événements importants comme la répression qui vient d'être en Europe ou le soutien à des luttes de salariés, des choses comme ça, des choses qui auraient pu vraiment faire en sorte que les autonomes soient aussi un peu une référence politique... Donc ce meeting à la Mutualité a été totalement saboté par des comportements individuels de mecs qui se croyaient autorisés... Qui font un happening ! Il y en avait, ils faisaient n'importe quoi : un numéro de cirque et tout ! Donc après ça s'énerve : il y a eu des baffes de distribuées... C'était un peu n'importe quoi. Moi je trouve : une

irresponsabilité collective grave. C'est bien beau de remettre en cause les organisations au fonctionnement organisé et centralisé et tout ça, mais si c'est pour que les gens ne tiennent pas un minimum de discipline pour s'accepter dans leur diversité, s'écouter, et prendre les décisions politiques, c'est pas la peine ! Moi j'aurais été pour la bolchevisation de l'Autonomie. » [8]

A la différence de leurs homologues italiens, les désirants français s'inscrivent clairement dans la tradition du mouvement anarchiste, difficilement compatible avec le léninisme de Camarades.

L'explosion

Mais la limite décisive qui va se révéler fatale à l'Autonomie française réside probablement dans le rôle moteur joué par la tendance représentée par Yann Moulier-Boutang. A partir de 1979, les négristes abandonnent en effet brutalement le mouvement autonome pour se rapprocher progressivement du mouvement alternatif [9]. L'autodissolution de Camarades entraîne subitement l'effondrement du mouvement parisien et par ricochet l'autodissolution de Marge et du groupe parisien de l'OCL.

Mais derrière cet aspect organisationnel, ce sont des questions idéologiques qui sous-tendent l'autodissolution de l'Autonomie parisienne. Ces questions idéologiques tournent autour du rapport à la violence politique et séparent le mouvement autonome en deux tendances. La première tendance (autour de Yann Moulier-Boutang, Jacques Lesage de la Haye, et des militants de l'OCL) considère que la violence politique doit être l'expression du mouvement social. La seconde tendance (qui va créer Action Directe) considère que la logique de la violence politique a sa propre autonomie par rapport au mouvement social. Ces deux tendances ne cohabitent à l'intérieur du mouvement autonome que parce que les « mouvementistes » considèrent que la conjoncture sociale est favorable à l'usage de la violence. La vague d'arrestations qui a lieu en Italie en avril 1979 modifie subitement la perception qu'ont ces militants de la conjoncture politique et leur fait brutalement abandonner la violence politique.

La militarisation

La création d'Action Directe est l'objet de différentes interprétations.

En 1997, Action Directe s'est présentée comme issue d'une « coordination politico-militaire interne au mouvement autonome », créée en 1977, et ayant notamment revendiqués des attentats au nom du « CARLOS » (Coordination Autonome Radicalement en Lutte Ouverte contre la Société) [10]. Dans une brochure publiée en 2005, le Collectif Ephémère apporte une version des faits plus nuancée [11]. En effet, d'après ce collectif, une scission aurait eu lieu au sein du CARLOS à la fin de l'été 1978. Dans cette scission, on retrouve là aussi le clivage entre mouvementistes et militaristes. D'après le Collectif Ephémère, Action Directe ne serait donc que le produit de la tendance militariste du CARLOS. On peut donc dire que le projet de création d'AD date de septembre 1978. Pourtant, le premier attentat officiellement revendiqué par AD n'a lieu que le 1^{er} mai 1979 (mitrailage du siège du CNPF). Entre ces deux dates, on peut supposer que des discussions ont eu lieu entre les militants sur le projet de création de cette nouvelle organisation rassemblant une cinquantaine d'autonomes de Paris, Toulouse, et Montpellier [12]. D'après Action Directe, la création de la nouvelle organisation n'aurait été formellement décidée qu' « au cours de l'hiver 1978-1979 » [13]. Le nom de l'organisation semble avoir été l'objet de désaccords comme l'attestent les deux attentats revendiqués « OAD » (Organisation Action Directe) en mars 1979 et mars 1980 [14].

A l'opposé de la constitution d'Action Directe, les militants réunis autour de Yann Moulier-Boutang s'engagent dans le CINEL (Centre d'Initiatives pour de Nouveaux Espaces de Liberté) créé par Félix Guattari. A cette étape, l'évolution du mouvement autonome confirme le modèle de Koopmans, avec un double processus d'institutionnalisation (sous la forme du mouvement alternatif) et de radicalisation (sous la forme d'Action Directe). Cette évolution valide également la théorie de Sabine Karstedt-Henke sur le rôle de la répression dans ce processus. Ce rôle joué par la répression est particulièrement flagrant en ce qui concerne l'évolution de la tendance représentée par Yann Moulier.

Le rôle joué par la répression est cependant beaucoup plus discutable en ce qui concerne la création d'Action Directe. Il est

probable que les fondateurs d'Action Directe aient été eux aussi particulièrement influencés par l'évolution de la situation politique italienne et se soient en partie inspirés des groupes armés italiens. Il faut cependant relativiser la part de radicalisation contenue dans la création d'AD. En effet, comparé à l'assassinat de Jean-Antoine Tramoni revendiqué par les NAPAP en mars 1977, les débuts d'Action Directe représentent une baisse du niveau de violence, puisqu'AD ne fait alors que des dégâts matériels. Le premier meurtre revendiqué par Action Directe n'a lieu qu'en avril 1981, lorsqu'un policier est abattu au cours d'un hold-up à la BNP de la place des Ternes [15]. Le processus de radicalisation représentée par la création d'Action Directe ne réside donc pas dans un accroissement du niveau de violence mais dans la militarisation organisationnelle qu'il sous-tend. Mais là encore, rien n'indique qu'Action Directe ait eu un fonctionnement plus militarisé que celui des NAPAP. On peut même supposer le contraire si l'on prend en compte l'origine idéologique de leurs militants, issus du maoïsme pour ce qui est des NAPAP, mais issus également de l'anarchisme en ce qui concerne les militants d'Action Directe.

Par contre, Action Directe semble représenter une forme de militarisation si on la compare au fonctionnement manifestement beaucoup plus informel du CARLOS [16]. Si on resitue le CARLOS dans la filiation des NAPAP et des Brigades Internationales (qui avaient assassiné deux diplomates sud-américains en 1974 et 1976), le CARLOS (qui n'a occasionné que des dégâts matériels) représente une forme de démilitarisation. Cet élément est important car il prouve que le mouvement autonome ne tend pas nécessairement à l'accroissement de la violence, comme le résume le Collectif Ephémère en parlant des groupes qui refusent de rejoindre Action Directe après avoir participé au CARLOS :

« Ils sont conscients que ce n'est pas en tuant des tenants du capital qu'un contre-pouvoir peut gagner du terrain et faire lever un mouvement social. Le capital se fout que l'un de ses serviteurs soit exécuté. Pour lui, les hommes ne comptent pas, mais par contre le sabotage de l'outil de travail qui bloque la production lui fait perdre du temps et de l'argent. Une transformation sociale ne peut reposer sur la seule utilisation des armes et des explosifs. La

lutte armée ou les actions armées ne sont pas une finalité, les formes d'intervention sont multiples et variées. Créer une armée, qu'elle soit rouge ou noire, induit une clandestinité permanente et le repli sur cette seule forme de lutte. » [17]

[1] Entretien avec Cécile (pseudonyme, Comité de Soutien aux Prisonniers de la Fraction Armée Rouge).

[2] Les différentes personnes que j'ai interrogées estiment les effectifs de la Gauche Prolétarienne à entre 1000 et 3000 militants. D'après Oreste Scalzone, Potere Operaio comptait en 1971 environ 3000 adhérents dont 1000 militants. Diego Giachetti et Marco Scavino estiment cependant les effectifs de Potere Operaio à 10 000 militants. Cf. Diego Giachetti et Marco Scavino, *La Fiat aux mains des ouvriers, L'automne chaud de 1969 à Turin*, Les Nuits rouges, 2005, p. 299.

[3] Entretiens avec Thierry (pseudonyme d'un anarchiste parisien) et Ugo Tassinari (Collectif Autonome Universitaire de Naples).

[4] Serge Cosseron, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Larousse, 2007, p. 249.

[5] Entretien avec Oreste Scalzone (leader de Potere Operaio).

[6] Entretien avec Ugo Tassinari (Collectif Autonome Universitaire de Naples).

[7] Entretien avec Jacques Le Sage de la Haye et Nicole Fontan (Marge).

[8] Entretien avec Alain Pajolat (collectif de la BNP).

[9] Mouvement alternatif : terme utilisé depuis le début des années 80 pour désigner au sein de la gauche un ensemble de courants politiques et de mouvements sociaux ayant en commun de se reconnaître dans la désobéissance civile. Le terme désigne aussi bien les Verts que les négristes, les mouvements pacifistes, et une partie du mouvement des squats. Le mouvement alternatif se distingue du mouvement autonome par une démarche citoyenne qui refuse généralement le recours à la violence. Cf. Christophe Bourseiller, « La Révolution alternative », *Les Ennemis du système, enquête sur les mouvements extrémistes en France*, Robert Laffont, 1989.

[10] Action Directe, « Eléments chronologiques », *Textes de prison 1992-1997*, Jargon Libre, 1997, p. 3.

[11] Collectif Ephémère, *Retour sur les années de brasse, les groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, CRAS, 2005.

[12] Entretien avec Stéphane (pseudonyme d'un squatter de Belleville).

[13] Action Directe, op. cit.

[14] Philippe Madelin, *La galaxie terroriste*, Plon, 1986, p. 97.

[15] Action Directe, op. cit., p. 5.

[16] Collectif Ephémère, op. cit.

[17] Ibid., p. 18.

4/ La décomposition de la mouvance française (1979-1984)

L'effondrement

A partir de 1980, la mouvance autonome entre en France dans une longue phase de décomposition. Le mouvement issu de d'ores et déjà éclaté. Certains s'engagent dans la lutte armée, au sein d'Action Directe. Camarades n'existe plus. Parmi les militants qui en sont issus, d'autres suivent Yann Moulier dans le mouvement alternatif. A l'OCL, le groupe parisien quitte l'organisation et évolue vers l'anarcho-syndicalisme. Les membres de Marge se dispersent au même moment. Il ne reste donc plus grand chose de l'Autonomie parisienne. La mouvance des années 80 ne se réduit presque plus qu'à un ensemble de squats. A l'exception des militants d'Action Directe, la plupart de ceux qui sont issus du mouvement de 1977 quittent le mouvement à cette époque.

Cependant, on peut voir apparaître au même moment une seconde génération d'autonomes qui émerge des lycées et ouvre progressivement de nouveaux squats dans les quartiers de Belleville et de Ménilmontant. La mouvance du début des années 80 semble rassembler environ 200 personnes qui habitent ou fréquentent ces squats autonomes. Les concerts punks et les émeutes sont les principales activités. La mouvance se caractérise surtout par « *une culture de la violence systématique* » [1].

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir et l'effondrement du mouvement social, le mouvement autonome semble condamné à disparaître. La mouvance survit cependant sous une forme groupusculaire jusque dans les années 90 [2]. Elle ne disparaît pas mais se décompose, c'est-à-dire qu'elle se disperse et tend à rassembler de moins en moins d'individus (probablement entre une cinquantaine et une centaine de personnes à la fin des années 80). C'est le processus de cette décomposition qu'on étudiera en se concentrant sur la période comprise entre 1979 et 1984, ce processus semblant s'achever à cette date-là.

L'autodestruction

La « décomposition » d'un mouvement social et politique ne se limite pas à une simple baisse des effectifs. Le terme de décomposition sous-entend non seulement l'idée de dispersion, mais aussi celle de « pourrissement », de « dégénérescence ». La métaphore est donc biologique : on peut comparer la mouvance à un organisme dont les cellules sont en train de mourir. En poussant l'analyse au niveau des individus qui composent la mouvance, on peut constater que les différents témoignages convergent pour dire que beaucoup d'autonomes sont morts à cette époque :

« Le problème des totos, c'est qu'ils ont disparu ! Ils ont réellement disparu : beaucoup sont morts ! Ils sont morts ou ont disparu ! »

(Stéphane, squatter de Belleville)

« Il y a eu des disparitions... Il y a eu des morts... Il y a eu de la drogue... Il y a eu des morts violentes aussi... Marie a été assassinée par exemple... Quelques années plus tard, il y a Walter Jones qui s'est suicidé. Il y a un autre qui a dû se suicider aussi... Il y a quand même un taux important de mortalité, ça c'est clair... C'est des gens qui sont morts jeunes ! Maladies, suicide, assassinat... Enfin, toutes les morts quoi ! »
(Nicole Fontan, Marge)

Cinq cas de mort violente peuvent être identifiés précisément au cours des années 80 : trois meurtres, un mort au cours d'une émeute (Alain Bégrand, à l'université de Jussieu, le 13 mai 1980), et un suicide (Walter Jones, ancien membre du groupe Marge). Les trois meurtres ont chacun des causes différentes : le premier résulte d'une fusillade lors d'un hold-up (30 mai 1980), le second est dû à un règlement de comptes entre autonomes (Patrick Rebtholz, le 12 décembre 1982), le troisième est une affaire privée (Marie, ancienne membre du groupe Marge). Sur les cinq morts, on a donc trois cas de violence politique et deux affaires privées.

Plus précisément, la décomposition de la mouvance relève de l'autodestruction. Cette « autodestruction » est à la fois sociale et biologique. On peut parler d'autodestruction sociale au sens où d'une part les individus passent de plus en plus de temps à s'affronter entre eux et où, d'autre part, une partie de ces individus se clochardisent, évoluent vers un parcours psychiatrique, ou se suicident [3]. On peut

parler de dépérissement biologique au sens où le taux de mortalité naturelle bat des records exceptionnels pour une population dont les individus sont à peu près tous âgés d'une vingtaine d'années. Cette mortalité naturelle exceptionnelle s'explique par les comportements toxicomanes (alcoolisme et consommation d'héroïne en particulier) [4]. La clochardisation, la toxicomanie, les parcours psychiatriques et les suicides sont la conséquence de l'impasse sociale dans laquelle se situent les autonomes. Mais la question des affrontements internes est plus complexe.

Lorsque des individus se rassemblent dans un groupe social pour une raison précise, chacun accepte de s'entendre un minimum avec les autres membres du groupe. Mais lorsque disparaît la raison pour laquelle ces individus se sont regroupés, les conflits internes priment sur la cohésion du groupe : les individus ont tendance à se séparer et le groupe tend lui aussi à disparaître. Mais deux problèmes se posent alors : d'une part les modalités de la séparation, et d'autre part le problème de la tension qui peut exister avec la tendance du groupe à la cohésion.

Concernant les modalités de la séparation, on peut constater qu'il arrive parfois que des individus qui s'étaient regroupés pour une raison ou pour une autre se séparent de manière cordiale. Mais lorsque cette séparation recouvre un enjeu particulier, elle prend souvent la forme d'un conflit. C'est généralement le cas lorsqu'une scission se produit dans un parti politique : deux tendances s'affrontent par exemple pour conserver les locaux, la trésorerie, ou le nom du parti. Ce type de conflit peut se résoudre devant les tribunaux. De par son caractère extralégal, la chose est impossible pour un groupe autonome. La « *culture de la violence systématique* », pour reprendre l'expression d'un autonome, fait que la séparation entre les individus prend facilement chez les autonomes la forme d'un conflit violent.

Mais la tendance du mouvement à la cohésion ralentit le processus de décomposition, et fait que celui-ci dure plusieurs années. La tendance à la cohésion s'explique par des liens de solidarité et de convivialité. Les autonomes parisiens se reconnaissent entre eux et fréquentent les mêmes endroits. Ils se croisent chaque semaine dans

les concerts punk. Le fait d'habiter un même squat et de s'organiser collectivement pour voler dans les supermarchés ou pour rentrer en force dans les salles de concert entraîne une solidarité de fait entre les individus[5]. La force de cette cohésion interne fait que la mouvance autonome survit jusque dans les années 90. Mais la tendance à la séparation fait aussi que les individus sont de moins en moins nombreux et que les groupes se divisent et s'affrontent violemment.

Des différents d'ordre idéologique se superposent à ces divisions. Au début des années 80, la mouvance parisienne se compose de trois tendances : les alternatifs, les « *pro-Action Directe* » (les autonomes au sens strict), et les situationnistes. Les autonomes accusent les alternatifs de réformisme et les situationnistes accusent la tendance *pro-Action Directe* d'« *alternativisme* » [6]. L'escalade dans la violence aboutit en décembre 1982 à la mort de Patrick Rebtholz, qui est abattu d'une balle de revolver en attaquant le squat de la rue des Cascades.

Le témoignage de Bertrand illustre bien ce phénomène de dégénérescence de la mouvance :

« On a tous reproduit le mythe que la violence et l'illégalité pouvaient changer les choses, à partir des exemples du Pays basque et d'Amérique du Sud. L'Autonomie s'est complètement coupée de la réalité sociale en se focalisant sur la violence. C'était la violence pour la violence, même plus pour des raisons politiques mais seulement pour s'affirmer. Sur les squats où on était, pour la plupart on se réclamait même plus de l'Autonomie. Chaque groupe surenchérisait dans la violence pour intimider les autres. Dans les squats, la violence contre l'extérieur était rare : c'était surtout des bagarres à l'intérieur du squat. Dans le squat de la rue Piat, il n'y avait pas une nuit sans bagarre : surtout des disputes de couples... Le matin, il y avait du sang sur les murs... »

Un autre élément à prendre en compte est le phénomène de *turn-over* qu'on ne peut pas mesurer ici précisément mais dont on peut supposer qu'il contrecarre partiellement la décomposition de la mouvance. En effet, compte tenu de l'ouverture de la mouvance, on peut supposer que le renouvellement des effectifs se poursuit même durant la période de décomposition. A cet égard, la mouvance possède deux entrées : le milieu étudiant et le milieu du rock alternatif. Même au début des années 80, il existe encore un collectif autonome étudiant

implanté à l'université de Tolbiac [7].

Teppisme et dépolitisation

La décomposition de la mouvance se caractérise aussi par un phénomène de dépolitisation qui reflète bien la dépolitisation générale de la société française des années 80. En octobre 1978, *Le Nouvel Observateur* invente le terme de « *Bof Génération* » pour désigner la génération des 13-17 ans de l'époque [8]. Cette enquête menée alors en partenariat avec la Sofres est l'occasion pour le journal de découvrir, dix ans après 1968, la dépolitisation de la jeunesse. Le fait de vivre en marge de la société n'empêche pas les autonomes d'être influencés par cette société, et d'être eux aussi touchés par ce phénomène de dépolitisation.

La dépolitisation du mouvement autonome a aussi cependant des origines d'ordre idéologique. En effet, la théorisation de l'illégalisme révolutionnaire tend à prôner le développement de pratiques illégales au détriment du discours politique. En pratiquant le banditisme révolutionnaire, les autonomes renouent avec la tradition de la bande à Bonnot et des « anarchistes-expropriateurs » argentins de l'entre-deux-guerres. Le banditisme révolutionnaire est à nouveau théorisé par les situationnistes italiens en 1969 [9]. Il est pratiqué en Espagne par le MIL (Mouvement Ibérique de Libération, dont fait partie Jean-Marc Rouillan) à partir de 1972. Le MIL associe alors une pensée d'ultra-gauche (c'est-à-dire se référant au communisme de conseils) à une pratique autonome. A travers le parcours de Jean-Marc Rouillan au sein du MIL, puis des GARI (Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste), et enfin d'Action Directe, on peut observer une forme de banditisme révolutionnaire qui évolue de l'ultra-gauche à l'Autonomie, puis de l'Autonomie à l'anti-impérialisme. Mais la pratique du vol à main armée reste, tant chez le MIL, les GARI, ou Action Directe (AD), une pratique politique. L'action du MIL, des GARI, et d'AD, ne se limite pas au banditisme. Elle s'accompagne d'un discours politique. Elle s'accompagne aussi en outre d'activités plus spécifiquement politiques : activité éditoriale dans le cas du MIL, attentats dans le cas des GARI et d'Action Directe.

Mais progressivement, on voit apparaître dans beaucoup de groupes autonomes l'idée que ces formes d'illégalisme se suffisent à elles-mêmes : qu'elles n'ont plus besoin d'être accompagnées d'un discours politique. Ce phénomène peut s'observer tant en France qu'en Italie [\[10\]](#) et concerne aussi bien la pratique du squat que l'escroquerie (fabrication de faux chéquiers ou de faux billets de train), les autoréductions, le vol dans les supermarchés, ou le hold-up. Dans ces conditions, il devient difficile de distinguer un groupe autonome d'une simple association de malfaiteurs. Cette dépolitisation est théorisée comme un « dépassement de la politique », voire comme une « fin de la politique ». Le mouvement autonome devient alors un objet de confusion permanente où les protagonistes ne semblent plus savoir eux-mêmes si leurs activités relèvent de la politique ou de la simple délinquance. La frontière entre délinquance et politique a disparu, et d'une certaine manière le mouvement autonome pourrait être défini comme une fusion des deux. Cette fusion de la délinquance et de la politique rend parfois le mouvement autonome invisible, à tel point que beaucoup en concluent à sa disparition. Le mouvement autonome aurait pu réellement disparaître dans la délinquance apolitique s'il n'avait pas été alimenté par la permanence d'un discours politique, de plus en plus faible, mais malgré tout persistant même à la fin des années 80 [\[11\]](#).

Un autre aspect de la dépolitisation du mouvement autonome relève plus de la sphère culturelle, avec un mélange avec le mouvement punk. Bruno note à ce sujet :

« Jusqu'en 1984, il n'y avait pas de salles de concerts à Paris. Les groupes qui voulaient jouer venaient dans les squats. Les squats étaient les seuls endroits où il y avait des concerts. Dans cette période-là, les mouvements autonome et punk sont complètement imbriqués. Ça voulait aussi dire tout le monde avec une crête. Mais les gens qui étaient complètement punks n'étaient pas non plus dans ce milieu politique. Mais tous les gens qui étaient squatters, autonomes, étaient un petit peu punk. C'était deux trucs qui allaient de pair mais c'était pas une mode comme maintenant : c'était pas un uniforme, tu pouvais être punk et être habillé comme tout le monde, c'était une mentalité à l'époque. » [\[12\]](#)

Cette dimension culturelle du mouvement autonome n'est cependant pas nécessairement dépolitisante, comme le remarque Stéphane :

« Il y avait pas un concert qui donnait pas un truc politique. C'était de la musique contre les flics, contre l'armée, contre la prison, contre les patrons... » [\[13\]](#)

Le témoignage de Stéphane, qui faisait partie de la tendance post-situationniste [\[14\]](#), tend à expliquer la dépolitisation de la mouvance par un rejet des idéologies :

« On était vachement anti-organisations idéologiques, c'est sûr et certain : on aimait pas ça, on se méfiait vachement. D'ailleurs, on s'est peut-être trop méfiés, on s'est peut-être pas assez posés la question de l'organisation. Du coup, c'est sûr, il reste plus rien de l'Autonomie : rien, des individus ! De pensée, de structure, ou même d'histoire, il ne reste rien ! La mode était à pas signer... Ca c'était aussi les situs qu'avaient mis ça : un mélange de trucs comme ça, avec l'histoire éphémère, surtout pas se laisser accrocher par une récupération possible... »

Cette posture qui se présente comme « anti-idéologique » est la marque de l'idéologie post-situationniste qui caractérise le courant représenté notamment par les « Fossoyeurs du Vieux Monde » et « Os Cangaceiros ». L'Internationale Situationniste, fondé en 1957 par Guy Debord, est un groupe conseilliste, donc à la fois marxiste, communiste, anti-léniniste, et se référant à la démocratie directe et aux principes autogestionnaires des conseils ouvriers. Les situationnistes se distinguent des autres groupes conseillistes (comme notamment *Socialisme ou Barbarie*, dans les années 60) par une philosophie hédoniste et libertaire prônant l'abolition de la séparation entre travail et loisirs et accordant une grande importance à l'expression individuelle et à la dimension culturelle de la révolution. D'après Laurent Chollet, le passage du situationnisme au banditisme révolutionnaire doit être recherché dans le concept de « *teppisme* ». Ce néologisme français provient de l'italien « *teppismo* » qui est traduit en français par « banditisme » mais qui est également défini comme « l'action des « *teppisti* » (les « voyous », les « vandales »). « *Teppismo* » peut donc désigner n'importe quelle forme de délinquance. Pour Laurent Chollet,

« Le teppisme englobe dans un « confusionnisme éclairé » tout à fait volontaire les actes de délinquance ou de vandalisme politisés ou non. »

[15]

D'après Laurent Chollet, ce concept de teppisme provient d'un groupe situationniste italien, l'Organizzazione Consigliare, fondé à Turin en 1969, dont la ligne politique peut être résumé par le slogan « *Contre le capital, lutte criminelle* », et qui donne naissance en 1971 au groupe « Comontismo » (autodissout en 1972). L'un des textes édité par l'Organizzazione Consigliare, *Thèses sur le crime*, est reproduit en français en avril 1979 dans le numéro 2 des *Fossoyeurs du vieux monde*.

Un autre texte joue un rôle important dans l'origine idéologique de ce processus de dépolitisation : *Le Militantisme, stade suprême de l'aliénation*. La trajectoire de ses auteurs, Yann-Ber Tillenon et Dominique Blanc, représente un exemple extrême de confusion politique. Yann-Ber Tillenon et Dominique Blanc militent à partir de 1970 à la section jeunes du PSU, l'Organisation des Jeunes Travailleurs Révolutionnaires (OJTR). Très rapidement, l'OJTR est radicalement influencé par les thèses situationnistes. *Le Militantisme, stade suprême de l'aliénation* est publié en 1972 par l'OJTR dans la perspective de l'autodissolution de l'organisation (l'Internationale Situationniste s'autodissout d'ailleurs elle aussi la même année). L'autodissolution de l'OJTR aboutit donc à la création d'un groupe d'ultra-gauche (se référant au communisme de conseils) : « les Amis de Quatre Millions de Jeunes Travailleurs » (AQMJT). A partir de 1974, les AQMJT se rapprochent de La Vieille Taupe, un autre groupe d'ultra-gauche. Puis, à partir de 1977, les AQMJT participent au mouvement autonome.

A la même époque, certains militants d'ultra-gauche commencent à développer des thèses négationnistes, niant l'existence des chambres à gaz dans les camps d'extermination nazis. Certains d'entre eux, comme Yann-Ber Tillenon et Dominique Blanc, participent au mouvement autonome. Cette évolution idéologique trouve son origine dans le rejet de l'antifascisme qui caractérise l'ultra-gauche. L'ultra-gauche considère en effet l'antifascisme comme une idéologie bourgeoise, le fascisme ne devant être combattu que sur des bases

prolétariennes. C'est à partir de ce rejet de l'antifascisme que se fonde le négationnisme d'ultra-gauche, en s'appuyant sur un présupposé marxiste selon lequel le capital ne pourrait pas tuer des prolétaires sans chercher à les faire travailler. Après s'être engagés en 1979 dans le soutien à Robert Faurisson [16], Yann-Ber Tillenon et Dominique Blanc vont évoluer vers des positions clairement judéophobes avant d'abandonner la mouvance autonome au début des années 80 pour rejoindre l'extrême-droite dans la décennie suivante.

Au-delà de la confusion politique que révèle la trajectoire politique de ses auteurs, *Le Militantisme, stade suprême de l'aliénation* a laissé des traces profondes dans la mouvance autonome puisqu'à partir du début des années 80 le rejet du militantisme constitue l'axe politique majeure de la mouvance. Dans ce rejet du militantisme, il y a à l'origine la volonté situationniste d'abolir la séparation entre la politique et la vie quotidienne en participant à la lutte de classe sur la base de ses propres besoins. C'est sur ce principe que se fonde le teppisme en l'axant sur la délinquance et le banditisme. En 1983, la revue *La Banquise* résume l'impasse dans laquelle se trouvent les autonomes :

« La volonté de refuser le vieux monde dans tous les moments de la vie, isolée d'un mouvement social, verse inmanquablement dans la marge plus ou moins clochardisée ou le terrorisme, ou dans leur synthèse : la délinquance à justification politique. S'il est exact que la politique et le militantisme se nourrissent de théorie dégradée en idéologie, le refus pur et simple de la théorie revient à se perdre dans l'immédiat, c'est-à-dire à se soumettre au capital qui l'organise, ou à mourir. » [17]

Le processus de décomposition de la mouvance autonome parisienne prend fin en 1984. A cette date, Action Directe rompt avec la mouvance pour évoluer vers des positions anti-impérialistes qui la rapproche de la RAF. Parallèlement, la mouvance s'inscrit dans une nouvelle dynamique, avec le mouvement des radios libres, qui lui permettra de survivre dans les années ultérieures.

[1] Entretien avec Bruno (Collectif Prolétaire Territorial).

[2] Avec notamment la revue *Quilombo* (1988-1993) et le Réseau Autonome Parisien (RAP) créé en 1990.

- [3] Entretien avec Nicole Fontan (groupe Marge) et Bertrand (pseudonyme d'un squatter de Belleville).
- [4] Entretien avec Stéphane et Bertrand (pseudonymes de squatters de Belleville).
- [5] Entretien avec Bruno (Collectif Prolétaire Territorial).
- [6] Entretien avec Bertrand (squatter de Belleville).
- [7] Le Collectif Autonome de Tolbiac (CAT) édite à l'époque le journal *CAT Pages*.
- [8] Josette Alia, Marie Muller et Alain Chouffan, « La Bof Génération », *Le Nouvel Observateur* n° 727, 16 octobre 1978. Enquête menée en partenariat avec la Sofres auprès des jeunes âgés de 13 à 17 ans.
- [9] Laurent Chollet, *L'Insurrection situationniste*, Dagorno, 2000, p. 228.
- [10] Entretien avec Ugo Tassinari (Collectif Autonome Universitaire de Naples).
- [11] Voir notamment la revue *Rebelles* (mensuel de l'Alliance des Prisonniers En Lutte, 1981-1993) et les journaux *Les Fossoyeurs du vieux monde* et *Os Cangaceiros*.
- [12] Entretien avec Bruno (Collectif Prolétaire Territorial).
- [13] Entretien avec Stéphane (squatter de Belleville).
- [14] Cf. Jean-François Martos, *Histoire de l'Internationale Situationniste*, Ivrea, 1995 ; Christophe Bourseiller, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Denoël, 2003.
- [15] Laurent Chollet, *L'Insurrection situationniste*, Dagorno, 2000, p. 228.
- [16] Principal théoricien du négationnisme en France.
- [17] « Le roman de nos origines », *La Banquise* n° 2, 1983, cité dans Laurent Chollet, op. cit., p. 239.

CONCLUSION

L'Autonomie italienne prend sa source dans le mouvement ouvrier des années 60, à travers le débordement des syndicats par les jeunes OS venus des campagnes méridionales et leur organisation en comités de quartier dans les luttes du logement. L'implication des militants d'extrême-gauche dans ce mouvement social l'a transformé en mouvement politique à partir de 1973. D'inspiration léniniste, l'Autonomie italienne est un mouvement révolutionnaire dont la pratique rompt paradoxalement de manière radicale avec le léninisme, en laissant s'organiser une forme de démocratie directe dans des collectifs de base. L'Autonomie italienne peut donc être interprétée à la fois comme la fin du léninisme et comme une ultime tentative de sauver le léninisme.

Avec le mouvement des autoréductions, les autonomes ont construit une forme inédite de contre-pouvoir dans les grandes villes italiennes qui a mis en péril l'ordre établi. L'Autonomie italienne est restée cependant l'expression d'un contexte particulier : celle de la restructuration économique de l'Italie des années 70. L'Autonomie italienne est restée également un mouvement minoritaire. En terme d'effectifs, elle n'a pas été capable de se hisser à la hauteur du Parti Communiste. Cette faiblesse s'explique en particulier par son caractère générationnel. En délaissant les luttes sur les lieux de travail, l'Autonomie italienne a également délaissé le principal terrain sur lequel elle représentait un danger révolutionnaire. En choisissant la voie de la militarisation, elle s'est condamnée elle-même à l'isolement et à la défaite. Les autonomes français, quant à eux, sont l'expression de la décomposition de l'extrême-gauche. En cherchant à imiter leurs homologues italiens, ils ont reproduit les mêmes erreurs.

L'évolution du mouvement autonome confirme le modèle théorique

proposé par Ruud Koopmans. On retrouve en effet les trois phases d'innovation, de massification, et de radicalisation. On retrouve également le processus d'institutionnalisation à travers le parcours des militants négristes. Ce processus d'institutionnalisation correspond au modèle de Koopmans dans le cas français, mais pas dans le cas italien. Dans le cas italien, ce processus d'institutionnalisation est postérieur à la répression.

En ce qui concerne le rôle des autorités dans ce double processus de radicalisation et d'institutionnalisation, il y a aussi une différence entre l'Italie et la France. En Italie, les autorités ont joué un rôle crucial dans ce processus, ce qui confirme la théorie de Sabine Karstedt. Mais ce n'est pas le cas en France. En France, ce processus se fait indépendamment de l'action du pouvoir, en suivant des mécanismes idéologiques. En projetant leur regards sur la situation politique de l'Italie, les autonomes français semblent avoir anticipé l'hypothèse d'une répression massive qui n'a finalement pas eu lieu en France. On a donc une configuration dans laquelle l'action répressive d'un Etat provoque des effets au-delà de son cadre national. La création d'Action Directe ne peut cependant être vue comme une simple influence des Brigades Rouges puisque Action Directe trouve ses origines à la fois dans l'histoire de l'extrême-gauche française mais aussi dans l'influence de la situation espagnole.

ENTRETIENS

ENTRETIEN AVEC UGO TASSINARI

(septembre 2005)

Ugo Tassinari est né en mai 1956. Il est le fils d'un ingénieur athée et d'une institutrice catholique. Son père, qui a successivement appartenu aux Jeunesses Fascistes Universitaires, puis au Parti Socialiste, et enfin au Parti Communiste, a créé le syndicat des écoles de la CGIL. Ugo Tassinari a toujours vécu à Naples. A 16 ans, il adhère d'abord aux Jeunesses Communistes, qu'il quitte l'année suivante, en 1973, quand il rejoint le collectif des étudiants de Naples (qui n'était pas un collectif autonome). Trois ans plus tard, en 1976, il participe à la création du Collectif Autonome Universitaire de Naples. Ugo Tassinari se définit alors comme libertaire. A partir de 1978, et jusqu'en 1982, il s'engage surtout dans la solidarité avec les prisonniers politiques. Il termine ses études en 1980. Devenu depuis journaliste, Ugo Tassinari a publié plusieurs ouvrages sur l'extrême-droite italienne.

Est-ce que tu pourrais parler de la situation spécifique de Naples dans les années 70 ?

UGO TASSINARI : En 1971, Naples est la troisième ville la plus peuplée d'Italie, avec un million d'habitants (contre trois millions à Rome et trois millions à Milan). Au début des années 70, Naples avait deux grandes usines : Italsider (sidérurgie) et l'Alfa Romeo de Pomigliano (banlieue Nord-Est). L'Italsider de Naples employait 8 000 ouvriers, et l'Alfa Romeo de Pomigliano plus de 10 000. Les ouvriers de ces deux usines appartenaient à deux classes différentes. Ceux de l'Italsider faisaient partie de la vieille aristocratie ouvrière, et ceux de l'Alfa Romeo venaient de la paysannerie. Les ouvriers de Pomigliano n'étaient pas syndiqués mais étaient très combatifs. Il y avait aussi dans la banlieue Est une petite zone industrielle avec quelques usines d'envergure plus modeste. En plus des luttes ouvrières, il y avait les luttes du lumpenprolétariat (ceux qui appartenaient à la petite criminalité non-organisée) dans le centre-ville. Le Parti Communiste et la CGIL était très puissant à l'Italsider : ils étaient très staliniens. Les ouvriers de l'Italsider étaient avec le PCI et les syndicats, ceux de l'Alfa Romeo étaient avec nous. Le mouvement des chômeurs démarre en 1973 à la suite d'une épidémie de choléra. Le gouvernement lance alors un programme d'aide sociale destiné aux chômeurs. L'extrême-gauche, et en particulier Lotta Continua et les maoïstes, est à la tête du

mouvement des chômeurs. Les revendications sont axées sur la demande de travail. Les autonomes étaient surtout puissants dans les squats et dans le mouvement des autoréductions. Les autoréductions avaient le plus souvent lieu dans les quartiers où il y avait un fort taux de chômage. Les militants disaient : « *Nous devons payer l'électricité au même prix que les usines, à huit lires le kilowatt-heure* », mais les chômeurs, eux, ne voulaient plus payer du tout.

Est-ce que tu pourrais resituer cela dans le contexte national ?

UGO TASSINARI : Les premiers groupes opéraïstes sont nés au début des années 60 au sein de la gauche du Parti Communiste et du Parti Socialiste : c'était des petits groupes d'intellectuels. Ces premiers groupes opéraïstes se sont constitués autour de Mario Tronti et Toni Negri. A partir de 1969, il n'y a pas de région, de groupe social, d'usine, de prison, de caserne, d'école, d'université, de banlieue, ou de réalité sociale où il n'y ait pas de lutte extra-institutionnelle. Dans les squats et les usines, une partie des ouvriers et des chômeurs étaient membres du PCI. D'autres n'appartenaient à aucun parti politique et n'étaient pas politisés mais participaient aux luttes comme ceux du PCI. En ce qui me concerne, j'ai participé au mouvement des occupations d'appartements. Autour des squats, les militants menaient une guérilla urbaine contre la police à coups de cocktail Molotov. La police avait attaqué notre squat pour l'expulser. Les groupes d'extrême-gauche défendaient les squats : les militants étaient le bras armé du mouvement ouvrier. Il devait y avoir environ 45 % des travailleurs qui étaient syndiqués (dont 20 % à la CGIL, 15 % à la CISL, et 10 % à l'UIL) mais ceux qui n'étaient pas syndiqués participaient aussi aux luttes. Les assemblées autonomes naissent en 1973 dans les usines de Milan et de Turin. Les Brigades Rouges étaient présentes dans ces assemblées, en particulier dans celle de l'Alfa Romeo. Au niveau national, le PCI comptait 1 200 000 adhérents (2 millions en 1948). L'extrême-gauche pouvait compter sur 50 000 militants à plein temps et environ 200 000 participants occasionnels. Avant 1969, la mouvance opéraïste rassemblait moins d'une centaine de personnes. Après 1969, les opéraïstes représentaient à l'extrême-gauche un militant sur trois et un participant sur deux. En 1977, on peut dire que le mouvement autonome devait rassembler environ 100 000 personnes, dont probablement un millier étaient armées, et environ 10 000 organisées pour la guérilla urbaine. Mais c'est une estimation très approximative. Pour un groupe autonome, il pouvait y avoir une ou deux personnes qui étaient armées, plus huit ou quinze personnes qui n'étaient pas armées. Par exemple, le Collectif Autonome Universitaire de Naples regroupait 25 personnes organisées. Il y avait un, deux, ou trois militants armés d'un autre groupe qui étaient à la disposition du collectif pour les actions les plus dures, par exemple si la police ouvrait le feu. Il y avait beaucoup de solidarité entre les groupes. Parfois, il y avait plusieurs attentats qui étaient programmés pour la même nuit.

Quelle place occupaient les femmes dans l'extrême-gauche italienne ?

UGO TASSINARI : Les femmes étaient minoritaires. Le mouvement féministe a réellement émergé en 1975 à la suite du procès du Circeo. Des militants d'extrême-droite ont été jugés pour le viol de deux femmes (dont l'une avait été tuée). Beaucoup de femmes ont alors

abandonné les groupes gauchistes pour s'engager dans le mouvement féministe. Celles qui sont restées dans le mouvement autonome étaient encore plus machistes que les hommes.

Comment fonctionnaient les groupes opéraïstes des années 60 ?

UGO TASSINARI : Les petits groupes opéraïstes du début des années 60 faisaient des enquêtes ouvrières. Le premier groupe opéraïste était organisé par Danilo Montaldi, un sociologue dans la mouvance de Jacques Camatte. Danilo Montaldi est le premier à faire une enquête sur le lumpen en Italie. En 1962, des ouvriers non-syndiqués de Turin accusent l'UIL d'être un syndicat jaune. Ces ouvriers sont des jeunes émigrés du sud de l'Italie. Ils attaquent le siège de l'UIL situé sur la Piazza Statuto. Le discours sur l'autonomie ouvrière et les luttes ouvrières non-contrôlées par les partis et les syndicats naît à la suite de cet événement. Un autre événement important a lieu en 1967 à l'usine chimique Montedison de Porto Marghera (près de Venise). Cette usine est très dangereuse. C'est là que naît le groupe Potere Operaio Veneto-Emigliano, dirigé par Toni Negri. Pot Op Veneto-Emigliano publie le journal *Classe Operaia*. Avec le mouvement de 1968, plusieurs groupes étudiants deviennent opéraïstes : à Rome, avec Franco Piperno et Oreste Scalzone, et à Turin, avec un groupe qui deviendra Lotta Continua. Franco Piperno et Adriano Sofri (qui deviendra le dirigeant de Lotta Continua) avaient fait leurs études à l'École Normale de Pise : ils devaient avoir 25 ou 26 ans en 1968, ils étaient plus vieux que les autres leaders étudiants.

Quelles étaient les activités des militants opéraïstes dans les années 60 ?

UGO TASSINARI : A la fin des années 60, les militants opéraïstes passaient leur vie devant les usines à parler avec les ouvriers, à organiser les luttes, à distribuer des tracts, à organiser des manifestations... Ils ne dormaient que trois ou quatre heures par nuit et travaillaient vingt heures par jour.

Comment fonctionnait le collectif *La Lotta Continua* de 1969 ?

UGO TASSINARI : C'était un petit groupe d'étudiants-travailleurs dirigé par Mario Dalmaviva qui a débuté par des interventions politiques devant la Fiat de Turin. Ils ont déclenché les premières grèves. La Fiat de Turin employait 50 000 ouvriers : il pouvait y avoir jusqu'à 2 000 ouvriers par atelier. C'était du travail à la chaîne : quand les grèves sauvages ont commencé, la grève dans un atelier bloquait tous les ateliers suivants. L'usine devenait un véritable bordel : les grèves tournantes de chaque atelier paralysaient toute l'usine. Pendant un mois, tous les militants participent à la grève de la Fiat de Turin, notamment les étudiants de l'École Polytechnique de Turin et les opéraïstes de Rome (qui font le journal *La Classe*, dont le rédacteur en chef était Oreste Scalzone). Le 3 juillet, il y a une grève pour le logement. Les syndicats ne veulent pas organiser de manifestation pour que la lutte ne s'étende pas en dehors de l'usine. Donc ce sont les groupes opéraïstes qui organisent la journée du 3 juillet à Turin. C'est l'émeute : les affrontements se concentrent en particulier dans le quartier populaire de Corso Traiano, où il y a beaucoup de gens qui viennent du sud de l'Italie. Le rapport que les jeunes immigrés du sud de l'Italie ont avec la ville et sa population est le même que celui des

casseurs algériens en France dans les années 90 : c'est le racisme et l'exclusion. La relation entre les jeunes chômeurs et les ouvriers de la Fiat joue un rôle très important dans le renforcement du mouvement : la lutte ne se limite pas à l'usine, elle se développe aussi dans la ville grâce au lien entre les ouvriers et les jeunes chômeurs méridionaux. Une coordination unitaire fonctionne pendant plus d'un mois entre groupes gauchistes, étudiants, ouvriers, et jeunes chômeurs. Un congrès national des mouvements étudiants et des groupes gauchistes a lieu à Venise au mois de septembre. C'est là que se produit la fusion entre les Romains de *La Classe* (avec Piperno et Scalzone) et Potere Operaio Veneto-Emigliano. Cette fusion aboutit à la création de Potere Operaio. Il y avait aussi les étudiants de l'Ecole Polytechnique de Turin (avec Adriano Sofri), Potere Operaio de Pise, un groupe d'étudiants de l'université catholique de Milan, et un groupe de la faculté de sociologie de Trente dont faisait partie Renato Curcio (le fondateur et principal leader des Brigades Rouges). Le congrès de Venise aboutit aussi à une scission. Le groupe des étudiants de l'Ecole Polytechnique de Turin se divise en deux : une partie, avec Adriano Sofri, créent Lotta Continua, et une autre partie rejoignent Potere Operaio. Ce qui est intéressant c'est qu'au départ c'était Mario Dalmaviva qui avait eu l'idée du nom « La Lotta Continua » pour son groupe, et que finalement Mario Dalmaviva a rejoint Potere Operaio. La scission entre Potere Operaio et Lotta Continua a lieu à l'apogée de la lutte ouvrière, au moment de ce qu'on a appelé « *L'Automne chaud* », avec quatre millions d'ouvriers en grève pour le contrat national de travail. Chaque catégorie d'ouvriers (mécanique, chimie, sidérurgie...) avait un contrat de travail particulier. Les ouvriers luttaient pour la suppression du salaire productif et la création d'un contrat de travail unique. C'est à l'issue de cette lutte qu'une bombe a explosé le 12 décembre dans une banque de Milan, à Piazza Fontana, causant la mort de quinze personnes. Cet événement est très important car c'est le début d'une longue histoire, avec l'affaire autour de l'anarchiste Giuseppe Pinelli et du commissaire Calabresi. Cette histoire prend fin avec l'arrestation d'Adriano Sofri, accusé d'avoir organisé l'assassinat du commissaire responsable de la mort de Pinelli. Le gouvernement italien cherche à trouver une réponse aux luttes ouvrières. Un nouveau code du travail entre en vigueur en 1970 : il limite le droit de licencier et accroît les droits des ouvriers. Mais ce nouveau code du travail ne change pas le fait que les ouvriers doivent continuer à se défendre par eux-mêmes. Quand un ouvrier est licencié pour insubordination, une manifestation est organisée pour le ramener dans l'usine. C'est à ce moment-là que naissent les groupes armés. Par conséquent, toute la structure organisationnelle de l'usine est en difficulté : les ouvriers sabotent la production et les dirigeants sont menacés.

**Comment fonctionnaient Potere Operaio et Lotta Continua ?
Est-ce qu'il y avait des tendances et des minorités politiques à l'intérieur de ces organisations ?**

UGO TASSINARI : Lotta Continua était un groupe très informel : elle avait une forte capacité d'action mais la plupart de ceux qui participaient aux luttes qu'elle impulsait n'étaient pas des militants. Potere Operaio était une structure plus petite et plus organisée. En 1970, Lotta Continua avait peu de dirigeants : parmi ses quelques

dirigeants, très peu avaient une longue expérience en matière d'organisation du mouvement ouvrier traditionnel. Les leaders de Potere Operaio étaient des professeurs d'université et des intellectuels, comme par exemple les philosophes Enzo Grillo (qui avait traduit les *Grundrisse* de Marx en italien) et Gairo Daghini (le meilleur assistant de Renzo Pace, le plus grand phénoménologue italien)... On pourrait multiplier les exemples... Lotta Continua participait à des luttes très variées. Il y avait notamment le groupe « Les Damnés de la terre » qui luttait sur la question des prisons. *Les Damnés de la terre* était le titre d'un livre de Frantz Fanon [\[1\]](#), un militant anti-impérialiste qui avait été dirigeant du FLN algérien. Dans l'armée, il y avait un groupe qui s'appelait « Les Prolétaires en uniforme ». Jusqu'à cette époque, c'était plutôt les fascistes qui étaient implantés dans l'armée : les « Prolétaires en uniforme » étaient le premier groupe de soldats communiste. Lotta Continua n'était pas organisée en tendances. Mais il y avait une tendance de Lotta Continua qui prônait la lutte armée. Giorgio Pietrostefani était le leader de cette tendance militariste. Il a été condamné comme organisateur de l'assassinat du commissaire Calabresi. Après le coup d'Etat au Chili de 1973, Lotta Continua commence à se transformer en une organisation politique. Lotta Continua devient moins extrémiste et plus liée aux autres groupes gauchistes. En un an, il y a deux scissions. La Commission Prison quitte Lotta Continua pour créer les Noyaux Armés Proletariens (NAP). L'histoire des NAP est une histoire à la fois tragique et héroïque, avec beaucoup de morts... Des compagnons très généreux mais mal organisés... La seconde scission de Lotta Continua a lieu en 1974 : deux groupes milanais créent avec les militants issus de Potere Operaio et liés à Oreste Scalzone le Comité Communiste pour le Pouvoir Ouvrier (CCPO). Des élections régionales et municipales ont lieu en 1975. Lotta Continua appelle à voter pour le PCI, qui remporte alors les élections dans toutes les grandes villes. Lotta Continua est convaincue que le PCI a gagné les élections grâce à elle. L'année suivante, elle se présente aux élections législatives anticipées de 1976, au sein d'une coalition électorale qu'elle forme avec Avanguardia Operaia et Il Manifesto et qui prend le nom de Démocratie Proletarienne. Mais la bataille électorale oppose essentiellement le PCI à la Démocratie Chrétienne, qui obtiennent respectivement 35 et 38 % des voix, Democrazia Proletaria ne recueillant que 1,5 %. Quelques mois plus tard, Lotta Continua décide de s'autodissoudre lors de son dernier congrès. De nombreux militants de Lotta Continua rejoignent alors les groupes engagés dans l'Autonomie et la lutte armée. La plupart des dirigeants de Lotta Continua (et notamment ceux du journal) évoluent parallèlement vers des positions réformistes et opportunistes hostiles à la lutte armée. Potere Operaio, au contraire, est organisée à ses débuts en trois tendances. L'aile droite de Potere Operaio est surtout constituée par les intellectuels opéraïstes les plus âgés. Le centre est réunie autour de Toni Negri et rassemble les groupes de la région de l'Emilie-Vénétie ainsi qu'une partie des jeunes de Milan. L'aile gauche est réunie autour d'Oreste Scalzone et Franco Piperno et rassemble les groupes insurrectionnalistes de Rome, Florence, et de la région méridionale. Au congrès de 1971, Potere Operaio se définit comme « parti de l'insurrection » et crée une structure clandestine, la commission

« travail illégal » (en référence à une formule de Bertolt Brecht). D'autres groupes de lutte armée naissent à la même époque : les Brigades Rouges et les GAP (Groupes Armés Prolétariens, dont faisait partie l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli). Les Brigades Rouges sont issus d'un groupe extraparlémentaire, le Collectif Prolétarien Métropolitain, qui est implanté à Milan, Trente, et Reggio nell'Emilia. Le Collectif Prolétarien Métropolitain est très lié aux luttes ouvrières mais aussi à des vieux militants prosoviétiques déçus par le PCI. Les Brigades Rouges sont implantées en milieu ouvrier où elles jouent un rôle offensif. Les GAP pensent à cette époque que la bourgeoisie italienne prépare un coup d'état fasciste et que le rôle des communistes est d'organiser la Résistance. Les Brigades Rouges s'inspirent de l'expérience de Cuba, des Tupamaros, et d'Andreas Baader et Ulrike Meinhof. Les GAP se réfèrent aux maquis de la Résistance implantés dans les montagnes, les Brigades Rouges veulent cibler l'attaque au cœur des grandes villes. En 1973, les militants de Potere Operaio se divisent sur la question de la lutte armée. Negri veut dissoudre Potere Operaio dans les assemblées autonomes et attribuer la fonction militaire aux Brigades Rouges. Scalzone et Piperno veulent continuer Potere Operaio, ce qu'ils font encore pendant quelques mois avant de créer le Comité Communiste pour le Pouvoir Ouvrier (CCPO). Le CCPO est un groupe très élastique : les militants y participent de manière éphémère avec d'autres petits groupes armés, ce qui donne naissance à de nouveaux groupes plus ou moins liés au CCPO. Le mouvement de 1977 explose quand la crise de l'extrême-gauche italienne devient définitive : le CCPO devient alors la principale organisation dans toutes les grandes villes.

Qu'est-ce qu'était le « mouvement des délégués » ?

UGO TASSINARI : Les luttes de 1969 transforment la représentation des ouvriers dans les usines. Avant 1969, seuls les syndicalistes pouvaient être élus délégués du personnel. Des conseils d'usine sont apparus en 1969. Dans les conseils, chaque petit groupe d'ouvriers devait élire son représentant : c'était toujours le copain le plus combatif. Mais lorsque la lutte est retombée en 1970, les syndicats ont pris le contrôle des conseils : ce sont les plus expérimentés et les plus corporatistes qui ont été élus.

Comment fonctionnait la coordination nationale de l'Autonomie Ouvrière ?

UGO TASSINARI : Il n'a jamais existé de véritable coordination nationale de l'Autonomie. Il n'existait aucune organisation nationale présente dans toute l'Italie. Le groupe de Negri était surtout implanté à Padoue, Milan, et Bologne. A Rome, les Comités Autonomes Ouvriers des Volsci rassemblaient plusieurs centaines de militants : une dizaine de collectifs organisés tant au niveau territorial que sur les lieux de travail, à l'hôpital et à la compagnie d'électricité. Mais il n'existait pas d'organisation nationale. A Rome, il y avait aussi l'OPR (Organisation Prolétarienne Romaine), qui était surtout présente dans les squats et qui avait créé Radio Prolétarienne. Au niveau national, il y avait cependant des coordinations spécifiques, pour les étudiants et les chômeurs par exemple. Mais il n'y avait pas pour le mouvement autonome de forme organisée de démocratie au niveau national : il n'existait pas de système de délégation ou de mandatement. Il y avait

des dirigeants qui étaient reconnus comme tels par les militants. Negri était reconnu par son groupe comme le dirigeant en raison de ses compétences politiques et intellectuelles. Chez les Volsci, il y avait au contraire une forte hostilité à l'égard des intellectuels. Les deux leaders des Volsci n'étaient pas des intellectuels : c'étaient les dirigeants de la lutte, un infirmier et un électricien qui parlaient mal l'italien et qui parlaient toujours dans le dialecte de Rome comme les autres militants. Senza Tregua est né pour la lutte armée : ils n'aimaient pas non plus les intellectuels, ils avaient un chef militaire qu'ils appelaient « sergent ». La coordination nationale de l'Autonomie ouvrière n'était pas un comité central ou une direction nationale. Parfois tous les collectifs y participaient, parfois certains n'y participaient pas. A une période il a existé une coordination plus stable entre Rosso et les Volsci. Mais avec le temps et le développement de la lutte armée, les groupes politiques perdaient des militants. Souvent, des conflits apparaissaient au sein des collectifs car les groupes armés portaient en eux un état d'esprit de division et d'individualisme. Tous les groupes de l'Autonomie étaient très organisés pour la guérilla urbaine. Les groupes faisaient des attentats en soutien aux luttes sociales, contre les fascistes, ou contre les symboles de l'impérialisme. Après la mort des militants de la RAF à la prison de Stammheim, des attentats ont lieu contre les sociétés allemandes (concessionnaires automobile, agences de voyage de la Lufthansa...). Mais tous les groupes de l'Autonomie n'avaient pas leur groupe armé. Par exemple, les Volsci n'avaient pas de groupe armé. Les Formations Communistes Combattantes faisaient à l'origine partie de Rosso, qu'elles ont quitté par la suite. L'Autonomie de Padoue faisait des attentats à la bombe mais n'utilisait pas d'armes à feu. Le rôle principal de la coordination nationale était d'organiser des campagnes. Par exemple, elle avait fait une fois une campagne contre le travail au noir. Une usine particulièrement connue pour avoir recours au travail au noir avait été attaquée de différentes manières. La coordination nationale décidait du thème et de la durée de la campagne. Les coordinations locales organisaient les actions. Parfois, il est arrivé que deux groupes différents se rencontrent par hasard au même endroit en train d'attaquer la même cible au même moment. Suite à cela, les groupes décidèrent de s'échanger des informations pour éviter de se retrouver dans ce genre de situations.

Est-ce que tu parles ici des actions en général ou seulement des actions clandestines ?

UGO TASSINARI : Non, là je parle des actions clandestines.

Comment fonctionnaient le Comité Communiste pour le Pouvoir Ouvrier et les Comités Communistes Révolutionnaires ?

UGO TASSINARI : Le CCPO est issu de Potere Operaio et de la gauche de Lotta Continua. Entre 1976 et 1977, il se divise en cinq groupes : le CCPO (qui continue la revue *Senza Tregua* et donne naissance à Prima Linea), le Comité Communiste pour la Dictature Proletarienne qui est implanté à Rome, les Comités Communistes Révolutionnaires, le Comité Communiste pour le sud de l'Italie (qui commence à ne plus s'appeler Autonomie ouvrière mais Autonomie méridionale, avec un discours indépendantiste de lutte de libération nationale parlant du sud

de l'Italie comme d'une colonie), et d'autres Comités Communistes d'envergure locale. Je ne sais pas comment ils fonctionnaient car je n'en faisais pas partie.

Comment était organisé le mouvement autonome à Naples ?

UGO TASSINARI : En 1977, il y avait une petite coordination qui se réunissait chez moi et qui rassemblait plusieurs groupes. Il y avait un groupe négriste d'environ 25 militants qui étaient implantés dans le quartier bourgeois de Vomero où ils habitaient. Il y avait aussi le groupe de Bagnoli, qui rassemblait entre 15 et 20 militants. Le groupe de Bagnoli était lié à l'Organisation Proletarienne Romaine (OPR) et avait des relations avec des jeunes chômeurs communistes qui faisaient des vols à main armée. Il y avait le comité de quartier du port de Naples qui était lié aux Noyaux Armés Proletariens (NAP) et aux luttes de solidarité avec les prisonniers et avait des relations avec des gens très divers. Moi je faisais partie du Collectif Autonome Universitaire (CAU), qui regroupait une vingtaine de militants. Le CAU était très puissant dans le mouvement mais plutôt faible sur le plan militaire : seuls trois ou quatre militants faisaient des attentats aux cocktails Molotov. Il y avait aussi trois autres groupes dans la banlieue de Naples : Caivano – Acerra, Nola, et Pomigliano. Le groupe de Caivano – Acerra était lié aux Comités Communistes de Rome. Les militants étaient surtout implantés à Caivano et n'étaient pas très nombreux à Acerra. Acerra jouait cependant un rôle important dans les luttes sociales : il y avait une centaine de squats et un fort mouvement de chômeurs. Le groupe de Nola faisait partie des Comités Communistes du Sud (l'Autonomie méridionale). Le groupe de Pomigliano était lié à *Senza Tregua*. Il était essentiellement constitué d'une dizaine d'ouvriers qui travaillaient à l'usine Alfa du sud de Naples, mais il y avait aussi quelques étudiants.

Qu'est-ce que tu veux dire quand tu parles de « jeunes prolétaires » ? Est-ce que ce sont les chômeurs que tu désignes sous ce terme ?

UGO TASSINARI : Oui, je veux parler des chômeurs. A l'époque, on parlait de « *proletariat juvénile* ». Il s'agissait de définir une nouvelle figure sociale qui n'était ni étudiant, ni travailleur, ni chômeur. Ces groupes de jeunes prolétaires participaient à la vie sociale, à la lutte, et aux occupations sans être militants. Et donc, dans certains quartiers, il y avait ce qu'on appelait des « *cercles de jeunes prolétaires* » : des groupes de copains, des bandes de jeunes, des étudiants qui étudiaient peu, des petits dealers, des hooligans... D'ailleurs, à Milan, le principal groupe de supporters du club de football s'était appelé les « *Brigades Rouges et Noires* », en référence aux Brigades Rouges et aux couleurs de l'équipe de Milan (rouge et noir)...

Donc, par « jeunes prolétaires », tu veux dire « des jeunes qui ne travaillent pas »...

UGO TASSINARI : Non, certains travaillaient de manière occasionnelle. C'était les jeunes prolétaires qui faisaient le plus d'autoréductions : les pillages de magasins, les entrées en force dans les concerts... Pour revenir sur la coordination de Naples, elle regroupait en tout 200 militants et rassemblait entre 1 500 et 2 000 personnes dans ses cortèges, dont 400 organisés pour la guérilla urbaine avec des lance-pierres et des cocktails Molotov. Quand il y avait une manifestation à Naples, la force de l'Autonomie était

décuplée, avec 10 000 personnes dans la rue. Il y avait environ 4 000 autonomes à Naples. L'Autonomie était la principale force de l'extrême-gauche napolitaine. Par exemple, sur 80 lycées, il y avait 50 ou 60 groupes autonomes.

Comment fonctionnait le Collectif Autonome Universitaire de Naples ?

UGO TASSINARI : Le CAU était composé d'un peu plus de vingt militants. Les militants du CAU n'appartenaient à aucune organisation. A l'intérieur du CAU, on était un petit groupe de trois personnes qui habitaient le même quartier et qui faisaient en même temps partie d'un Cercle de Jeunes Prolétaires. Tous les trois, on était des sympathisants de *Rosso*. Dans notre Cercle de Jeunes Prolétaires, en plus de nous trois, il y avait une dizaine d'autres personnes, à moitié étudiants-bourgeois, à moitié hooligans. En ce qui concerne le CAU, pour la moitié c'était leur première expérience d'organisation politique. Les membres du CAU étaient des militants qui avaient peu d'expérience et qui s'étaient radicalisés dans le mouvement. Le CAU participait aux assemblées générales du mouvement : il y était toujours victorieux.

Est-ce que tu parles ici des assemblées générales du mouvement étudiant ?

UGO TASSINARI : Non, c'était les assemblées générales de l'ensemble du mouvement social mais elles avaient lieu à l'université. Chaque fois qu'il y avait une manifestation, il y avait des affrontements entre les autonomes et les gauchistes, et à chaque fois c'était les autonomes qui gagnaient. Chaque assemblée générale se terminait par l'adoption d'une motion proposée par le CAU, dans laquelle l'assemblée affirmait le droit d'attaquer la police à la prochaine manifestation. Les gauchistes prônaient un usage de la violence simplement défensif. Le CAU passait plus de temps à fumer des joints qu'à faire des réunions : il n'y avait pas grand-chose à discuter, l'important c'était l'action. A la fac, on volait tout ce qu'on pouvait : les livres, les machines, tout le matériel de l'université... On revendait tout, et avec l'argent on achetait de l'essence pour fabriquer des cocktails Molotov. On organisait aussi des pillages des magasins de luxe. On ne payait jamais les transports en commun, on se déplaçait toujours en groupe. On ne faisait pas que de la politique, on vivait ensemble, on faisait tout ensemble. On ne travaillait pas. On vivait ensemble dans deux ou trois endroits où on se réunissait et où on organisait les manifestations. Je ne sais pas comment fonctionnaient les groupes politiques organisés...

Donc, les membres du CAU habitaient ensemble...

UGO TASSINARI : Non, on habitait pas tous ensemble mais on avait l'habitude de se retrouver dans deux ou trois appartements pour discuter et s'organiser. On passait très peu de temps avec nos parents, on passait beaucoup de temps ensemble. Beaucoup de petits groupes autonomes vivaient de cette façon. La politique était considérée comme quelque chose d'important mais ce n'était pas le plus important. Le plus important c'était les rapports humains : la vie était plus importante que la politique.

Comment s'organisaient les autoréductions ?

UGO TASSINARI : Il y avait trois ou quatre formes d'autoréductions. Il

y avait les autoréductions d'électricité dont j'ai déjà parlées : certains groupes demandaient l'électricité à demi-tarif ou à huit lires le kilowatt-heure. La différence à Naples c'est qu'il n'y avait jamais de coupures d'électricité car ils craignaient des réactions violentes. Dans les autres villes, au contraire, les militants organisaient des groupes d'autodéfense pour empêcher les coupures. La seconde forme d'autoréductions, c'était pour les concerts. Une centaine de jeunes se présentaient à l'entrée : si on ne les laissait pas rentrer, ils lançaient des cocktails Molotov. Une fois, des cocktails Molotov ont même été lancés sur la scène pendant un concert de Carlos Santana et Francesco De Gregori. La troisième forme d'autoréductions c'est le pillage de supermarchés (qui est pratiquée encore aujourd'hui par les *Tute Bianche*). Le plus souvent, ces pillages étaient faits par des groupes de quinze ou vingt personnes : il y en avait sept ou huit qui prenaient les marchandises pendant que les autres surveillaient. Si un vigile arrivait, les autres pouvaient intervenir. Mais normalement les vigiles des supermarchés n'intervenaient pas par peur de dégâts matériels. Il y avait aussi des autoréductions dans les restaurants. Dans les restaurants, il y avait deux méthodes. Les plus sauvages déclenchaient une fausse bagarre et en profitaient ensuite pour partir sans payer. Les plus civilisés payaient 10 % de l'addition et s'en allaient simplement.

Quelle était la proportion d'appartements squattés dans les villes italiennes ?

UGO TASSINARI : A Naples, on peut distinguer deux grandes vagues d'occupations de logements. La première vague en 1973-1975, avec des occupations dans la banlieue. Les appartements occupés étaient encore en construction. Les habitants prenaient l'électricité sans payer et s'organisaient en groupes d'autodéfense, allant parfois jusqu'à la guérilla urbaine. Parfois les habitants obtenaient le maintien dans les lieux, parfois ils étaient expulsés. A chaque expulsion, les squatters allaient occuper l'école d'architecture avec des militants afin de préparer et d'organiser une nouvelle ouverture de squat. Cela permettait aux gens de rester unis. La seconde vague d'occupations commence à la suite du tremblement de terre du qui fait 5 200 morts en Campanie et en Basilique. Il y a alors un mouvement très fort d'occupations car la municipalité PCI (en accord avec la Démocratie Chrétienne et le gouvernement national) essaye de chasser les ouvriers du centre-ville, comme dans toutes les villes européennes, sur le modèle de Haussmann. A Naples, il y avait encore un quartier ouvrier et lumpen dans le centre-ville. Les Brigades Rouges ont alors décidé d'intervenir dans cette lutte-là en kidnappant *Ciro Cirillo*, un dirigeant de la Démocratie Chrétienne. En échange de la libération de *Ciro Cirillo*, les Brigades Rouges demandèrent de l'argent pour les chômeurs, un salaire social, et l'arrêt des expulsions en centre-ville. Pour appuyer cette revendication, ils jambisèrent *Umberto Siola*, le maire adjoint de Naples chargé du logement. *Umberto Siola* était le président de l'école d'architecture. Il était professeur et membre du PCI. C'était le grand organisateur de la spéculation immobilière. Après le tremblement de terre, certains appartements squattés ont été légalisés avec un loyer symbolique. Les *maisons populaires* d'*Acerra*, dans la banlieue nord, qui existaient depuis 1973, ont été légalisées de la même façon. Il y a eu aussi une lutte très violente à Milan en 1971 au cours de laquelle un

enfant de deux ans est mort asphyxié par les gaz lacrymogènes. En 1974, des affrontements ont lieu à San Basilio, dans la banlieue Est de Rome. Au bout de trois jours, le 8 septembre, la police tire et tue un militant des Comités Autonomes Ouvriers de 19 ans qui s'appelait Fabrizio Ceruso. A ce moment-là, les squatters de San Basilio ont tiré sur la police avec des fusils de chasse et ont blessé cinq policiers. Suite à cet évènement, la police a dû renoncer aux expulsions à San Basilio et les militants de Rome ont commencé à se rendre armés dans les manifestations. Il y avait de nombreux squats à Rome. La ville s'est développée de manière sauvage dans les années 50 et 60 : beaucoup de gens arrivaient à Rome sans logement et s'installaient dans des bidonvilles. En 1974, il y avait plus de 5 000 squats à Rome. Mais la différence avec Paris c'est que les squats se concentraient sur des ensembles construits par les grandes sociétés immobilières. L'une des plus importantes occupations est celle du quartier de La Magliana. Depuis les années 80, La Magliana est surtout connue pour son gang. Le gang de La Magliana était lié aux services secrets. Une autre occupation importante à Rome est celle du bidonville de Casal Bruciato où des *maisons populaires* ont été construites et qui était organisée par l'OPR (Organisation Proletarienne Romaine).

Est-ce qu'il y avait dans certaines villes des quartiers où la police ne pouvait plus pénétrer ?

UGO TASSINARI : Il n'est pas possible de dire que la police ne pouvait plus pénétrer dans certains quartiers. Il n'y avait que dans les villes dominées par la mafia comme Palerme, Reggio di Calabria, et Naples où dans certains quartiers la police était contrainte de venir en force. Dans ces quartiers, les habitants empêchent souvent les arrestations si les policiers sont isolés : la voiture de police est attaquée et la personne arrêtée est libérée. Mais cela relève de la criminalité, cela n'a rien de politique. Dans les années 70, la police n'avait pas connaissance de beaucoup d'actions militantes illégales. Dans les manifestations, les militants avaient des sacs remplis de cocktails Molotov. La police pouvait intervenir partout mais elle tolérait beaucoup de choses, c'était une question de rapport de forces. Dans les usines, il y avait un climat menaçant à l'égard des directions et parfois la police préférait ne pas intervenir. La police n'intervenait pas non plus contre les cortèges des manifestations qui étaient organisés de manière militaire. Elle tolérait aussi les occupations d'universités.

Quelle était la fréquence des émeutes dans les villes italiennes ?

UGO TASSINARI : Il y avait deux types d'émeutes. Dans beaucoup de villes du sud, il y avait des émeutes d'ancien régime, c'est-à-dire des émeutes non-politisées liées à des questions particulières comme l'absence d'eau, la pauvreté, ou la violence de la police : des émeutes très brèves et très violentes, sauf dans le cas de la révolte de Reggio di Calabria, en 1970, où cela a duré six mois.

C'est une révolte qui s'est déclenchée suite au transfert de la Préfecture...

UGO TASSINARI : Oui, la Préfecture de région. Il y a eu cinq morts. Il y a eu aussi un attentat le 22 juillet à Gioia Tauro qui a fait six morts.

C'est un attentat qui a eu lieu dans un train et qui a fait une cinquantaine de blessés...

UGO TASSINARI : C'est Avanguardia Nazionale qui a fait cet attentat : un mouvement fasciste qui était actif à Reggio di Calabria.

Est-ce que l'attentat de Gioia Tauro était un moyen de réprimer la révolte de Reggio di Calabria ?

UGO TASSINARI : Non, c'était une action de soutien à cette révolte.

Peut-on qualifier d'insurrection la révolte de Reggio di Calabria ?

UGO TASSINARI : Oui, c'était une insurrection. Pendant six mois, les quartiers de Santa Caterina et Sbarre se sont proclamés « *république autonome* » : la police ne pouvait y rentrer qu'avec des chars.

Est-ce que les insurgés de Reggio di Calabria avaient des armes à feu ?

UGO TASSINARI : Oui, car la mafia calabraise, la *N'Drangheta*, était présente à Reggio. Etymologiquement, la *N'Drangheta* tire son nom du grec *Andros* et signifie littéralement, par excellence, « *la société des hommes* ».

Il y avait donc deux types d'émeutes. Dans les grandes villes, au contraire, les émeutes étaient très fréquentes et avaient les caractéristiques des batailles de rue du mai 68 français. Pendant une période, à Rome et à Milan, chaque samedi il y avait une manifestation qui se terminait en affrontements. Il y avait aussi beaucoup d'affrontements avec les fascistes. En dix ans, il y a eu environ une vingtaine de morts de chaque côté. Au début, c'était avec des barres de fer et des couteaux. Ensuite ça a été avec des armes à feu. Mais dans les premières années, seuls les fascistes utilisaient des armes à feu. Il est faux de dire, comme l'ont écrit certains, que les fascistes étaient plus nombreux que les gauchistes. A Milan, par exemple, les gauchistes étaient dix fois plus nombreux que les fascistes. Beaucoup de fascistes avaient des tendances criminelles, et beaucoup se sont engagés dans la criminalité organisée, notamment dans le trafic d'héroïne.

A partir de quand les militants d'extrême-droite se sont-ils lancés dans le trafic de drogue ?

UGO TASSINARI : Dès le début des années 70.

Est-ce que cette évolution s'est faite tout en restant organisés dans des groupes d'extrême-droite ?

UGO TASSINARI : Non, mais ces groupes-là ont gardé des liens de solidarité avec les fascistes. A Rome et à Milan, beaucoup de criminels urbains qui ne faisaient pas partie de la mafia n'étaient pas militants mais avaient une mentalité fasciste.

Quelle était la fréquence des vols à main armée dans les commerces et les banques ?

UGO TASSINARI : Il y a eu deux périodes. Au début, les vols à main armée servaient à financer la logistique des organisations révolutionnaires. Mais à partir d'un moment, quand ont pris fin les luttes dans les usines, beaucoup d'ouvriers d'avant-garde ont décidé que leur manière de continuer leur discours de refus du travail était d'abandonner l'usine pour vivre du vol à main armée. Plus tard, les militants se sont aperçus qu'ils avaient en fait le même discours que la bande à Bonnot en France ou que les *anarchistes-expropriateurs* en Espagne. Dans ce discours, le vol à main armée n'est plus une action

criminelle mais une manière pour le prolétariat de commencer à exproprier la bourgeoisie, et donc une action révolutionnaire. Donc, de nombreuses bandes de jeunes autonomes ont décidé de vivre non seulement du vol mais aussi d'autres activités illégales comme par exemple le trafic de cannabis.

Combien de policiers italiens ont-ils été tués dans des affrontements entre 1969 et 1980 ?

UGO TASSINARI : En 1970, trois policiers ont été tués à Reggio di Calabria. En 1977, deux ont été tués par balle par des autonomes dans des émeutes : un à Rome et un à Milan. A la fin des années 70 et au début des années 80, une dizaine de militants d'extrême-gauche et entre quinze et vingt policiers sont morts dans des fusillades déclenchées à la suite d'un simple contrôle d'identité. Une vingtaine de policiers ont été assassinés par des militants de manière préméditée : une voiture de police était mitraillée avec une Kalachnikov et à chaque fois deux ou trois policiers étaient tués. A Rome, trois anciens policiers ont été tués par les Brigades Rouges au cours de la campagne « *Terreur rouge* ». Entre 1969 et 1978, 25 militants et 11 policiers sont morts dans des émeutes ou dans des fusillades déclenchées par un contrôle d'identité. A cela il faut ajouter les policiers affectés à la protection des juges ou des hommes politiques qui ont été tués dans des kidnappings ou des attentats. Cinq policiers ont ainsi été tués dans l'enlèvement d'Aldo Moro.

Existait-il des coordinations de squatters ? Comment fonctionnaient-elles ?

UGO TASSINARI : Il existait des comités militants pour organiser les squats. Il y avait aussi des assemblées de squats. Mais il était très difficile d'organiser les familles de squatters : tout le monde voulait les appartements les plus grands et beaucoup ne voulaient pas faire le ménage...

Existait-il des coordinations réunissant les différents squats ?

UGO TASSINARI : Oui. Les leaders de chaque squat participaient aux réunions d'organisation de la défense militaire des squats. Pour défendre un squat, les militants fermaient le quartier en faisant des barricades dans les 150 à autour de la zone où vivaient les familles. Lorsqu'il n'était plus possible de tenir les barricades, les militants essayaient de s'échapper et ne restaient pas à l'intérieur du squat. Si la police entra dans le squat, les femmes jetaient des objets sur les policiers et se servaient des enfants au moment de l'entrée de la police. Les hommes participaient aux affrontements avec les militants puis s'échappaient avec eux car s'ils étaient photographiés ils risquaient d'être arrêtés. Mais les policiers n'arrêtaient pas les femmes. En ce qui me concerne, j'ai fait six mois de prison après avoir été arrêté dans des affrontements au cours d'une expulsion. A Naples, il y avait une forte tradition d'émeutes de chômeurs avec des occupations d'églises et de bâtiments publics. La police évacuait les occupants et ensuite par exemple les occupants évacués incendiaient un autobus. Mais les chômeurs qui étaient arrêtés dans ces émeutes ne restaient que quelques mois en prison.

Au bout de combien de temps en moyenne un squat était-il expulsé ?

UGO TASSINARI : S'ils n'étaient pas expulsés immédiatement, ils

duraient longtemps facilement. Parfois les municipalités de gauche négociaient avec les propriétaires et permettaient aux squatters de rester.

Est-ce que les squatters qui étaient autorisés à rester devaient payer un loyer ?

UGO TASSINARI : Non, c'est seulement depuis une certaine période que les squatters ont commencé à payer un loyer. Un petit loyer... Le problème initial était qu'on avait construit peu de logements sociaux en Italie. On en avait construit moins que ce que prévoyait la loi en raison de la corruption des élus locaux par les sociétés immobilières.

De quand date la légalisation des squats ?

UGO TASSINARI : A Naples, c'est depuis le tremblement de terre de novembre Rome, la plupart des Centres sociaux ont été légalisés au milieu des années 90 en échange d'une allégeance au maire de gauche, Francesco Rutelli. Certains Centres sociaux de Rome ont refusé la légalisation. A Milan, comme la mairie est de droite, la police municipale a attaqué plusieurs fois les Centres sociaux. Le squat *Leoncavallo*, qui avait été ouvert en été expulsé en 1994 mais un propriétaire immobilier (Cabassi) a mis un immeuble à leur disposition. A Naples, *Officina* été ouvert le 1^{er} septembre 1991. *Officina* un groupe de rap qui s'appelle le *99 Posse*. Le maire de Naples, Rosa Russo Iervolino, qui était ministre de l'Intérieur en 1998-1999, est un membre de la Démocratie Chrétienne de centre-gauche. En août 2005, la municipalité a acheté l'immeuble d'*Officina 99* et leur en confié la gestion.

Parmi les squats qui ont été ouverts en Italie dans les années 70, combien ont subsisté jusqu'à aujourd'hui ?

UGO TASSINARI : Environ une centaine. Par exemple à Acerra (dans la banlieue de Naples), à Casal Bruciato (à Rome), à Milan... Mais tous ces squats ont été légalisés par les municipalités de gauche. Les squats des années 90 sont différents de ceux des années 70. Un squat de punks et un squat habité par des familles, ce n'est pas la même chose. En Italie, dans les années 90, les squats sont surtout des Centres sociaux : ce ne sont plus des familles qui squattent mais des militants ou des sans-papiers.

Est-ce que des gens sont parvenus à obtenir la gratuité de l'électricité ou du téléphone ?

UGO TASSINARI : Pour le téléphone non, mais jusqu'il y a encore quelques années beaucoup de gens avaient l'habitude de prendre l'électricité sans payer. Aujourd'hui, avec les compteurs électroniques, ce n'est plus possible. Pour l'électricité, c'était possible car il suffisait de la prendre dans son immeuble. Pour le téléphone, ce n'était pas possible car il fallait avoir un numéro.

Les pillages collectifs de magasins étaient-ils surtout centrés sur des produits de première nécessité ?

UGO TASSINARI : Durant les émeutes, les vitrines étaient cassées et les magasins étaient pillés. Les pillages étaient fréquents. Généralement, ce n'était pas des produits de première nécessité qui étaient volés car il s'agissait de faire des actions démonstratives dans un but politique. C'était surtout des produits de luxe qui étaient volés et pas des produits alimentaires. C'était des actions concrètes qui se

passaient de discours : c'était une manière de vivre et pas seulement de faire de la politique. Il y avait deux types de pillages : des pillages qui étaient organisés par des petits groupes et les pillages qui avaient lieu pendant les manifestations avec casse de vitrines. Dans les manifestations, les gens volaient des vêtements, des postes pour écouter de la musique, des appareils photos, de l'alcool... Les gens pillaient des magasins de luxe.

Quelle était la fréquence de ces pillages ?

UGO TASSINARI : A Naples, à la fin des années 70, à partir de 1976 c'était chaque semaine.

Est-ce qu'il y avait plus de pillages à Naples que dans les autres villes ?

UGO TASSINARI : Oui parce qu'à Naples il y avait un fort mouvement de chômeurs. Il y avait aussi une forte influence du discours politique des Noyaux Armés Prolétariens dans lequel l'illégalité était considérée comme révolutionnaire. Les Noyaux Armés Prolétariens étaient surtout implantés à Naples.

Dans quelle mesure était-il possible de prendre les transports en commun sans payer ?

UGO TASSINARI : C'était une des formes de l'illégalité diffuse qui n'était pas réprimée. En 1977, le Collectif Autonome Universitaire de Naples s'était spécialisé dans la fabrication de faux billets de train qu'on vendait à tous les militants à 25 % du prix. On achetait les billets les moins chers avec la plus courte distance et par-dessus on collait une photocopie d'un billet longue distance. Mais des sauvages nous achetaient nos billets pour ensuite se les faire rembourser au guichet ! Au guichet, les billets étaient remboursés à 90 %... On a mis plusieurs mois avant de s'en apercevoir ! Un jour, un copain nous a dit qu'il devait partir en urgence. On lui donne un billet. Quelques jours plus tard, on le revoit et on s'aperçoit qu'il n'est pas parti... Finalement, il nous a avoué qu'il avait besoin d'argent, qu'il nous avait menti, et qu'il s'était fait rembourser le billet... Nous on avait appris cette technique de fabrication chez les militants de Bologne, mais il devait y avoir au moins un groupe dans chaque ville spécialisé dans la fabrication de faux billets de train. Notamment parce que c'était une époque où les gens voyageaient beaucoup : les gens étaient accueillants, les maisons étaient ouvertes à tout le monde. La situation a changé quand ont pris fin les années 70, avec l'explosion du terrorisme.

Est-ce que les gens se sont mis à voyager moins par peur des attentats ?

UGO TASSINARI : Oui !

Dans quelle mesure pouvait-on en Italie « vivre sans argent » dans les années 70 ? Existait-il dans les quartiers des réseaux de solidarité permettant de palier cette précarité ?

UGO TASSINARI : Il y avait des grandes formes de solidarité et de sociabilité. Au lycée, il était normal pour un groupe de copains de faire de la politique et de mettre son argent en commun pour se payer le café, le journal, et les cigarettes. C'était une mentalité très répandue. Par exemple, si un étudiant plus riche recevait de ses parents un paquet avec des provisions, il était normal que tout le groupe mange avec lui. C'était plus un fait culturel que politique. Les maisons étaient ouvertes, les frigos aussi. Pour le téléphone, c'était un peu plus

difficile ! Pour les vacances c'était pareil : les gens partaient ensemble et mettaient l'argent en commun. Il y avait une forte condamnation sociale de l'égoïsme.

Dans quelle mesure les autonomes italiens étaient-ils partie prenante du mouvement des autoréductions ?

UGO TASSINARI : Le rôle des autonomes était fondamental.

Qu'est-ce qu'était l' « Autonomie désirante » ?

UGO TASSINARI : L'Autonomie désirante était la théorie qui a surtout été développée par Franco Berardi (dit « Bifo »), qui reprenait d'une part les idées de Gilles Deleuze et Félix Guattari sur *L'Anti-Œdipe*, et d'autre part la théorie du besoin de la philosophe hongroise Agnes Heller (qui était proche d'Adorno et de l'École de Francfort). Il y avait aussi un courant féministe. Le discours sur l'autonomie désirante est une rupture fondamentale avec le marxisme et la théorie de la plus-value. Dans la théorie de l'Autonomie désirante, le capitalisme repose sur la fonction de commandement. Donc, selon cette théorie, toute action cassant la fonction de commandement est révolutionnaire. Portée à l'extrême, cette idée peut aboutir à rompre les formes de solidarité prolétarienne.

Est-ce que tu veux dire que cela peut aboutir à des comportements individualistes ?

UGO TASSINARI : Oui, et cela peut aboutir à un discours potentiellement dangereux. C'est un discours très puissant mais qui peut aussi être dangereux.

Est-ce qu'on peut dire que l'Autonomie désirante est une réémergence de l'anarchisme individualiste ?

UGO TASSINARI : Non, l'Autonomie désirante était plus liée à des formes d'individualisme non-politique. En Italie, la mouvance anarchiste individualiste était groupusculaire.

Qu'est-ce qu'était le transversalisme ?

UGO TASSINARI : Le transversalisme est un petit courant culturel dans le même courant de pensée que l'Autonomie désirante. Le transversalisme reprenait les idées de Lacan sur le pouvoir de la parole. Les manifestations de ce discours transversaliste étaient ridicules : elles finissaient par ressembler à un jeu intellectuel. Les transversalistes étaient incapables d'agir sur la réalité. A Naples, il y avait un petit groupe de transversalistes qui participaient aux assemblées : des étudiants en médecine. L'un commençait une phrase et l'autre la finissait... C'était lourd !

Des sortes de happenings...

UGO TASSINARI : Oui !

Est-ce que le transversalisme était une tendance de l'Autonomie désirante ?

UGO TASSINARI : Oui ! La principale revue transversaliste c'était...

***A-Traverso* ?**

UGO TASSINARI : Non, *A-Traverso* était la revue de Bifo et de l'Autonomie désirante. La principale revue transversaliste c'était *Zut*.

Mais on ne peut pas réduire l'Autonomie désirante au transversalisme...

UGO TASSINARI : Il y avait des autonomes désirants qui n'étaient pas transversalistes...

Est-ce que tous les transversalistes faisaient partie de

L'Autonomie désirante ?

UGO TASSINARI : Non, mais les transversalistes et l'Autonomie désirante avaient un discours, une sensibilité, et une mentalité très proches.

Qui étaient les *Indiens Métropolitains* ?

UGO TASSINARI : Les *Indiens Métropolitains* partaient de l'idée d'une crise totale de la politique, d'une impossibilité de transformations sociales, et de la faillite du mouvement révolutionnaire, et considéraient par conséquent que la seule chose à faire était de manier l'ironie contre le pouvoir, par le détournement, les calembours et le paradoxe. Dans la première phase du mouvement de 1977, les *Indiens Métropolitains* ont joué un rôle très important dans l'expulsion des vieux leaders gauchistes, mais ensuite ils ont abandonné le mouvement quand la lutte s'est radicalisée. Beaucoup sont devenus toxicomanes. Une grande part de leur discours utilisait les instruments du transversalisme. Les *Indiens Métropolitains*, le transversalisme, et l'Autonomie désirante font partie du même ensemble logique.

Est-ce que le terme d' « *Indiens Métropolitains* » était une expression pour désigner l'Autonomie désirante ?

UGO TASSINARI : Non, ça n'était pas la même chose, mais les *Indiens Métropolitains* avaient une manière de faire similaire à celle de l'Autonomie désirante.

Est-ce que les *Indiens Métropolitains* et les transversalistes faisaient partie de l'Autonomie ?

UGO TASSINARI : Non. Bifo avait été un dirigeant de Potere Operaio mais il était spontanéiste.

[1] Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Maspero (1961)

ENTRETIEN AVEC VINCENZO MILIUCCI

(septembre 2005)

Vincenzo Miliucci est né à Rome en 1943. Employé de l'ENEL (compagnie nationale d'électricité), il est d'abord membre du Parti Communiste et de la CGIL. En 1968, il devient secrétaire de section au PCI et fait partie de la direction de la CGIL-Electricité de Rome. En juin 1969, il participe à la création du journal *Il Manifesto*, qui représente alors l'aile gauche du parti. En novembre 1969, les membres du *Manifesto* sont exclus pour avoir condamné l'intervention de l'armée soviétique en Tchécoslovaquie. Un an plus tard, Vincenzo Miliucci crée en janvier 1971 le Comité Politique de l'ENEL de Rome. Le Comité Politique de l'ENEL critique la transformation du *Manifesto* en une organisation politique à visées électorales et décide de quitter le *Manifesto* en février 1972. Le Comité Politique de l'ENEL devient alors un collectif autonome qui forme, avec le collectif du Policlinico, le collectif de la Via dei Volsci, et prend ensuite le nom de Comité Autonome Ouvrier en 1974. Principal leader de l'Autonomie romaine des années 70, Vincenzo Miliucci est aujourd'hui l'un des porte-parole des COBAS (syndicats de base).

Est-ce que tu pourrais me parler des origines du mouvement autonome en Italie ?

VINCENZO MILIUCCI : Je crois que le livre édité par Savelli [\[1\]](#) exprime bien la logique de construction d'une « structure non-structurée ». L'Autonomie ouvrière n'avait rien à voir avec les partis communistes ou les groupes anarchistes. Les origines du mouvement autonome se trouvent dans le mouvement ouvrier et étudiant de 1968-1969. Mais le moment constituant c'est en mars 1973, avec une assemblée constituante de l'*autonomie ouvrière* : avec un A et un O minuscules, parce que ça n'avait rien d'officiel. Tout ça va naître de la dissolution de Potere Operaio ainsi que de la gauche ouvrière de Lotta Continua qui quitte Lotta Continua en 1973. De ce magma en discussion et en dissolution va naître quelque chose qui vise plutôt un programme qu'une organisation : des structures de type soviétique, des conseils territoriaux. Cette mouvance autonome va naître de la rencontre de différents groupes : l'assemblée autonome de la Fiat de Turin (qui est né en 1967 et va se dissoudre en 1969), l'assemblée autonome de l'Alfa-Roméo de Milan, le Collectif Politique de la Sit-Siemens, et le Comité Politique de Pirelli (fabrique de pneus). Ces groupes de l'Autonomie ouvrière rencontrent le Comité Politique de l'ENEL (qui vient de la gauche du Parti Communiste : le groupe du *Manifesto*) et le collectif du Policlinico (le plus grand hôpital de Rome). Le collectif du Policlinico était issu du mouvement étudiant de la faculté de médecine, et notamment du groupe catholique *Mani Tese* (*Les Mains Tendues*) . Donc il y a cette conjonction entre Rome et Milan. A

Naples, il y a aussi les groupes d'Italsider (hauts-fourneaux) et d'Ignis (fabrique de réfrigérateurs). Cette convergence se produit à un moment où on a le concours de différents éléments : une très forte immigration intérieure (du sud vers le nord), de très gros problèmes de logements, une hausse du coût de la vie, une très très forte répression, et un fascisme diffus qui a commencé avec les massacres d'Etat. Tout ça concourt à cette assemblée constituante de 1973 dont les groupes vont être à la fois la force et la limite. J'ai oublié de mentionner le nord-est où il y avait une très importante assemblée autonome à Porto Marghera. A Porto Marghera il y avait des usines chimiques et la métallurgie était très importante. C'est encore aujourd'hui un enfer. Cette assemblée constituante de lieu à Bologne. Elle ouvre une mauvaise période qui dure jusqu'en 1975. En appel, on voit bouger une sorte de magma : il y a des grèves de secteur, comme dans la métallurgie, ou on a des grèves plus générales qui s'appuient sur la hausse du coût de la vie. C'est sur cette base qu'on commence à envisager ce qu'on appelle les *achats prolétaires* (notamment les pillages), dans le sens de la réappropriation des richesses. C'est en 1972, sur l'initiative du Comité Politique de l'ENEL, que tout cela démarre d'une manière claire avec l'initiative de l'autoréduction de la facture d'électricité. Ça commence à Rome, mais il y en a aussi à Milan et à Naples. Entre 1972 et 1985 (où ça s'arrête à Rome), on a quelque chose comme 35 000 foyers qui pratiquent l'autoréduction d'électricité. Donc on peut imaginer que les familles et les personnes qui sont impliquées sont beaucoup plus.

Est-ce que tu veux dire 35 000 foyers qui pratiquent de manière régulière l'autoréduction d'électricité ?

VINCENZO MILIUCCI : Il y avait des comités dans chaque quartier qui tenaient une comptabilité de ces autoréductions : c'était un gros travail ! On peut estimer qu'à Naples, les autoréductions d'électricité concernaient 2 500 foyers, en Vénétie 5 500, et à Milan entre 4 000 et Rome, les employés de l'ENEL refusaient de pratiquer des coupures d'électricité. Donc il y avait une organisation en ce sens. Un point fondamental dans ce processus de constitution matérielle c'est la lutte pour le logement. Il y a ces immigrés qui viennent du sud de l'Italie, qui vivent dans des maisons abandonnées ou qui dorment la nuit dans des stations de métro ou sur des cartons. A Rome, l'occupation des logements vides est une des premières périodes politiques du mouvement. 1967, c'est mon année de naissance à la vie politique, quand à Rome il y a sept grands bidonvilles du même type que ceux que l'on trouve au Brésil : des conditions de vie avec des rats, des ordures partout, sans eau et sans électricité. Les problèmes de logement sont immenses. En 1967, je commence mon militantisme avec le Comité d'Agitation Banlieues. Le problème du logement était très présent à Rome, aussi dans d'autres villes, mais Rome c'était un petit peu une ville de passage parce que soit tu avais un frère ou un ami chez qui tu pouvais y loger dans un premier temps, soit Rome était sur ta route pour monter vers les grandes usines du nord. Donc ça commence avec des occupations de logements vides pour résoudre ce problème, avec tout de suite des affrontements et des situations très tendues avec la police où il est arrivé qu'on se tire dessus et qu'il y ait des enfants qui meurent. Cette lutte sur le logement est une lutte pour

l'abolition de la banlieue en tant que bidonville : en tant que condition du lumpenprolétariat. C'est une situation de victime et d'impuissance où peuvent agir les paternalismes des partis, et notamment le paternalisme du Parti Communiste qui vient amener la petite fontaine d'eau mais qui la laisse la condition des gens telle qu'elle est. Dans la lutte pour le droit au logement naît quelque chose de nouveau qui fait connaître les problèmes de logement et qui va inscrire dans la politique les problèmes de logement de ceux qui vivent dans ces bidonvilles. Les Collectifs Agitation-Banlieue sont créés en 1967, les premiers squats s'ouvrent en 1969. Et depuis 1969, cette lutte a permis jusqu'à aujourd'hui de loger 250 000 romains. Et donc, dans cette période d'incubation...

Est-ce que tu veux dire la période ?

VINCENZO MILIUCCI : Non. Pour fixer les dates, c'est la période de dissolution des groupes, 1973 c'est l'année de cette assemblée constituante qui est comme une boîte dans laquelle vont rentrer tous les collectifs dont j'ai parlé, et c'est la période d'expansion.

Est-ce que tu peux dire combien de personnes ont participé au congrès de Bologne en mars 1973 ?

VINCENZO MILIUCCI : C'est une question à laquelle il est difficile de répondre. Je pourrais te dire qu'il y avait 500 personnes : la salle était pleine... Ce qui est important c'est que dans cette assemblée constituante de Bologne, il y avait toutes les réalités qui se rejoignaient sur le différent de l'autonomie du capital. Donc, un terrain d'autonomie dans l'usine, avec les autoréductions, ou avec la lutte pour les logements. Il y avait des gens de la raffinerie pétrochimique d'Otana (en Sardaigne), de la pétrochimie de Sicile, du collectif de Sacib (les composants électroniques pour automobiles) de Bologne, ou de l'Italsider de Gênes. Ce qu'il est important de préciser, c'est que chaque jour tu pouvais mourir ou te retrouver en prison. On posait aussi concrètement le problème de la réduction de la fatigue : sur les chaînes de montage des fabriques de voitures, sur quatre voitures qui passaient, on en faisait qu'une seule. Naturellement, cela implique qu'il y ait un groupe d'ouvriers qui interviennent en cas de protestation des contremaîtres pour leur dire « *Laissez-nous tranquilles !* ». A Mirafiori (l'usine Fiat de Turin), il y avait des ouvriers qui portaient des foulards rouges : cela signifie que la police n'arrivait plus à contrôler l'usine, qu'elle n'avait plus aucun pouvoir sur l'usine. Donc, face à la stratégie de la tension, face aux tentatives de coup d'Etat...

TRADUCTEUR : Il y avait en Italie à partir de 1964 des projets concrets de coup d'Etat militaire.

VINCENZO MILIUCCI : Toute cette ambiance signifie que tu devais organiser toi-même une résistance de la base. En 1974, il y a l'évasion de Valpreda : un anarchiste accusé du massacre du 69 (Piazza Fontana, à Milan). A cette époque les ouvriers découvrent l'antifascisme militant. A Rome, les fascistes représentaient un parti très très fort. Il fallait se défendre. Mais, pour revenir à ce que je disais, il y a donc cette période d'incubation entre 1973 et 1975 où il y a déjà un processus constituant. Cela veut dire qu'il y a déjà autonomie. Et autonomie cela signifie partir des besoins matériels et, au bout d'un moment, le refus absolu de la délégation. Même en ce qui concerne la violence. On sait bien que la vie c'est violent, donc tu dois savoir t'organiser pour résister à la

violence du pouvoir : le pouvoir c'est violent. Donc, à Rome, en 1974, vont naître les Comités Autonomes Ouvriers qui vont choisir comme siège le 6 Via dei Volsci. Deux autres collectifs rejoignent les Comités Autonomes Ouvriers : les Comités Ouvriers de la Fiat et le CUB (Comités Unitaires de Base, cheminots). Il faut bien voir que le CUB est un des plus puissants groupes de l'Autonomie Ouvrière : si les cheminots bloquent les gares, c'est toute l'Italie qui est bloquée ! Donc, en janvier 1974 vont naître les Comités Autonomes Ouvriers.

Est-ce que tu as une idée du nombre de collectifs qui étaient représentés au congrès de Bologne ?

VINCENZO MILIUCCI : Il y avait peut-être 40 ou 50 structures mais ce qu'il faut bien voir c'est qu'il s'agissait de structures de masse. Cela veut dire que dans les usines un collectif est assez puissant pour paralyser toute l'usine. Donc c'est des groupes qui élisent les délégués de manière autonome. Mais au moment où on négocie, c'est comme si tout le monde était délégué, parce que même si il n'y a que quatre personnes qui rentrent dans le bureau, il y a tout le monde qui reste dehors comme puissance présente, avec une très grande force ! Ce qu'il faut voir aussi dans ce mouvement qui part de la base, sans maître ni père, c'est qu'il a une très forte attraction sur des parties considérables du mouvement étudiant qui ne sont affiliées à aucun groupe. Cette partie du mouvement étudiant qui ne se fige pas dans les formes sclérosées des groupes déjà constitués est attirée par les collectifs autonomes. Ce sont des gens très jeunes, pour la plupart beaucoup plus jeunes que les ouvriers, mais qui ne sont pas tous en contact pour la première fois avec des ouvriers, car par exemple à Mirafiori il y avait déjà des étudiants aux portes de l'usine. A Rome, si on prend en compte le Policlinico, l'université, et le quartier de San Lorenzo (qui est un quartier ouvrier) avec la Via dei Volsci, on voit bien qu'on obtient un bloc homogène où l'on bouge entre l'hôpital, l'université, et la Via dei Volsci. En 1974, il y a aussi une partie des collectifs des facultés de physique et de lettre qui rejoignent les Collectifs Autonomes Ouvriers. En 1972, les comités de l'ENEL et du Policlinico organisent régulièrement des autoréductions dans au moins six quartiers de Rome, et continuent à mener dans le même temps la lutte du logement entamée en 1969. En lieu un événement important qui concerne la banlieue de Rome, notamment la commune de San Basilio. Il y a des affrontements avec la police qui durent trois jours. La police intervient en force avec 1 500 hommes dans le but d'expulser 200 familles. La tension est très très forte. Au troisième jour, le 8 septembre, une femme prend le fusil de chasse de son mari et tire sur la police. La police ouvre le feu et tue un jeune de 19 ans de Tivoli, Fabrizio Ceruzzo. A partir de cette date, la lutte pour le logement se fera en son nom. La réaction des habitants de San Basilio est immédiate : les réverbères sont abattus et jetés en travers des rues, plongeant ainsi tout le quartier dans le noir. La police se réfugie sur un terrain de football et là, vraiment, on lui tire dessus de tous les côtés ! Des policiers sont blessés. Le ministre de l'Intérieur décide d'envoyer 2 500 policiers en renforts mais finalement ce qu'on a appelé « *la bataille de San Basilio* » prend fin à ce moment-là et l'envoi de ces renforts est annulé. Au début de l'année 1974, il y a eu une vague d'occupations à Rome. Cela commence le 17 janvier avec une

cinquantaine de familles qui occupent des appartements dans les quartiers Est. Dans les vingt jours qui suivent, 5500 appartements sont occupés. Il faudra l'intervention de l'armée pour y mettre fin au mois de mars. Avec ces occupations, on a vraiment touché l'un des points centraux des problèmes de la vie à Rome. Donc c'est pour ça qu'il y avait des gens qui rejoignaient le mouvement qui venaient même de la base de la Démocratie Chrétienne ou des socialistes, donc qui n'avaient rien à voir, mais vivaient ces conditions de prolétaires, et donc qui rejoignaient cette lutte. En mars 1974, les occupants ont dû partir : les affrontements ont été très très durs. Cette lutte a montré la faillite de la politique du logement des partis de gouvernement de droite ou de gauche.

Est-ce que les squatters ont été évacués par la force ?

VINCENZO MILIUCCI : Oui, mais la lutte pour le logement a continué jusqu'à aujourd'hui. Les occupations se sont poursuivies dans les nouveaux quartiers : Rome s'est développée comme ça.

Est-ce que tu pourrais m'expliquer les différences politiques qu'il y avait entre Rosso et les Volsci ?

VINCENZO MILIUCCI : En 1972, Negri quitte Potere Operaio et regarde avec intérêt l'autonomie ouvrière (à entendre ici avec deux minuscules). Cette année-là, il y a une rencontre à la faculté de science politique de Precanziol (près de Trévise) à laquelle j'étais présent. A la conférence de Precanziol, Negri s'ouvre à ce magma en effervescence. Negri vit alors à Milan. Il rentre en correspondance avec Rosso, la revue du groupe Gramsci. A ce moment-là il y a la préparation du congrès de 1973. On écrit couramment dans Rosso et dans le journal *Potere Operaio del Lunedì*.

De qui parles-tu exactement en disant « on » ?

VINCENZO MILIUCCI : L'autonomie ouvrière de base.

TRADUCTEUR : C'est ce qu'on appelle en Italie « l'autonomie diffuse ».

VINCENZO MILIUCCI : Ce n'est pas spontanéiste...

C'est donc l'Autonomie organisée...

TRADUCTEUR : Oui, c'est une autonomie qui est diffuse mais en même temps qui est rattachée à des collectifs d'usine ou à des collectifs territoriaux... Donc ce n'est pas spontanéiste en ce sens-là...

VINCENZO MILIUCCI : Donc en 1972 on écrit dans *Potere Operaio del Lunedì*. Le journal s'arrête en mars 1973. L'Autonomie diffuse écrit en même temps dans *Potere Operaio del Lunedì* et dans Rosso. Il y a une polémique avec Negri : une polémique qui tourne autour d'une critique de son attitude sectaire. Pour les Volsci, Negri continue à traîner avec lui cette tendance sectaire. La conception que Negri se fait de sa relation avec les collectifs ouvriers de l'Alfa, de Siet Siemens, et de Pirelli n'est pas celle d'une relation égalitaire. Negri conçoit les ouvriers comme une masse de manœuvre. Dans cette critique qui est adressée à Negri et à tous les groupes qu'il y a autour (donc aussi à Asor Rosa et à Mario Tronti surtout)... En 1976, Mario Tronti publie *L'Autonomie du politique*. Mario Tronti faisait partie des *Quaderni Rossi* : il avait un rôle très important pour Potere Operaio et l'Autonomie. Tronti soutient cette thèse de l'autonomie du politique. Cette théorie introduit une séparation entre le politique et le social, mais aussi entre le but et les moyens. Donc pour Negri et son groupe, le but (la nouvelle société)

devient moins important que les moyens. Les moyens c'est le politique, donc le parti, le parti léniniste. Et le social, c'est la masse de manœuvre en ce sens-là.

Le parti est considéré comme un moyen...

TRADUCTEUR : Oui, c'est le parti léniniste : l'avant-garde, les intellectuels...

Negri conçoit le parti comme un moyen...

TRADUCTEUR : Oui. Mais ce n'est pas exactement ça, c'est qu'il considère que les moyens sont plus importants que le but. Si tu penses à la thèse de Mario Tronti sur l'autonomie du politique, si le politique devient autonome par rapport à sa base sociale, cela signifie qu'il y a une rupture entre le social et le politique. Il n'y a plus de correspondance. Il y a une autonomie du politique, qui dans certains cas aboutit à créer une avant-garde dans l'espace social. En ce sens-là, le social c'est le troupeau qui suit et qu'il faut diriger. La fracture avec Negri se fait sur ce point-là.

VINCENZO MILIUCCI : Mais les ouvriers de l'Alfa, de Sit-Siemens, et de Pirelli n'étaient pas du tout de la masse de manœuvre : c'était des gens qui avaient des épaules bien larges, qui avaient un cerveau, et qui savaient ce qu'ils voulaient. De toute façon, même s'il y a un rapport critique avec Negri, il y a en tous cas une relation avec lui. Cette relation avec Negri prend fin au printemps ce moment-là, les collectifs de la Via dei Volsci considèrent qu'ils n'ont même plus de perspective commune avec Negri. L'année 1977 arrive : c'est la révolte des précaires et des chômeurs, qui se produit surtout à Rome. Même s'il y a eu à Bologne le rassemblement international, Radio Alice, et l'assassinat de Francesco Lo Russo (un militant de Lotta Continua), à Bologne le mouvement de lieu surtout au printemps et durant l'été. 60 % du mouvement de 1977 se déroule à Rome. Il y a la grande manifestation du 12 mars suite à la mort de Francesco Lo Russo durant laquelle ont lieu de nombreux affrontements. Mais l'évènement de départ, c'est l'expulsion de Luciano Lama (secrétaire général de la CGIL) de l'université de Rome. Lama était venu avec son service d'ordre faire une leçon de morale durant l'occupation de l'université... Il y a eu aussi la coordination nationale du mouvement de 1977 (avec une participation européenne) à la fin du mois de février. C'est Oreste Scalzone qui avait rédigé la motion finale.

Mais cette coordination nationale, ce n'était pas la coordination de l'Autonomie, c'était quelque chose de plus large ?

VINCENZO MILIUCCI : Oui, ça c'est le mouvement de 1977 ! Et Negri ne comprend pas ce mouvement de précaires. Il ne comprend pas les *achats prolétaires* : les pillages. Alberto Asor Rosa, qui était un leader historique de l'opéraïsme, écrit alors dans *L'Unità* (le quotidien du Parti Communiste) que « *c'est la société des un tiers qui veut écraser la société des deux tiers* ».

Traducteur : Asor Rosa avait fait partie des *Quaderni Rossi* et de *Potere Operaio*.

VINCENZO MILIUCCI : Asor Rosa parlait au nom du Parti Communiste. Au niveau du projet social, le Parti Communiste soutenait les libéraux.

Est-ce que tu pourrais dire combien de personnes regroupait le collectif de la Via dei Volsci ?

VINCENZO MILIUCCI : Il y avait une vie collective autour des Volsci qui rassemblait entre 200 et 500 personnes. Le , la police ferme le siège historique du collectif situé au 6 de la Via dei Volsci. Le jour même, le collectif fait une conférence de presse annonçant son installation dans de nouveaux locaux situés dans plusieurs bâtiments de la Via dei Volsci. Le local du numéro été fermé pour « *association subversive* ». Le 9 novembre, les 96 accusés sont allés faire la queue devant le bureau du procureur général pour lui demander pourquoi le local avait été fermé. En fait, le local avait été fermé à la demande du ministre de l'Intérieur Cossiga qui insistait depuis longtemps pour demander l'arrestation de tous les membres du collectif et la fermeture du 6 Via dei Volsci. Le procureur général lui demandait des preuves de culpabilité mais il n'y en avait pas ! Le 9 novembre, je suis allé voir le procureur général, je suis rentré dans son bureau, et je lui ai demandé : « *Qu'est-ce qui se passe ?* ». Il m'a répondu : « *T'inquiètes pas Miliucci, on vous laisse en liberté, on vous envoie pas en prison, on ferme juste le local* ». Pour revenir à ta question, il y a donc entre 200 et 500 personnes qui participent à la vie du collectif. Il y avait plusieurs collectifs qui avaient leur propre local et qui s'étaient associés au local central de la Via dei Volsci. Quand il y avait une réunion de coordination, tous ces collectifs se réunissaient Via dei Volsci. Il y avait aussi des commissions pour suivre par exemple les questions internationales ou ce qui se passait dans les usines. En manifestation, c'était extrêmement variable : on pouvait rassembler de vingt personnes jusqu'à 20 000 ou 30 000. Il faut dire aussi qu'entre 1972 et 1977, il s'est construit en quelque sorte une hégémonie de la Via dei Volsci, qui atteint son apogée en 1977 quand le quartier de San Lorenzo (autour de la Via dei Volsci) devient une sorte de « quartier général ». Il faut comprendre le lien entre l'université, le Policlinico, et Via dei Volsci, qui se situent tous les trois dans le quartier de San Lorenzo. Au Policlinico, entre 1972 et 1974, l'hôpital a été complètement conquis par la lutte menée par le Comité Autonome. Jusqu'en 1974, le Policlinico était géré par l'université. L'hôpital était sous la tutelle des professeurs d'université, qui exerçaient sur les travailleurs un pouvoir totalement incontrôlé. On a mené une lutte pour que l'hôpital soit placé sous l'autorité de la région, et c'est ce qui a été obtenu avec la loi de 1974 qui est un acquis de cette lutte. C'était en quelque sorte une lutte pour rendre l'hôpital au peuple.

Est-ce que les Comités Autonomes Ouvriers étaient seulement une structure locale ou est-ce qu'ils regroupaient aussi des collectifs de d'autres régions ?

VINCENZO MILIUCCI : Entre 1973 et 1975, il y a des structures territoriales qui sont tout à fait indépendantes les unes des autres : il y en a à Rome, il y en a à Naples, il y en a à Milan... La particularité de l'Autonomie c'est, comme Marx, de partir des besoins et pas du capital. Marx part des besoins de la classe ouvrière et du lumpenprolétariat plutôt que d'une considération théorique et abstraite du capital. Les collectifs autonomes c'était toute une série de pratiques (les autoréductions entre 1972 et 1985, la lutte pour le logement...), mais c'était aussi le féminisme. Le féminisme était une composante du mouvement. Nous avons été les premiers à pratiquer les avortements : avec la méthode Karman (que des Français nous avaient appris). On

faisait ça nous-mêmes d'abord avec une pompe à vélo, puis avec une pompe électrique, jusqu'à ce qu'on s'installe à l'hôpital. A l'hôpital c'était des femmes qui s'occupaient de ça. Jusqu'à ce qu'intervienne la police, avec l'arrestation de ces camarades, qui sont sorties le poing levé. En 1974, on pose aussi avec radicalité la question écologique. On pose les bases de la critique du nucléaire. Auparavant, toute la gauche était productiviste et donc pro-nucléaire. Le , il y a eu l'occupation à Montalto di Castro d'un terrain où devait être construite une centrale nucléaire. Cette occupation a duré trois jours et a rassemblé 20 000 personnes. Une occupation de ce type, ça ne s'improvise pas. Il y a aussi la question de la jeunesse. C'est vrai qu'en 1968 il y a eu une explosion de liberté, mais cette libération n'a pas concerné les espaces. C'est seulement en 1976 qu'il y a les premières tentatives de centres sociaux occupés. Cela ne dure pas plus de quarante-huit heures, mais c'est la première fois qu'on aborde le problème. Le premier centre social occupé qui durera à Rome ne sera ouvert qu'en 1985. Il y avait aussi des actions contre le travail au noir. On faisait des rondes et on disait à chaque patron : « *Soit tu régularises les gens qui travaillent là, soit on casse tout* ». En ce qui concerne l'organisation, on ne faisait pas de fétichisme. Ainsi en 1977, on avait le choix entre deux possibilités : soit maintenir la structure des Comités Autonomes Ouvriers, soit s'ouvrir au mouvement de 1977 (qui dure jusqu'à l'enlèvement d'Aldo Moro). Tout le monde n'était pas d'accord, mais moi j'étais partisan de l'ouverture. Pour moi, ça, c'était la continuité.

Et finalement, est-ce que vous vous êtes ouverts au mouvement de 1977 ?

VINCENZO MILIUCCI : Oui, on a fait le choix de l'ouverture. Le local était ouvert aux autres collectifs et on faisait des réunions en commun. *Radio Onda Rossa* est née en mai 1977 : c'est un bon exemple de cette ouverture. Au mois de mai, on a décidé de faire cette radio. Ça a été une erreur. On discutait de savoir s'il fallait faire une radio ou une chaîne de télévision. A cette époque, les coûts étaient quasiment équivalents. On a choisit de faire une radio : ça a été une belle erreur ! On aurait très bien pu faire une chaîne de télé ! *Radio Onda Rossa* existe encore aujourd'hui. C'est une radio complètement ouverte dans le sens où il y a plusieurs tendances : ce n'est pas la radio d'un groupe. D'ailleurs le nom de la radio a même été choisi au cours d'une assemblée d'ouvriers et d'étudiants. L'appel de Bologne contre la répression a aussi été rédigé par des camarades de *Radio Onda Rossa* qui l'ont proposé à Jean-Paul Sartre par l'intermédiaire de Félix Guattari. C'est comme ça qu'a été organisé à Bologne, au mois de septembre, le rassemblement international contre la répression. Le maire de Bologne, qui était communiste, avait refusé de mettre des locaux à disposition pour héberger les gens qui venaient pour le rassemblement international, qu'ils qualifiaient de « *barbares* ». Mais l'épicentre du mouvement de 1977 c'était Rome. C'est à Rome que Giorgina Masi a été tuée. A Bologne, l'armée n'est intervenue qu'une seule fois avec des chars : le . A Rome, c'est arrivé à plusieurs reprises.

Est-ce que tu pourrais préciser la chronologie des événements qui se sont déroulés en 1977 ?

VINCENZO MILIUCCI : Les 26 et 27 février, il y a à Rome la réunion de la coordination nationale du mouvement de 1977, à laquelle participent

aussi des gens de d'autres pays d'Europe.

Est-ce que cette coordination nationale a un rapport avec l'appel de Bologne ?

VINCENZO MILIUCCI : Le 11 mars, Francesco Lo Russo est tué à Bologne. Le 12 mars, il y a une grande manifestation à Rome. Les 26 et 27 février, il y a cette assemblée à Rome qui pose en quelque sorte les bases du mouvement de 1977. En septembre, on décide d'organiser un rassemblement contre la répression à Bologne (là où Francesco Lo Russo a été tué). Jean-Paul Sartre est contacté au mois de juillet pour rédiger un appel pour le rassemblement de Bologne. L'appel de Bologne est lancé au mois de juillet. Il y avait donc tout un réseau de relations...

Est-ce que tu pourrais dire combien de personnes regroupait chacun des quatre comités des Volsci ?

VINCENZO MILIUCCI : En 1974, le comité de l'ENEL regroupait entre 200 et 300 personnes. Mais si on faisait grève, on arrivait à mobiliser 4 000 personnes. En février 1971, le comité du Policlinico regroupait une centaine de personnes, mais en cas de grève il pouvait rassembler entre 5 et 10 % des employés. Le comité de la Fiat regroupait une vingtaine de personnes. Il s'est autodissout en 1975. Sur les vingt, il n'y avait que six ou sept ouvriers. La CUB s'est autodissout en 1976. Elle rassemblait une cinquantaine d'agitateurs. Mais la CUB, c'était les chemins de fer : si on faisait grève, c'est toute l'Italie qui était bloquée. Mais c'est surtout l'université qui a élargi le mouvement en 1977. Une des particularités de Rome c'est qu'on a toujours lutté contre le nucléaire. L'Italie est le seul pays qui a réussi à arrêter le nucléaire. Et ça, ça faisait partie de la lutte pour une société alternative. Dans les années 70, la Via dei Volsci pouvait représenter un peu en quelque sorte l'âme du mouvement de Rome. Les luttes auxquelles j'ai participé étaient centrées autour de quatre points fondamentaux qui restent valables encore aujourd'hui. Le premier point fondamental c'est de défendre la paix contre la guerre. Cela signifie être pour la fermeture des usines d'armement et contre les ventes d'armes. Le second point c'est la dimension sociale : donner à chacun selon ses besoins. Le troisième point c'est la question écologique : la nécessité de sauvegarder un modèle alternatif de gestion de l'eau et de l'énergie qui prenne en compte l'écosystème. Et le quatrième point c'est le refus des institutions. La lutte antinucléaire a permis aux gens de comprendre qu'ils vivaient dans un système orienté vers la guerre et qu'ils n'étaient pas libres. Mais pour nous l'organisation n'était qu'un moyen : ce qui comptait c'était la participation. En 1975, il y a eu aussi l'assemblée des citoyens des comités ouvriers et populaires.

Que s'est-il passé après 1977 ?

VINCENZO MILIUCCI : Il y a eu l'enlèvement d'Aldo Moro en mars 1978. La première conséquence, ça a été l'armée dans la rue. La police a essayé de faire fermer tous les endroits où l'on pouvait se réunir. Au mois d'août, il y a eu huit jours de manifestations sur les questions écologiques. Une grève était prévue pour l'anniversaire de Hiroshima, le 6 août. Et ce jour-là, l'armée est intervenue rien que pour une petite manifestation. Ça démontrait à quel point l'armée était hyper présente et comment elle pouvait s'en prendre à quiconque passait dans la rue. Après l'enlèvement d'Aldo Moro, toute l'extrême-gauche était assimilée

aux Brigades Rouges. Notre slogan c'était « *Ni avec l'Etat ni avec les Brigades Rouges* ». On a lutté pour la libération d'Aldo Moro car on était contre l'exécution des prisonniers : on considérait que c'était à la fois inutile, absurde, et indigne. En 1979, ceux qui étaient considérés comme les dirigeants de l'Autonomie ouvrière ont été incarcérés : Negri, Piperno, Scalzone... L'Autonomie était accusée d'être la tête des Brigades Rouges... Les Brigades Rouges étaient considérées comme le bras armé de l'Autonomie... En 1980, la police a fait fermer *Radio Onda Rossa* pendant trois mois : ça nous a impressionné. La radio a pu rouvrir à la fin du mois de mai. Moi j'ai fait huit mois de prison en quartier de haute sécurité. Beaucoup ont refusé de s'exiler. Entre 1979 et 1983, 25 000 personnes ont été emprisonnées. Ca a été la période la pire. La situation n'a commencé à s'améliorer qu'à partir de 1983, avec les premières libérations. La prison de Voghera, dans le Piémont, était une prison de haute sécurité. Là-bas, les murs étaient tout blanc et les lumières toujours allumées. C'était le même style que Stammheim. Dans les années 70, il devait y avoir en Italie 5 000 personnes qui pratiquaient la lutte armée. Mais il y en a cinq fois plus qui ont été emprisonnés sur cette accusation ! En fait, ils ont essayé de mettre en prison tous les gens qui faisaient partie du mouvement... C'était d'autres générations qui étaient emprisonnées, dans beaucoup de mouvements différents... Certains ont été emprisonnés pendant huit mois, d'autres pendant deux ans, ça dépendait... Mais l'effet de ça, ça a été le recul du mouvement. Le 12 novembre 1979, il y a eu une manifestation à Rome pour la libération des prisonniers qui a rassemblé 50 000 personnes. Il y a eu d'autres manifestations du même type cette année-là, mais ensuite ça a été beaucoup plus dur... Il y a eu aussi de l'agitation dans les prisons... En ce qui me concerne, j'ai été emprisonné deux fois. Les deux fois ça a été par rapport à la lutte antinucléaire. La seconde fois, ça a été en 1985 par rapport à la lutte menée en Sicile.

Combien de temps es-tu resté en prison en 1985 ?

VINCENZO MILIUCCI : J'y suis resté deux mois, toujours dans une prison de haute sécurité. J'ai été incarcéré à cause de la radicalité de mon engagement contre le nucléaire. Je n'ai jamais accepté le réformisme gestionnaire.

En ce qui concerne les 25 000 personnes incarcérées dont tu as parlé, combien de temps en moyenne sont-elles restées en prison ?

VINCENZO MILIUCCI : Les gens restaient au moins six mois en prison en préventive. La détention préventive pouvait durer deux ans. Cela faisait partie des lois d'urgence qui sont encore aujourd'hui en vigueur (il y en a même eu des nouvelles depuis). Certains ont été condamnés à 20 ans de prison. Aujourd'hui il reste encore 200 prisonniers politiques en Italie. Ils ont presque tous déjà fait au moins 18 ans de prison et la moitié ont été condamnés à perpétuité. Une trentaine de ces prisonniers sont en semi-liberté. Il reste aussi 200 personnes qui sont toujours exilées en France ou en Amérique du Sud.

[1] Comitati Autonomi Operai di Roma, *Autonomia Operaia : Nascita sviluppo e*

ENTRETIEN AVEC VALERIO MONTEVENTI

(septembre 2005)

Valerio Monteventi est né à Bologne en novembre 1954. D'abord inscrit aux Jeunesses Communistes, il milite à Potere Operaio de 1969 à 1976. Valerio Monteventi commence à travailler en 1974 à l'usine Ducati (fabrique de motos) de Bologne. En 1975, il adhère à la FLM, la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie, qui regroupe alors les syndicats de la métallurgie de la CGIL, de la CISL, et de l'UIL. A partir de 1976, il milite au sein du Comité Ouvrier autonome de Ducati tout en restant membre de la FLM. Arrêté en octobre 1980, il est accusé d'appartenance à Prima Linea et incarcéré jusqu'en juin 1981. Depuis 1993, Valerio Monteventi est conseiller municipal de Bologne. Il est aujourd'hui affilié à Rifondazione.

Traduction : Franco Berardi (Bifo)

A quel âge as-tu commencé à faire de la politique ?

VALERIO MONTEVENTI : A 14 ans.

Est-ce que tu as adhéré à une organisation ?

VALERIO MONTEVENTI : Je suis rentré dans un collectif lycéen qui était très proche de Potere Operaio. Je faisais partie de Potere Operaio. A Bologne, Potere Operaio était surtout implanté dans les lycées.

Est-ce que Potere Operaio était implanté à l'université ?

BIFO : Pas tellement, plutôt dans les lycées. A Bologne, c'était surtout les lycées techniques, qui étaient un peu un lieu de contact entre situations ouvrières...

VALERIO MONTEVENTI : A l'époque, c'est surtout la formation de groupes lycéens qui intervenaient dans les usines : c'est la liaison entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier.

Comment s'appelait le collectif lycéen auquel tu participais ?

VALERIO MONTEVENTI : « Coordination des Etudiants ».

Donc, c'est à partir de 1968...

BIFO : C'est plutôt à partir de 1969. 1968 c'est un phénomène surtout universitaire.

VALERIO MONTEVENTI : C'est à partir de 1969 qu'il y a un mouvement dans les lycées, qui est parallèle au mouvement dans les usines.

Donc, c'est à partir de 1969 que tu fais partie de la Coordination des Etudiants de Bologne...

VALERIO MONTEVENTI : Oui.

Jusqu'à quand ?

VALERIO MONTEVENTI : Jusqu'en 1974.

Que fais-tu à partir de 1974 ?

VALERIO MONTEVENTI : J'ai trouvé un travail dans une usine de Bologne, chez Ducati (le fabricant de motos), et en même temps je me

suis inscrit en droit à l'université. J'ai fait des études de droit du travail.

Jusqu'à quand es-tu resté à l'université ?

VALERIO MONTEVENTI : Je n'ai jamais terminé mes études ! Je n'ai validé que 23 cours sur 24 puis j'ai été arrêté et je suis resté en prison !

Quand as-tu été arrêté ?

VALERIO MONTEVENTI : Le ...

BIFO : Mais non, c'était pas en 1979, c'était en 1980 !

VALERIO MONTEVENTI : Ah oui, c'est exact : c'était le .

BIFO : Oui, ça fait partie d'une autre vague...

Est-ce que tu as été membre d'une organisation politique ?

VALERIO MONTEVENTI : Oui, j'étais militant de Potere Operaio et je le suis resté après la scission de 1973.

Est-ce que tu as adhéré à une autre organisation politique après la dissolution de Potere Operaio ?

VALERIO MONTEVENTI : A Bologne, après la dissolution de Potere Operaio, il y a eu une expérience d'organisation autonome. Des groupes autonomes se sont formés. Ce n'était pas une adhésion à un groupe politique mais plutôt ce qu'on appelle l'autonomie. C'était pas l'Autonomie ouvrière organisée au sens de Negri, c'était plutôt la coordination des groupes ouvriers autonomes.

Est-ce que tu veux dire que c'était quelque chose d'assez informel ?

VALERIO MONTEVENTI : Oui, c'était une organisation locale dans les usines de Bologne, et en même temps il y avait une coordination avec d'autres groupes ouvriers... Entre 1974 et 1977, moi et mon groupe on a participé à des réunions de groupes ouvriers en dehors des organisations formelles.

Comment s'appelait ton groupe ?

VALERIO MONTEVENTI : Mon activité principale c'était à l'intérieur de l'usine avec le Comité Ouvrier Autonome. Mais à Bologne, avec d'autres copains qui n'étaient pas tous ouvriers, il y avait aussi une espèce de survie de la dénomination « Potere Operaio ».

Jusqu'à quand avez-vous continué à vous appeler « Potere Operaio » ?

VALERIO MONTEVENTI : Jusqu'en 1976. C'est une année importante parce que le mouvement de Bologne a commencé à surgir à cette époque. Les identités précédentes ont commencé à se dissoudre...

Est-ce que tu peux décrire la situation à Bologne à partir de 1976 ?

VALERIO MONTEVENTI : A Bologne il y a une dynamique un peu différente que dans les autres villes car les différentes identités organisationnelles commencent à être remises en question. Il y avait quatre composantes: Lotta Continua, l'Autonomie désirante, les autonomes qui ne faisaient pas référence à l'Autonomie organisée, et *Rosso*.

BIFO : Les trois composantes de l'Autonomie provenaient de Potere Operaio. Il y avait *Rosso*, une composante plus ouvriériste dont Valerio faisait partie, et une composante dont je faisais partie qui a abandonné l'identification organisationnelle.

Qu'est-ce que tu veux dire par « ceux qui ne faisaient pas référence à l'Autonomie organisée » ?

BIFO : On peut dire que c'était ceux qui étaient proches d'Oreste

Scalzone, c'est plus simple !

VALERIO MONTEVENTI : Ce n'était pas si strict que ça ! Une partie étaient restés liés à la mouvance de Scalzone, mais dans mon groupe il y avait des ouvriers autonomes qui n'avaient aucun rapport avec Potere Operaio. Certains rejoignent les Comités Communistes Révolutionnaires (CCR). Moi je n'ai pas adhéré aux CCR car j'étais surtout engagé dans les usines.

Qu'est-ce que tu entends par « Autonomie organisée » ?

VALERIO MONTEVENTI : C'est une expression qui fait référence à *Rosso* (à Milan et en Vénétie) et aux *Volsci* de Rome. A Bologne, il y avait un groupe qui était lié à *Rosso* et qui était en contact avec Toni Negri.

BIFO : Oui, d'ailleurs moi j'ai participé à *Rosso* jusqu'en 1976.

On m'a parlé d'une « coordination nationale de l'Autonomie ouvrière organisée »...

BIFO : C'est difficile de dire ce qu'était la coordination, l'Autonomie organisée, les comités ouvriers... Il y avait une espèce de magma dans lequel tu pouvais participer à une réunion d'un groupe ouvrier autonome tout en croyant que c'était la réunion d'un groupe politique... Moi je suis pas capable de distinguer de façon claire où finissait l'organisation politique formelle, où commençait la réunion de gens non-organisés... C'était vraiment l'époque de la dissolution ! La dissolution c'est un processus. Donc on ne peut pas dire quand ça commence et quand ça se termine...

VALERIO MONTEVENTI : Par exemple moi j'étais copain avec les gens qui se référaient au groupe de Scalzone mais je travaillais comme ouvrier d'usine, donc c'est difficile de distinguer le niveau des organisations et le niveau autonome. J'ai participé à des réunions nationales avec Scalzone.

Comment signiez-vous vos tracts ?

VALERIO MONTEVENTI : On signait avec la liste des quatre ou cinq comités autonomes de chaque usine, dont le Comité Autonome Ouvrier de Ducati. Il y a eu un journal qui s'appelait *Il Corrispondente operaio* qui n'était pas l'expression d'une organisation politique. Il y a eu aussi le journal des comités autonomes d'usine qui s'appelait *Il Fondo del barile* (*Le Fond du tonneau*).

BIFO : C'était l'expression utilisée par Alberto Minucci, un dirigeant du Parti Communiste qui avait accusé les ouvriers de la Fiat...

VALERIO MONTEVENTI : A l'époque des luttes ouvrières contre les licenciements à la Fiat, en 1979, Alberto Minucci avait dit « *Ca c'est vraiment le fond du tonneau* ». Le groupe de Bologne a repris cette expression méprisante...

Que voulait dire Alberto Minucci ?

BIFO : C'est une expression qu'il avait utilisé pour désigner les ouvriers de la Fiat, pour dire « les ouvriers de la Fiat c'est vraiment le fond du tonneau », « c'est des merdes », « c'est quelque chose qu'on peut pas boire », « c'est quelque chose qu'on peut pas utiliser »... L'expression a été reprise par les Comités Autonomes Ouvriers de Bologne pour le nom de leur journal.

C'est donc un journal qui date de 1979...

VALERIO MONTEVENTI : Le journal date de 1977 mais au début il s'appelait *Il Corrispondente operaio*. C'est devenu *Il Fondo del barile* en

1979.

Jusqu'à quand a duré *Il Fondo del barile* ?

VALERIO MONTEVENTI : Jusqu'à mon arrestation en octobre 1980. Ça n'a duré qu'un an : il n'y a eu que quelques numéros.

Combien de personnes regroupaient les Comités Autonomes Ouvriers de Bologne ?

VALERIO MONTEVENTI : Dans chaque usine il pouvait y avoir beaucoup d'ouvriers qui étaient liés au Comité Autonome. Le Comité Autonome Ouvrier de Ducati était composé d'une quarantaine de personnes. Mais seulement entre sept et dix personnes participaient aux réunions de la coordination des différents comités. Certains membres du Comité Autonome de Ducati étaient comme moi délégués syndicaux, même si les relations avec le syndicat étaient polémiques...

De quel syndicat étais-tu membre ?

VALERIO MONTEVENTI : J'étais délégué du personnel et non-syndiqué. Mais certains délégués du personnel étaient à la fois syndiqués et membres du Comité Autonome.

A quel syndicat adhéraient les membres du Comité Autonome Ouvrier de Ducati ?

VALERIO MONTEVENTI : Certains étaient membres de la FLM (Fédération des Travailleurs Métallurgistes). La FLM était une conséquence des luttes ouvrières. C'était un organisme unitaire qui fédérait les syndicats de métallurgistes de la CGIL, de la CISL, et de l'UIL. Certains ouvriers étaient aussi directement syndiqués à la FLM.

Est-ce que la majorité des militants du Comité Autonome Ouvrier de Ducati étaient membres de la FLM ?

VALERIO MONTEVENTI : C'est difficile à dire... Certains ont quitté la FLM. Moi-même, j'y ai adhéré pendant une période.

BIFO : De toute façon, il y avait une relation entre la FLM et les comités autonomes. C'était une relation polémique, avec des moments d'alliance et des moments de conflit, mais il y avait une relation. La FLM a été l'expérience la plus avancée dans l'histoire syndicale italienne.

VALERIO MONTEVENTI : Probablement même dans l'histoire syndicale européenne...

A quelle époque as-tu été membre de la FLM ?

VALERIO MONTEVENTI : J'ai adhéré à la FLM en 1975. Après mon arrestation en 1980, la FLM a eu une attitude ambiguë : j'ai été suspendu mais en même temps la FLM a déclaré que les accusations portées contre moi n'étaient pas très sérieuses. Finalement, j'ai décidé de quitter la FLM.

ENTRETIEN AVEC FRANCO BERARDI DIT « BIFO »

(septembre 2005)

Franco Berardi est né à Bologne en 1949. Il milite à partir de l'âge de 14 ans aux Jeunesses Communistes Italiennes, dont il est exclu en 1966, puis à Potere Operaio à partir de 1969. Il publie son premier ouvrage, *Contre le travail*, en 1970. En 1973, il quitte Potere Operaio et participe ensuite à la revue *Rosso*. Franco Berardi, dit « Bifo », est alors particulièrement influencé par la pensée de Michel Foucault, de Gilles Deleuze, et surtout de Félix Guattari. Il crée la revue *A-Traverso* en 1975, puis *Radio Alice* en 1976, et devient le principal animateur de l'Autonomie désirante. Recherché par la police italienne à partir de mars 1977 pour « association subversive », il se réfugie à Paris pendant un an, avant de rentrer en Italie en mars 1978. Arrêté, il est libéré après deux semaines de prison. Philosophe, Franco Berardi a publié depuis une vingtaine d'ouvrages et enseigne aujourd'hui à l'académie des Beaux-Arts de Milan.

Est-ce que tu pourrais revenir sur le contexte spécifique de Bologne dans les années 70 ? Comment apparaît l'Autonomie désirante ?

BIFO : Le contexte politique et social c'est le contexte de la crise des groupes politiques traditionnels, même la dissolution de Potere Operaio, etc... Donc la naissance d'une espèce de « magma », qui s'appelle « Autonomie », dans son sens très vague... A un niveau social, c'est la situation de crise économique qui suit le choc pétrolier de 1973, le chômage massif, etc... Dans ce contexte, la situation de Bologne est un peu spéciale parce que Bologne est une ville étudiante : c'est une ville spécialement universitaire. Le poids des universitaires dans la ville est décisif. C'est une ville de 400 000 habitants (sans compter la banlieue), et aujourd'hui 90 000 sont étudiants. Presque un habitant sur quatre est étudiant : ça fait une situation très particulière au niveau de la composition sociale. Deuxièmement, c'est la ville qui a été dirigée par le Parti Communiste depuis la Libération, et donc c'est un peu considérée comme la vitrine du « socialisme à visage humain ». Donc cela donne un caractère spécial à Bologne... Et les étudiants qui décidaient de venir à Bologne étaient des étudiants politiquement motivés, comme ils venaient dans la ville de la gauche, etc... Dans ce contexte, il y a un groupe, dont je faisais partie, qui a commencé à lire *L'Anti-Œdipe* en 1973-1974, c'est-à-dire juste après sa sortie. Moi je me souviens d'avoir lu le texte de Félix Guattari en 1974. Et après, j'ai continué... Et ça a fait un choc ! D'un côté on peut dire que la situation était prête pour recevoir ce message : c'était justement une situation « magmatique », pas spécialement définie au niveau des formations sociales, etc... Mais l'effet que produisit la lecture de Guattari, Deleuze, et de Michel Foucault... Je me rappelle la lecture de *l'Histoire de la folie*,

plus ou moins à la même période... Ca produit effectivement un changement de perception culturelle, et aussi de perception politique. Je dirais que l'idée même de l'Autonomie désirante est conduite par le contact entre une théorie politique et philosophique nouvelle qui refuse la dimension « molaire » de la politique...

Qu'est-ce que tu entends par dimension « molaire » ?

BIFO : Guattari et Deleuze appellent « molaire » ce qui a la forme de la « mole » : la dimension, l'institution, le solide. La « mole » est opposée à « moléculaire » : ce qui n'a pas une dimension unifiée et solide. Tu as utilisé l'expression « Autonomie désirante ». A l'époque, on disait aussi « Autonomie créative ». On utilisait beaucoup le terme « transversalisme ». L'idée centrale qui nous est née de *L'Anti-Œdipe* c'était que le mouvement n'est pas le produit d'une identité fixe, que ce n'est pas le produit d'une idéologie qui identifie un sujet, mais que c'est plutôt l'effet d'une production des marges, d'une multiplication, d'une prolifération des marges : des marginalités. Il y a la marginalité sociale donnée par le chômage, il y a la marginalité sexuelle du mouvement gay qui à l'époque est en train de naître, il y a la marginalité politique de toute cette mouvance extraparlamentaire qui n'a aucune identité précise... L'idée c'était que les marges sont plus importantes que l'identité centrale. Cela avait évidemment quelque chose à voir aussi avec la crise des greniers industriels classiques, c'est-à-dire la référence à la classe ouvrière...

La référence à l' « ouvrier-masse » ?

BIFO : La référence à l'ouvrier-masse, si on le considère comme le point de repère de toute politique de gauche... C'était un peu en train de s'évanouir ! Tout d'abord parce qu'il y avait 14 % de chômeurs dans la population italienne et presque 25 % chez les jeunes. Et c'était pas des vieux chômeurs analphabètes du début du siècle, c'était des chômeurs hyper alphabétisés, des chômeurs universitaires, des chômeurs avec un diplôme, avec une licence, etc... Donc, la marginalité implique une redéfinition du rapport entre mouvement politique et identité sociale. L'identité sociale se désagrège et le mouvement politique doit être capable d'être un mouvement transversal. La marginalité implique une redéfinition du rapport entre mouvement politique et identité sociale... Ou plutôt « non-identité sociale ». Le mouvement politique qui existait autrefois était fondé sur une identité forte : l'identité de la classe ouvrière. Là, à ce moment, on commence à penser que ce n'est pas possible d'identifier les mouvements sous la direction d'une identité sociale forte. C'est plutôt la prolifération des nouveaux sujets ce qui nous intéresse... En même temps, il y a toute une réflexion qui commençait à l'époque à Bologne sur le travail intellectuel, sur l'intellectualisation du travail productif, et sur la prolétarianisation du travail intellectuel. Là il y a une référence importante au travail du philosophe allemand Hans-Jürgen Krahl. C'est quelqu'un qui était très jeune également... Il venait de publier un livre qui s'appelle *Constitution et lutte de classe*. Il avait écrit aussi *Thèse sur l'intelligence technico-scientifique*, que nous avons lu avec beaucoup d'intérêt. C'était une espèce de réflexion à propos de l'émergence d'une nouvelle composition sociale de la classe ouvrière. La classe ouvrière aujourd'hui est en train d'être composée par des travailleurs intellectuels : des techniciens, des ingénieurs, des

travailleurs de la communication... Tout cela, Hans-Jürgen Krahl l'avait écrit en 1971 : très tôt ! Il avait prévu ce qui allait se dérouler vingt ans après ! Et nous on était très intéressés par cette thèse. On a publié pas mal de choses dans la revue *A-Traverso* à propos de l'idée de l'auto-organisation des travailleurs intellectuels... Et la naissance des radios, qui est un phénomène qui date de 1976, cela implique aussi une réflexion théorique et une pratique du détournement de la technique, d'une connaissance, d'un savoir... D'ailleurs aujourd'hui c'est très banal les radios... Si tu imagines ce que ça pouvait être pour quelqu'un qui s'était formé dans les années 60... Pour moi, c'était inconcevable l'idée d'émettre à travers une radio ! Il y avait des techniciens, c'était les gens les plus jeunes parmi nous... Moi j'avais 25 ans en 1975 : j'étais pas plus jeune... Je suis né en 1949, donc j'avais 25-26 ans, j'étais déjà sorti de l'université, j'étais déjà enseignant, etc... J'étais formé dans un sens. Mais il y a la nouvelle génération, qui est la génération qui a su créer la radio au niveau technique : c'était des copains plus jeunes que moi qui d'une certaine façon étaient l'anticipation de ce qui est devenu après la génération informatique, la génération internet, etc... Donc, dans la naissance des radios, il faut voir aussi un phénomène d'auto-organisation des travailleurs intellectuels, des techniciens. C'est la première fois que des techniciens de la télécommunication, des ingénieurs, etc... commencent à bricoler avec un but clairement politique. La technique et la politique ne sont plus des choses séparées : elles sont la même chose, c'est le même processus. Donc il y a le côté « désirant » et, pour s'exprimer en terme guattarien, il y a le côté « machinique » de la chose, il y a le côté « incarnation du travail technique ». En 1975, nous avons commencé à faire la revue *A-Traverso*, qui rassemblait un groupe d'étudiants, essentiellement, et il y avait aussi deux-trois techniciens : un technicien informatique déjà, un autre qui était un journaliste très intéressé par le bricolage radiophonique, etc... Et donc, au début, on a fait la revue.

Combien étiez-vous ?

BIFO : Onze ou douze : c'était vraiment un petit groupe au début. Après, on a lancé l'idée de la radio. On a commencé à émettre le , au début des élections. C'était la première radio.

C'était Radio Alice.

BIFO : Oui, *Radio Alice*. Il faut imaginer ce qu'était le spectre électromagnétique à l'époque : un désert ! Si aujourd'hui tu veux émettre, tu dois tenir compte du fait que dans le spectre électromagnétique il y a des centaines de fréquence occupées : occupées par les radios, par les télévisions, par des centaines de choses... A l'époque, il n'y avait que l'Etat qui pouvait émettre ! C'est très important ! *Radio Alice* et les radios en général à l'époque, ça a été la brèche dans le mur des monopoles étatiques des émissions.

Est-ce que les premières émissions de Radio Alice étaient illégales ?

BIFO : Pas vraiment...

Est-ce qu'il y avait un vide juridique ?

BIFO : C'était un vide juridique. Parce que quelques mois avant, à la fin 1975, la Cour constitutionnelle avait émis un jugement qui déclarait anticonstitutionnel le monopole de l'Etat, parce que ça empêche la libre expression des citoyens, etc... C'était facile à comprendre. Ça a produit

un effet considérable. Il y avait un vide juridique : c'était ni interdit ni réglementé. Donc, on pouvait émettre mais ce n'était pas exactement légalisé. Mais ce n'était pas illégal... Comme ça on a pu commencer, et les émissions se sont déroulées pendant une période d'une façon très facile parce que t'avais vraiment de l'attention : c'était un scandale que quelqu'un puisse émettre ! Il n'y avait que les émissions de l'Etat. Donc, une espèce de communication très formelle, très bureaucratique : c'est l'Etat qui parle. Tout d'un coup, des types absolument non-professionnels, non-formels, qui disent des choses vraiment folles ! Ca a produit un effet... On avait 40 000 auditeurs dans la province de Bologne, ce qui était un succès énorme ! Aujourd'hui, c'est plus difficile parce qu'il y a je sais pas combien de radios... C'est pas la même chose. L'effet politique produit par *Radio Alice* est lié d'un côté à cette espèce de scandale. Le journal citoyen *Il Resto del Carnino* nous attaqua : un journal très conformiste qu'on trouve dans tous les kiosques (c'est le journal de Bologne). Ce journal avait lancé une campagne contre *Radio Alice*, considérée comme une espèce de scandale : « contre la religion », « des mots obscènes », « On peut pas supporter ça ! », etc... Mais tout ça nous a aidé beaucoup parce que ça nous a fait devenir une espèce de scandale citoyen, etc... Et, en même temps, il y avait la montée d'un mouvement social de plus en plus radical, qui était produit tout d'abord par le chômage, mais qui était produit aussi par un effet de radicalisation politique de la situation italienne. Parce que dans cette période il y a le *Compromis historique*. *Compromis historique*, cela signifiait qu'il n'y avait plus aucune représentation institutionnelle ou parlementaire de l'opposition. Il n'y avait plus de politique d'opposition au niveau parlementaire. Et il y avait un mouvement social très large, très fort, et aussi culturellement vivace. Il n'y avait pas de représentation politique de cette opposition. Alors, les choses étaient évidemment destinées à se radicaliser. Et en effet, entre 1976 et 1977, il y a une multiplication des occupations universitaires. Il y a une espèce de vague des luttes ouvrières autonomes, surtout à Milan, à un moment donné aussi à Turin (à la Fiat)... Mais tout ça n'avait plus le caractère idéologique des petits groupes extraparlimentaires, c'était hyper magmatique... Et donc, dans cette situation, cette espèce de mouvance « désirante », « transversale », « créative », put avoir un effet : un effet concret, un effet massif !

Combien de personnes participaient à *Radio Alice* ?

BIFO : Au début c'était un petit groupe. Au début, je pourrais dire entre dix et douze personnes. C'était les mêmes qui avaient fait *A-Traverso*. Mais au bout de deux semaines, la nouvelle circulait dans la ville, et comme on avait déclaré que les portes de la radio étaient ouvertes, les gens arrivaient pour dire quelque chose au micro. Alors, on avait pas vraiment de programme... Les gens venaient à la rédaction, nous proposaient un thème, un discours, ou quelque chose... Nous on disait : « Oui, d'accord, tu viens à 15H00 », « Tu viens à 16H00 », « Tu viens à 17H00 »... Et au bout d'un mois, la rédaction de la radio était tout le temps bourrée de gens qui venaient... C'était devenu une espèce de rendez-vous citoyen... La salle de rédaction c'était des dizaines de personnes qui venaient, qui parlaient, qui proposaient des choses, qui préparaient les émissions, etc... Donc je ne peux pas dire combien de

gens sont passés à la radio. Je passe mon temps encore aujourd'hui à rencontrer des gens qui me disent « Ah, oui ! Je suis passé à la radio, j'ai fait des émissions, etc... ». C'était incalculable. Il y a énormément de personnes qui sont passées à la radio de février 1976 à mars 1977. Ca fut une année très très excitante au niveau culturel et au niveau politique. De ce point de vue, la radio a joué un rôle : pas un rôle d'organisation, pas un rôle de direction, mais plutôt un rôle de diffusion d'un sentiment politique nouveau. Aujourd'hui, avec les guattariens, on dirait un rôle « rhizomatique » : c'est-à-dire, c'est l'idée que le rôle d'un média c'est pas d'idéologiser les gens, mais c'est de « *donner la parole à ceux qui ne l'ont jamais eu* ». Evidemment, ça a rencontré très facilement le mouvement de révolte : on était dans la même ligne de convergence avec le mouvement qui était en train de monter dans la rue, dans les facultés, dans les usines, etc... Ca fait que lorsque la situation a explosé en février-mars 1977, à ce moment la radio est devenue une espèce d'instrument de la révolte.

Jusqu'à quand a duré *Radio Alice* ?

BIFO : Le groupe initial est resté à *Radio Alice* jusqu'en mars 1977. Après, tout a éclaté à cause de la répression : la radio a été fermée trois fois. La troisième fois, les membres de la rédaction ont été arrêtés. Moi et d'autres, nous nous sommes échappés à Paris. Ca a fait que la rédaction n'existait plus. La radio a été fermée pendant deux mois. Au mois de mai, la radio a été réouverte, je dirais « à la fureur du peuple », parce qu'il a fallu tout un mouvement qui a demandé la réouverture de la radio, mais ce n'était plus « *Radio Alice* », c'était des autres : des intellectuels de la ville, des ouvriers plus ou moins syndiqués... C'était des démocrates, des copains, etc... Mais ce n'était plus le petit groupe qui avait commencé l'expérience. Moi je suis rentré en Italie un an après.

Tu es parti en France ?

BIFO : Je me suis barré à Paris...

Dès 1977 ?

BIFO : Ben oui, après la révolte à Bologne moi j'étais recherché par la police...

Quand es-tu parti exactement ?

BIFO : Moi je suis parti de Bologne en mars, juste après, c'est-à-dire le 16 mars. Je suis resté une période à Rome, puis une période à Milan, puis je suis passé à Turin. Et j'ai continué à rencontrer des copains...

Tu pars de Bologne à cause de la répression ?

BIFO : Ben oui, j'étais recherché : j'étais officiellement le principal responsable de la chose pour les journaux. Ce qui n'était pas tout à fait vrai... En partie oui, en partie non... Ca fait que j'ai passé deux mois en cachette en Italie, et puis à la fin mai je me suis rendu compte que la situation était vraiment dangereuse : il y avait 300 personnes en prison. Alors je suis parti à Paris. J'ai passé la frontière clandestinement et je suis arrivé à Paris au début du mois de juin. Là j'ai rencontré Félix Guattari, j'ai rencontré des copains que je connaissais déjà : Yann Moulier-Boutang, comme d'autres...

De quoi étais-tu officiellement accusé ?

BIFO : J'étais accusé d'« *association de malfaiteurs dans le but de subvertir les institutions de l'Etat* », d'« *instigation à la haine de classe* », et d'« *organisation de manifestations non autorisées* ». J'ai été

arrêté à Paris le 7 juillet. La justice italienne a demandé mon extradition mais la Cour d'appel de Paris l'a refusée parce qu'elle a considéré que la demande était politique. C'était clairement une demande d'extradition pour délits politiques, et donc c'était une extradition impossible : avec la législation française, c'est très difficile... Je suis resté à la prison de Fresnes et j'ai été libéré le 14 juillet. Je suis resté à Paris. Je suis retourné deux ou trois fois clandestinement en Italie. Je suis rentré officiellement en mars 1978. Entre-temps mes copains avaient été libérés, et donc ma situation avait changé au niveau judiciaire. La fermeture de *Radio Alice* était devenue une espèce de honte politique et judiciaire... D'une certaine façon on avait gagné : le combat judiciaire on l'avait gagné. Ça fait que quand je suis rentré j'ai été arrêté mais je ne suis resté en prison que quinze jours.

Est-ce que *Radio Alice* a conservé son nom ?

BIFO : Oui.

Jusqu'à quand a-t-elle duré ?

BIFO : Jusqu'en 1981. Mais je dirais que la période « heureuse », innovatrice, créative, s'est terminée en mars 1977. Après c'était devenue la radio des autonomes, mais d'une façon assez prévisible... Donc le langage était un peu redevenu la langue de bois de l'idéologie communiste, etc... Au début ça avait été quelque chose d'absolument imprévisible, délirant : dadaïste. Après 1977, ça a été marquée comme la radio des autonomes. Et donc c'est devenu un machin plus prévisible, plus idéologique. Quand je suis rentré en Italie, j'ai continué à participer à la radio. La plupart des gens qui avaient participé à la première phase se sont éloignés, puis sont partis. Il y a des gens qui après 1977 n'ont plus eu envie de reprendre à Bologne une pratique politique, une pratique communicationnelle... Beaucoup d'entre eux sont partis. Et puis, 1978 c'est un peu une année de transition, 1979 c'est le début de la répression, et donc tout est changé après ça... La situation à Bologne n'a pas tellement été marquée par la répression mais par une diffusion incroyable de l'héroïne. Après ça, il y a une période où la vie culturelle s'est de plus en plus détachée de cette mouvance politique qui existait jusqu'en 1977.

Qu'est devenu *A-Traverso* ?

BIFO : *A-Traverso* a continué de paraître de façon absolument non périodique jusqu'en 1981. Après, *A-Traverso* a disparu jusqu'en 1987. En 1987, on a refait paraître *A-Traverso* pendant un an, avec la collaboration d'Oreste Scalzone, de Félix Guattari, etc... Ça a été différent, là c'était autre chose... Les années 80 c'était différent ! Les gens étaient ouvriers, exilés... Donc on n'avait plus le même public. C'était moi avec des copains qui étaient surtout à l'étranger...

Et dans la première période, de 1975 à 1981, est-ce que c'était toujours le même petit groupe de dix personnes ?

BIFO : Oui. Après 1977 ça s'est un peu redéfini... C'était un petit groupe très homogène au niveau culturel et existentiel, et tout à fait non-professionnel... D'ailleurs, il suffit de regarder la mise en page... D'ailleurs, c'est la période punk... Avant 1975, une mise en page comme celle-là, ça n'existait pas pour des questions techniques ! C'était fait à l'offset. L'offset, c'est une machine qui permet de produire une manchette avec un procédé photographique. Ça signifie qu'on peut mettre n'importe quoi sur un bout de papier, ça le photographie et ça

devient la matrice de l'impression. Avant l'offset (la photocomposition), il y avait des caractères de presse standardisés. Donc, la graphique punk, la mise en page punk... C'est la même époque que le punk : Vicious et les *Sex Pistols*, les *Ramones*... Tout ça, ça a commencé en 1977. Et à un niveau graphique, ce qui nous permet de faire des trucs comme ça (c'est-à-dire des photographies, des caractères farfelus, des caractères de machine à écrire, etc...), ça tu peux le faire si t'as une photocopieuse...

A l'époque, c'était nouveau...

BIFO : C'était absolument nouveau, oui ! Et c'était très utilisé en Angleterre... C'est justement le punk qui a commencé... Et nous, on a été les premiers à utiliser cette technique. C'était un problème de fric aussi, parce que c'était très peu cher... Mais c'était non-professionnel évidemment : c'est pas le procédé professionnel qui voit le jour...

Est-ce que tu pourrais définir ce qu'est le transversalisme ?

BIFO : Tout d'abord c'est un mot guattarien. Le mot « transversalité » est utilisé par Félix Guattari dans son bouquin *Un Tombeau pour Œdipe*, qui est sous-titré *Psychanalyse et transversalité*. L'idée est qu'il n'y a pas un sujet (« la classe ouvrière »), mais un processus de subjectivation qui se réalise « à travers », c'est-à-dire « en traversant » (d'ailleurs, le titre *A-Traverso*, cela venait de cela), à travers un parcours qui justement traverse les différentes couches sociales, les différentes attitudes sexuelles, les différentes formes de vie quotidienne, etc... C'est l'idée qu'il faut passer d'une époque identitaire, centralisée au niveau politique (centrée autour de la classe ouvrière industrielle), à une époque dans laquelle le sujet n'existe plus. Mais il y a un processus de subjectivation. Et donc, le transversalisme c'est la pratique qui consiste à traverser les différentes formes d'existence sociale, d'imagination sociale, etc... Des processus de subjectivation, cela signifie que tu lances un mot et ce mot traverse, tu lances la voix d'une radio et cette radio traverse les diverses formes d'existence sociale, d'imagination sociale... Donc la communication n'est plus expression directe d'une identité centrale de la classe ouvrière mais plutôt un processus de *transversalisation* de la société, de traversement... Le processus politique, jusqu'aux années 70, était l'expression d'un sujet social central : la classe ouvrière. A partir des années 70, le mouvement social est l'expression de processus de subjectivation qui sont possibles à partir de ce qu'on appelait des « *transversalisations* ». C'est-à-dire, par exemple, il y a des ouvriers qui sont homosexuels, mais il y a aussi des bourgeois qui sont homosexuels... Si on choisit comme discriminant fondamental la classe ouvrière, ça signifie qu'il y a un sujet. Si on choisit comme niveau d'expression l'homosexualité, la liberté d'expression gay, ça signifie qu'il y a la possibilité de traverser les différentes couches sociales, et ça signifie que comme il y a plusieurs niveaux de subjectivation (il y a un niveau sexuel, il y a un niveau esthétique, il y a un niveau psychique, il y a un niveau territorial, etc...), on peut redéfinir les rapports sociaux à partir de toute une gamme de niveaux d'expression. D'ailleurs, la chose est très simple. Le marxisme-léninisme classique présuppose l'existence d'un sujet déjà donné : la classe ouvrière. Ce qu'on appelle transversalisme suppose une pluralité d'agents, de collectifs d'énonciation, c'est-à-dire

des petits groupes qui disent : « moi mon problème est que je veux habiter de façon différente », « moi mon problème est que je veux avoir une sexualité différente », « moi mon problème est que je veux me droguer avec des champignons psychédéliques »... Chaque niveau d'expression est définissable comme un niveau *transversal*, parce que cela va passer à travers des niveaux sociaux qui ne sont pas réduisibles.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

I LE MOUVEMENT AUTONOME

1/ Le mouvement autonome en France

Chooz, Vireux, Nuits câlines n° 1, Mémoire Collective, 1987

L'Autonomie, le mouvement autonome en Italie et en France, Spartacus, série B, n° 90, mars-avril 1978.

Squats, Nuits câlines n° 2-4-6, Mémoire Collective, 1987-1988.

Un Récit de lutte de Chooz, La Question Sociale, 1998.

ABIZANDA Marie-Thé, HALFEN Claude, RODIER Jean-Pierre, et SANTINI Patrick, *Marge, Un faux mouvement...*, 1976.

BRANDT Nick, *Os Cangaceiros. Freedom is a crime wich contains all crimes and somes texts about recent movements in France*, BM Combustion, 1986.

DESMAYSON Jacques et NADDOULEK Bob, *Désobéissance civile et luttes autonomes*, Alternatives n° 5, Editions Alternatives et Parallèles, 1978.

SCHIFRES Sébastien, *La Mouvançe autonome en France de 1976 à 1984*, mémoire de maîtrise d'histoire-sociologie, Université Paris X, 2004.

2/ Le mouvement autonome en Italie

BERARDI Franco, *Le Ciel est enfin tombé sur la terre*, Seuil, 1978.

BIANCHI Sergio et CAMINITI Lanfranco, *Gli autonomi, le storie, le lotte, le teorie*, DeriveApprodi, 2007-2008.

CALVI Fabrizio, *Italie 77, le « Mouvement », les intellectuels*, Seuil, 1977.

CALVI Fabrizio, *Comarade P38*, Grasset, 1982.

CASTELLANO Lucio, *Autonomia Operaia : la storia e i documenti, da Potere Operaio all'Autonomia organizzata*, Savelli, 1980.

COLLONGE Yann et RANDAL Pierre-Georges, *Les Autoréductions : grèves d'usagers et luttes de classes en France et en Italie, 1972-1976*, Bourgois, 1976.

Comitati Autonomi Operaia di Roma, *Autonomia Operaia : Nascita sviluppo e prospettive dell area dell autonomia nella prima organica antologia documentaria*, Savelli, 1976.

CORTEN André et TAHON Marie-Blanche, *L'Italie, le philosophe et le gendarme, actes du colloque de Montréal*, VLB, 1986.

D'AMICO Tano, MILIUCCI Vincenzo, MODUGNO Enzo, MORDENTI Raul, MORETTI Mario, PACCINO Dario, et SCALZONE Oreste, *Una Sparatoria tranquilla, per una storia orale del'77*, Odradek, 1997.

DOTTELONDE Stéphane, *Contestation et violence politique en Italie : l'Autonomie ouvrière*, mémoire de DEA, IEP de Paris, 1986.

FARNETTI Paolo Bertella et MORONI Primo, *Fragments d'une histoire impossible, le Collectif Autonome de la Barona (Milan), Primo Maggio* n° 21 (1984), S@botage.

LUCARELLI Umberto, *Sei giorni troppo lunghi...*

PERSICHETTI Paolo et SCALZONE Oreste, *La Révolution et l'Etat, insurrections et « contre-insurrection » dans l'Italie de l'après-68 : la démocratie pénale, l'Etat d'urgence*, Dagomo, 2000.

POZZI Paolo, *Insurrezione*, DeriveApprodi, 2007.

SEGIO Sergio, *Miccia corta : una storia di Prima linea*, DerriveApprodi, 2005.

SOMMIER Isabelle, *La Violence politique et son deuil, l'après 68 en France et en Italie*, Presses Universitaires de Rennes, 1998.

VARGAS Fred, *La Vérité sur Cesare Battisti* », Hamy, 2004.

II L'OPERAISME

Luttes ouvrières et capitalisme aujourd'hui, Cahiers Libres n°118-119, Maspero, 1968 (anthologie des *Quaderni Rossi*).

BORIO Guido, POZZI Francesca, et ROGGERO Gigi, *Gli operaisti*, DeriveApprodi, 2005.

MILANA Fabio et TROTTA Giuseppe, *L' operaismo degli anni Sessanta : da "Quaderni rossi" a "classe operaia"*, DeriveApprodi, 2008.

NEGRI Antonio, *La Classe ouvrière contre l'Etat*, Galilée, 1978 (paru en italien en 1972).

NEGRI Antonio, *La Forma stato. Per la critica dell'economica politica della Costituzione*, Feltrinelli, 1977.

NEGRI Antonio, *L'Usine de la stratégie, 33 leçons sur Lénine*, 1977.

NEGRI Antonio, *Dall'operaio massa all'operaio sociale : intervista sull'operaismo*, Multhipla, 1979.

NEGRI Antonio, *Marx au-delà de Marx*, Bourgois, 1979.

TRONTI Mario, *Ouvriers et capital*, Bourgois, 1977 (paru en italien en 1966).

TRONTI Mario, *Sull'autonomia del politico*, Mario Tronti, Feltrinelli, 1977.

III LES GROUPES ARMES

1/ Action Directe

Action Directe Première époque, Nuits câlines n° 8, Mémoire Collective, 1989.

Action Directe, *Pour un projet communiste*, DOCOM, 1982.

Action Directe, *Textes de prison, 1992-1997*, Jargon Libre, 1997.

Collectif Ephémère, *Retour sur les années de braise, les groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, CRAS, 2005.

DARTNELL Michael, *Mirror of violence : the revolutionnary terrorism of Action Directe as an element in the evolution of french political culture*, York University, Ottawa, 1993.

DEBRAY Loïc, DUTEUIL Jean-Pierre, GODARD Philippe, LEFEBVRE Henri, REGULIER Catherine, SVEVA Anne, WAJNSZTEJN Jacques, *Paroles Directes, légitimité, révolte et révolution : autour d'Action Directe*, Acratie, 1990.

HAMON Alain et MARCHAND Jean-Charles, *Action Directe : du terrorisme français à l'euroterrorisme*, Le Seuil, 1986.

JACQUARD Roland et NASPLEZES Dominique, *La longue Traque d'Action Directe*, Albin Michel, 1987.

2/ Les Brigades Rouges

BRAGHETTI Anna Laura et TAVELLA Paola, *Le Prisonnier, 55 jours avec Aldo Moro*, Denoël, 1999.

CURCIO Renato, *A visage découvert*, Lieu Commun, 1993.

FASANELLA Giovanni et FRANCESCHINI Alberto, *Brigades Rouges, l'histoire secrète des BR racontée par leur fondateur*, Panama, 2005.

3/ Les autres groupes armés

Azione Rivoluzionaria, *Contributions à la critique armée libertaire*,

1980.

Azione Rivoluzionaria, *Anarchismo e progetto insurrezionale*, Anarchismo, 1982.

Azione Rivoluzionaria, *L'ipotesi armata*, Anarchismo, 1982.

CORTADE André, *1000. Histoire désordonnée du MIL*, Derive 17, 1985.

PRAZAN Michaël, *Les Fanatiques, Histoire de l'Armée Rouge Japonaise*, Seuil, 2002.

RON Jacobs, *The Way the wind blew : a history of the Weather Underground*, Verso, 1997.

VAGUE Tom, *Anarchy in the UK, The Angry Brigade*, AK Press, 1997.

4/ Généralités sur la violence militaire extralégale

BAUD Jacques, *Encyclopédie des terrorismes*, Lavauzelle, 1999.

MADELIN Philippe, *La Galaxie terroriste*, Plon, 1986.

IV LE SITUATIONNISME

CHOLLET Laurent, *L'Insurrection situationniste*, Dagorno, 2000.

MARTOS Jean-François, *Histoire de l'Internationale Situationniste*, Ivrea, 1995

Section italienne de l'Internationale Situationniste, *Ecrits complets*, Contre-Moule, 1988.

VANEIGEM Raoul, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, 1967.

V L'EXTREME-GAUCHE

LEVAL Gaston, *Espagne libertaire (36-39)*, Editions du Monde Libertaire, 1983.

MERCIER-VEGA L. et GRIFFUELHES V., *Anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire*, Spartacus, Série B, n° 97, septembre-octobre 1978.

1/ L'extrême-gauche en France

BIARD Roland, *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours*, Belfond, 1978.

BOURSEILLER Christophe, *Les Ennemis du système*, Robert Laffont, 1989.

BOURSEILLER Christophe, *Les Maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, Plon, 1996.

BOURSEILLER Christophe, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Denoël, 2003.

BROCHIER Jean-Christophe et DELOUCHE Hervé, *Les nouveaux Sans-culottes, enquête sur l'extrême gauche*, Grasset, 2000.

COSSERON Serge, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Larousse, 2007.

GIORGINI Bruno, *Mai 68 – Été 78, Que sont mes amis devenus ?*, Savelli, 1978.

MAITRON Jean, *Le mouvement anarchiste en France, tome II : de 1914 à nos jours (1975)*, Gallimard, 1992.

THOMAS Bernard, *Lucio L'Irréductible*, Flammarion, 2000.

2/ L'extrême-gauche en Italie

La contestazione 67-69, Idea 1978.

La Piste rouge, Italia, 10-18, 1972.

AMOROS Miguel, *Un terrorismo en busca de dos autores, documentos de la revolucion en Italia*, Cuya, 1999.

BALESTRINI Nanni, BIANCHI Sergio, et MORONI Primo, *L'orda d'oro : 1968-1977 : la grande ondata rivoluzionaria e creativa*, Feltrinelli, 1997.

BERARDI Franco, *La nefasta utopia di Potere Operaio*, Castelvevchi –

Derive Approdi, 1998.

DEGLI INCERTI Davide, *La Sinistra rivoluzionaria in Italia : documenti e interventi delle tre principali organizzazioni, Avanguardia Operaia, Lotta Continua, PdUP, a cura di Davide Degli Incerti*, Savelli, 1976.

MONICELLI Mino, *L'Ultrasnistra in Italia, 1968-1978*, Laterza, 1978.

MOSS David, *The politics of left-wing violence in Italy, 1969-1985*, Macmillan, 1989.

PINI Massimo, *L'Assalto al cielo : le avventure dell'illusione rivoluzionario*, Longanesi, 1990.

SCALZONE Oreste et TASSINARI Ugo, *Bienno rosso : 68-69, figure e passaggi di una stagione rivoluzionaria*, Sugar, 1988.

VI LA SITUATION POLITIQUE DE L'ITALIE

BERMANI Cesare, *Il nemico interno. Guerra civile e lotta di classe in Italia (1943-1976)*, Cesare Bermani, Odradek, 1997.

BRICE Catherine, *Histoire de l'Italie*, Tempus n° 28, Perrin, 2002.

Centro di Documentazione di Varese et Centro Giovanile Tradatese, *Gli anni affollati. La rivista politica negli anni 70*, Tradate, 1984.

GRISONI Dominique et PORTELLI Hugues, *Luttes ouvrières en Italie de 1960 à 1976*, Aubier Montaigne, 1976.

GIACHETTI Diego et SCAVINO Marco, *La Fiat aux mains des ouvriers, l'automne chaud de 1969 à Turin (1999)*, Les Nuits Rouges, 2005.

SIMONETTI Gianni Emilio, *Dalla causa alla cosa delle rivoluzioni. Soggettività della cultura alternativa giovanile e movimento reale del proletario*, Arcana, 1973.

TASSINARI Ugo, *Fascisteria : i protagonisti, i movimenti e i misteri dell'eversione nera in Italia, 1965-2000*, Castelvecchi, 2001.

VII SOCIOLOGIE POLITIQUE

GOFFMAN Erving, *Les Cadres de l'expérience (1974)*, Minuit, 1991.

GURR Ted, *Why Men Rebel ?*, Princeton University Press, 1970.

INGLEHART Ronald, *The Silent Revolution, Changing Values and Political Styles Among Western Democracies*, Princeton University Press, 1977.

MELUCCI Alberto, *L'invenzione del presente, Movimenti sociali nelle società complesse*, Il Mulino, 1982.

MICHELS Robert, *Les Partis politiques*, 1914.

NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux (1996)*, La Découverte, 2002.

TILLY Charles, *From Mobilization to Revolution*, Random House, 1978.

PRESSE FRANCOPHONE LIEE AU MOUVEMENT AUTONOME

La Stratégie du refus, Matériaux pour l'intervention, 1972.

Camarades, 1974-1978.

Marge, 1974-1978.

Front Libertaire des luttes de classe, Organisation Communiste Libertaire, 1976-1979.

L'Auto-Journal, Collectif Autonome de la BNP, 1977.

L'Officiel de l'Autonomie, 1977.

La Gueule ouverte, 1977-1979.

L'Encrier, 1978.

Matin d'un blues, 1978.

Alternative, 1978-1979.

Autonomie prolétaire, 1978-1979.

Les Fossoyeurs du vieux monde, 1978-1983.
Autonomie, 1979.
Jamais contentes, 1979-1980.
Gueule Hebdo, 1980.
Courant Alternatif, Organisation Communiste Libertaire, 1980-2008.
CAT Pages, Collectif Autonome de Tolbiac, 1981-1982.
Rebelles, Alliance des Prisonniers En Lutte, 1981-1993.
Tout !, 1982-1985.
Os Cangaceiros, 1982-1990.
L'Internationale, 1984.
Molotov et Confetti, 1984.
Contre, 1987-1989.

ARTICLES

I SOCIOLOGIE

HIRSCH Eric, "Sacrifice for the Cause: Group Processes, Recruitment, and Commitment in a Student Social Movement", *American Sociological Review* n° 55-2, avril 1990.

KARSTEDT-HENKE Sabine, « Theorien zur Erklärung terroristischer Bewegungen », in BLANKENBURG Erhard, *Politik der inneren Sicherheit*, Suhrkamp, 1980.

KOOPMANS Ruud, « The Dynamics of Protest Waves : West Germany, 1965 to 1989 », *American Sociological Review* n° 58, 1993.

II AUTONOMIE, OPERAÏSME, ET LUTTES SOCIALES DES ANNEES 70

« L'Ouvriérisme italien », *Libération*, 01/06/1978.

« Texte des Comités Autonomes Ouvriers de Rome », *Les Temps Modernes*, mai 1975.

CHERKI Eddy et WIEVIORKA Michel, « Lutttes sociales en Italie : les mouvements d'autoréduction à Turin », *Les Temps modernes*, juin 1975.

CUNINGHAME Patrick, « For an Analysis of Autonomia : An Interview with Sergio Bologna », *Lefthistory* n° 7-2, automne 2000.

FATELA Jao et MONGIN Olivier, « Les autonomes contre quelle société ? », *Esprit* n°27, mars 1979.

GOMBIN Richard, « Une Théorie de l'autonomie du prolétariat », *Dissidences* n° 3, septembre 1999.

MATHERON François, « Opéraïsme », in LABICA Georges et BENSUSSAN Gérard, *Dictionnaire critique du marxisme*, PUF, 1982.

SEBBAR Leïlla, « Ce que disent les « Autonomes », « autonomes » côté cour, « Autonomes » côté rue », *Histoire d'Elles* n° 4, mars-avril 1978.

III LA SOCIETE FRANCAISE DANS LES ANNEES 70

ALIA Josette, CHOUFFAN Alain, et MULLER Marie, « La Bof Génération », *Le Nouvel Observateur* n° 727, 16 octobre 1978.

FILMOGRAPHIE

DENIAU Jean-Charles, *Action Directe : la révolution à tout prix*, France 3 – Theophraste, 2001.

REGGIANI Maria, *A tort et à raison*, 1997 (sur Oreste Scalzone).

CD-ROM

Futuro anteriore, Dai "Quaderni rossi" al postfordismo: attualità dell'operaismo italiano.

INTERNET

I SITES

Campagne pour la libération des prisonniers d'Action Directe :

<http://www.action-directe.net>

<http://nlpf.samizdat.net>

Archivio 68-77, Nel Vento :

<http://www.nelvento.net/archivio/68/index.html>

Archivio 900 : <http://www.archivio900.it>

Organisation Communiste Libertaire : <http://oclibertaire.free.fr>

Multitudes : <http://multitudes.samizdat.net>

II ARTICLES

« Breve storia di Prima Linea », in *Settantasette*, Chaosmaleont

Produktion :

<http://web.tiscali.it/settanta7/primaleinea.htm>

« Chronologie des attentats terroristes depuis 1945 », Mediasnews :

<http://www.mediasnews.com/chrono/chrono01.php>

« Historique chronologique d'Action Directe », *Front Social* (revue des Noyaux Autonomes pour le Communisme, 1995-2001), Etoile Rouge :

<http://etoilerouge.chez.tiscali.fr/docrevfra/fs11.html>

« Le groupe *Révolution !* », Forum des Marxistes Révolutionnaires :

<http://revolution.celeonet.fr/index.php?showtopic=9840>

MOULIER-BOUTANG Yann, « Matériaux pour l'intervention », 2004 :

<http://multitudes.samizdat.net/spip.php?rubrique484>